

edueACTION

frica news

Le News Journal du Groupe de travail de l'ADEA sur la Communication pour l'éducation et le développement

Éditorial

Communiquer sur
l'Agenda
du développement
pour l'après 2015



Thème:

Communiquer sur l'Agenda
du développement pour l'après 2015

L'Interview



L'ADEA et la Commission de l'Union
africaine signent un Protocole d'Accord



Entretien avec le
commissaire Martial
De-Paul Ikounga



Agenda Afrique 2063:
voies vers la réalisation
par le Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma



Analyse

Avez-vous entendu
parler de l'agenda du
développement pour
l'après 2015?



Atteindre la Vision
2050 pour l'Afrique :
Faire tomber la bar-
rière du capital
humain

à l'intérieur de l'Afrique



NOUVELLES SUR LE DEVELOPPE- MENT DE L'EDUCATION

L'Afrique devrait conduire l'agenda du
développement pour l'après-2015

Jan Eliasson, Vice-Secrétaire Général des Nations
Unies



Par Lawalley Cole,
Coordinateur, GT COMED

Communiquer sur l'Agenda du développement pour l'après 2015

Nous sommes aujourd'hui à un peu plus de six mois de janvier 2015, date à laquelle tout le monde devra entamer le processus de révision des Objectifs de développement du millénaire (ODM). À en juger par les préparations déjà en cours aux Nations unies et dans d'autres organisations importantes dans le monde, nous attendons de nouvelles opportunités pour exprimer des objectifs et des cibles claires pour les Objectifs de développement durable pour l'après 2015. Jusque-là nous avons constaté un changement de paradigme dans les objectifs et les activités du monde en développement depuis l'an 2000, date à laquelle les ODM ont été mis en place pour la première fois. Il y a également eu prolifération des médias avec de nombreuses activités « de nouveaux médias » qui continuent à se multiplier.

L'Unesco a fait référence aux « médias » en tant que « plateformes techniques et dispositions sociales qui permettent la communication humaine, notamment au regard de questions publiques ». Les médias sont vues comme un nombre limité de plateformes et d'institutions spécialisées qui gravitent autour. A l'heure actuelle, l'Internet et les téléphones mobiles ont ouvert ce domaine aux personnes individuelles, aux groupes et à une large série d'autres organisations sociales. Il y a également une influence croissante de la société civile dans le cadre de sa participation aux questions de développement au sens large. Que ce soit dans l'éducation, la santé, l'assainissement, et d'autres secteurs du développement social, ainsi que la politique et l'économie. Dans certains milieux, les pouvoirs institutionnels luttent pour agir sur ce que nous appelons le nouveau paradigme du « pouvoir des peuples ». Des utilisateurs des médias appellent à la liberté d'expression et à son pendant, la liberté de la presse. L'Unesco soutient que des médias libres, pluralistes et indépendants devraient faire partie du nouvel agenda du déve-

loppement pour l'après 2015.

Dans le contexte africain actuel, alors que nous passons à l'élaboration de nouveaux objectifs pour le développement durable, nous continuons à être confrontés à de sérieux défis. Les crises économiques et financières mondiales exercent une forte pression sur le rôle du gouvernement en obligeant à des interventions radicales dans les économies. Simultanément, ceci a également révélé le degré d'insoutenabilité à long terme des programmes sociaux y compris dans l'éducation. Il en va de même pour nos deux organisations partenaires du développement et les organisations de la société civile qui sont également confrontées à d'importants défis. Les sources de financement

sont devenues instables alors que nous assistons à une multiplication de demandes en faveur de la responsabilisation, de la transparence et de la mesure de l'impact. Simultanément, la légitimité politique et sociale devient de plus en plus fragile. Dans ce contexte, nous voyons davantage de parties prenantes s'engager dans des efforts de développement mondial, avec une multiplication des nouvelles approches et la nécessité d'actions toujours mieux coordonnées.

Par ailleurs, le langage et l'état d'esprit ont commencé à changer avec le secteur privé sur la façon de s'attaquer à certains de nos défis du développement. De nombreux PDG, directeurs d'entreprise dans les pays africains endossent de plus en plus des rôles de leadership dans le développement, et les personnels opérationnels sont de plus en plus conscients des risques et des opportunités qui découlent des activités qui influencent des questions telles que les droits de l'Homme, la liberté d'expression, le développement social et la durabilité.

Le fait est que le développement économique et social ne peut se poursuivre sans l'implication des médias.

Éditorial

Le continent africain dit-on, enregistre un taux de croissance impressionnant avec des économies qui s'améliorent plus rapidement que celles de n'importe quelle autre région dans le monde avec au moins une douzaine de pays enregistrant une expansion supérieure à 6 % l'an depuis six ans ou plus. De ce fait, nous avons toutes les raisons de nous assurer que les Objectifs de développement durable pour l'après 2015 reflètent bien la situation actuelle. Selon l'Unesco, le terme « développement durable » s'entend largement comme une vue holistique des processus qui encouragent un lien optimal entre la croissance économique et des questions telles que la réduction de la pauvreté, la mobilité sociale, la cohésion sociale, la protection de l'environnement, l'égalité des genres, la paix et la stabilité politique entre autres. En septembre 2013, les Nations unies ont entamé une consultation publique extensive sur les futurs objectifs de développement. Plus de 200 000 personnes ont été consultées et ont donné leur avis sur le nouvel agenda du développement sur une période de plus de six mois. Ceci a engendré une forte multiplication des parties prenantes au-delà des gouvernements nationaux. En février 2014, près de 200 organisations de la société civile se sont tenues par la main pour demander au Groupe de travail public des Nations unies sur l'Agenda du développement pour l'après 2015 de mettre la responsabilisation du gouvernement et les médias indépendants au cœur du nouveau cadre pour le développement mondial.

Cependant, en dépit de ces efforts d'importantes lacunes subsistent en termes d'engagement. La société civile et le secteur privé n'ont pas été adéquatement représentés dans le Panel à haut niveau des Nations unies sur l'Agenda du développement pour l'après 2015. En outre, les impressions d'un traitement différent entre les secteurs dans le processus de consultation ont laissé beaucoup à désirer. Un autre problème a été le laxisme à impliquer de manière significative d'autres groupes vulnérables tels les communautés autochtones, les personnes handicapées, les femmes, les jeunes et d'autres personnes vivant dans la misère dont la voix absente a généré le besoin de créer un cadre cohérent pour le développement.

Nous ne devons pas mesurer le succès en termes d'inclusion et d'exhaustivité. Nous devrions également examiner de plus près et de manière critique la manière de développer des partenariats plus efficaces, avec de multiples partenaires, ainsi que des espaces d'engagement partagé au niveau local. Il faut donc mettre en place des mécanismes bien établis pour une meilleure diffusion de l'information, une meilleure communication et une meilleure coordination. À cet égard, il reste encore beaucoup à faire pour

s'assurer que de véritables partenariats stratégiques se multiplient et donnent des résultats. Nos gouvernements, nos entreprises et organisations de partenaires pour le développement devraient donc être prêts à s'engager avec les organisations de la société civile et les mouvements sociaux. Ceci devrait se faire sous forme de véritables partenariats pour la mise en œuvre, s'ajoutant à la consultation en cours et à d'autres relations transactionnelles. De même, alors que le rôle des entreprises change pour être plus axé sur les éléments sociaux, et que les budgets publics influencent les accords de financement bilatéraux, la société civile et les organisations partenaires pour le développement devront nécessairement être plus ouvertes et axées sur la construction de relations qui vont au-delà du soutien financier.

Tout ceci exigera d'instaurer un sentiment de confiance entre les parties prenantes, sans nécessairement souhaiter ou attendre un alignement complet entre les partenaires potentiels. Ces partenariats devraient prendre toute leur importance lorsque les différentes parties prenantes auront la possibilité de jouer leur rôle respectif « d'agents constructifs » pour des questions importantes. Une communication ouverte obligera tous les partenaires et les participants à continuellement innover et trouver de nouvelles opportunités pour répondre aux besoins de ceux qui n'ont pas de voix. Un accent clairement mis sur le droit à l'information encouragera le développement participatif. Une meilleure qualité et une plus grande disponibilité des informations aboutiront à une meilleure allocation des ressources et à des décisions plus avisées pour tous. Les intermédiaires de l'information comme les médias, aideront les gouvernements et les populations à communiquer, organiser, structurer et comprendre les données essentielles pour le développement.

Pour voir se réaliser un véritable effort des multiples parties prenantes du développement dans ce sens, la société civile, le gouvernement, les entreprises et les organisations de partenaires pour le développement doivent continuer à chercher les moyens d'introduire plus de confiance, de transparence et de responsabilisation dans leur engagement partagé envers l'agenda pour l'après 2015. En outre, les mécanismes doivent être bien ancrés pour garantir que la responsabilisation du secteur privé dans les processus de partenariat pour l'après 2015 joue son rôle et s'assure que la collaboration intersectorielle permet de réaliser l'objectif ultime de sauver et d'améliorer la vie de centaines de millions d'Africains.

L'Interview

Entretien avec le commissaire Martial De-Paul Ikounga

Commissaire, Ressources Humaines, Science et
Technologie, Commission de l'Union africaine.



Le 25 Mars 2014, la Commission de l'Union africaine et l'ADEA ont renouvelé le protocole d'accord signé initialement en 2008. Une cérémonie officielle pour la signature du protocole d'accord a été organisée à la Banque africaine de développement (BAD) à Tunis, L'institution hôte de l'ADEA. Ont participé à la cérémonie ont été le commissaire des ressources humaines, de la science et de la technologie de l'Union africaine, l'honorable Martial De Paul Ikounga, le Secrétaire exécutif par intérim de l'ADEA, M. Hamidou Boukary, et, représentant le vice-président, OSVP de la BAD, M. Sering Jallow, conseiller spécial auprès du vice-président. Après la cérémonie de signature, Lawalley Cole a interviewé le commissaire Martial De-Paul Ikounga.

LC : Monsieur le Commissaire, vous venez de signer un protocole d'entente avec l'ADEA pour une plus grande collaboration dans de nombreux domaines dans le secteur de l'éducation en Afrique. Pouvez-vous nous dire ce qui est l'élément principal de ce protocole ?

MDPI : Vous savez vous avez déjà en lui-même quand vous parlez de collaboration, nous sommes arrivés dans une phase où, d'ailleurs c'est notre deuxième mémorandum, le premier s'était achevé et donc celui-ci vient prolonger notre collaboration, mais ce n'est pas dit que le temps où celui-ci n'était pas signé qu'il n'y avait pas une continuation de collaboration. Je pense que le point le plus important d'un tel mémorandum est de renforcer la position, moi je pense que le point le plus important c'est de renforcer la position de l'ADEA en tant que partenaire important pour la mise en œuvre de nos politiques. Je pense que c'est l'élément le plus important. Le reste ce sont des détails pour dire ce qu'on va mettre ensemble. Mais ce qu'on veut montrer, c'est vraiment conforter l'ADEA dans sa position de partenaire, de principaux partenaires dans la mise en œuvre sur le terrain de notre programme.

LC : Étant donné que nous approchons de 2015, c'est l'année de la fin de la deuxième décennie de l'éducation en Afrique qui était fournie par l'Union africaine, qu'est-ce qui est planifiée par l'Union africaine comme projet de programme après 2015 pour l'éducation et le développement de notre continent ?

MDPI : Vous savez nous allons donner de plus en plus de place dans l'ensemble du Sud, dans l'ensemble de nos systèmes éducatifs et donner plus de place à l'ensemble des

questions qui sont liées à ce qu'on appelle généralement l'adéquation formation-emploi. Mais il faut dire déjà que, c'est vrai vous parlez du programme post-2015, mais nous avons encore à terminer l'année 2014 et puis à faire 2015, et un de nos travaux le plus important au cours de cette dernière année, ce sera certainement de mieux évaluer ce que nous avons fait. Parce que les réalisations ne sont pas très importantes en termes de pourcentage, même si nous avons fait beaucoup de progrès, mais tellement de choses restent à faire et que nous allons certainement reconduire l'essentiel de notre programme, les termes de la collecte de l'information, les statistiques pour mieux gérer, la question de la réalisation, le problème de la condition des enseignants demeure, les problèmes d'éthique demeurent réels et comme j'ai dit, comment faire de sorte que l'école réponde au projet social que nous pouvons avoir lorsque nous parlons. Aujourd'hui, le problème de l'emploi est un problème majeur. Comment faire pour que l'école permette, aide à relever ce genre de défi.

LC : À la lumière du protocole d'entente qui vient d'être signé, est-ce que l'ADEA aura un rôle de collaboration à jouer dans la mise en œuvre de votre programme ? Si oui, comment arrivez-vous à mobiliser l'Afrique et lui faire mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir ce programme ?

MDPI : La première chose, je pense que c'est notre propre mobilisation. C'est notre propre mobilisation et aussi c'est de montrer la place de l'ADEA. Nous avons entrepris un programme que nous allons expérimenter déjà au cours de la prochaine réunion de la COMEDAF : c'est celui de la

cartographie des partenaires et l'objectif c'est de rendre plus visible le travail que font nos partenaires. Comment mobiliser, et donc à partir de là c'est de montrer comment mobiliser l'Afrique. Voyez, nous ne nous gênons pas de dire que si notre partenaire se porte bien, nous nous porterons mieux, parce que sur le terrain nous avons déjà vu l'efficacité de l'ADEA. Donc, nous allons donner à l'ADEA beaucoup plus de visibilité pour que les pays, parce que notre terrain d'action ce sont ces pays et que ces pays voient l'action que fait l'ADEA et puissent l'accompagner dans le projet je pourrais dire que l'ADEA fait pour notre compte.

LC : Comment allons-nous mobiliser d'autres partenaires à se joindre à notre croisade pour faire de l'éducation l'accent pour le développement de l'Afrique après 2015 ?

MDPI : C'est ce que j'ai dit. Si nous rendons visible d'abord et que nous montrons bien, vous savez il y a ce qu'on appelle aussi que chacun fasse son travail, que chacun fasse le travail et une bonne partie. Nous on fait comme du monitoring, on fait de la supervision. Mais sur le terrain, nous avons montré la capacité de l'ADEA de travailler. C'est ça que nous voulons rendre visible et l'ensemble de nos partenaires que nous pouvons mobiliser, nous leur disons, quand vous voulez nous aider, on veut faire du travail, c'est l'ADEA qui fera le travail pour notre compte et je pense que ça s'appelle de mobiliser les partenaires et à travers cette cartographie de l'ensemble des partenaires qui interviennent dans le domaine de l'éducation, c'est pour mobiliser cet ensemble, pour savoir qui fait quoi, comment partager cette expérience et je pense que cette visibilité permettra de mieux nous situer les uns et les autres.

LC : Une dernière question : Quel conseil l'Union africaine donnerait-elle aux gouvernements de ses États membres dans le domaine d'une meilleure gestion de l'éducation pour le développement ?

MDPI : Vous savez : quel est le rôle de l'école ? Je pense qu'il faut de plus en plus – ça a l'air de rien, d'une petite question – mais redéfinir, bien comprendre le rôle de l'école et faire de sorte que l'école ne fabrique pas seulement des gens qui attendent tout de l'état, qui attendent tout de la société, mais que l'école fabrique des jeunes qui veulent eux montrer leur capacité à servir l'ensemble de la population. Comme ça nous pourrions avoir demain, nous pourrions fabriquer des entrepreneurs qui eux – mais quand je dis entrepreneurs, c'est dans tous les domaines, entrepreneurs dans tous les domaines – et qui ont la capacité de créer, la capacité d'entreprise et la capacité d'initiative pour que, vous savez nous quand on allait à l'école on disait : je vais à l'école pour devenir quelqu'un. C'était pour dire je vais à l'école parce que l'école c'était le lieu pour servir, pour transformer l'individu pour qu'il soit utile à la cité.

LC : Monsieur le Commissaire, je vous remercie beaucoup.

MDPI : C'est moi qui vous remercie.

AFRIQUE 2050

Atteindre la Vision 2050 pour l'Afrique : Faire tomber la barrière du capital humain

Birger Fredriksen et Ruth Kagia

Résumé par Lawalley Cole

Vision: A l'horizon 2050, les pays Africains auront développé leur capital humain -- à travers une coopération nationale, régionale et mondiale dans l'éducation, la santé, la science et la technologie -- nécessaire pour encourager une croissance rapide, inclusive et créatrice d'emplois, des sociétés cohésives et des gouvernements responsables, la base pour catalyser et soutenir une convergence durable des niveaux de vie entre les pays africains et le reste du monde.

Dans ce document, Birger Fredriksen et Ruth Kagia, deux anciens responsables de la Banque mondiale discutent de la nécessité d'un accroissement majeur du capital humain en Afrique, condition préalable nécessaire à la transformation économique. Ce document fait partie d'une étude importante sur le long terme pour l'Afrique – Afrique 2050 – couvrant tous les secteurs, présentée aux dirigeants africains lors d'une importante conférence à Abidjan en juin 2013. Oxford University Press a cette année publié l'étude dans un livre intitulé : «Africa 2050: Realizing the Continent's Full Potential» (« Afrique 2050 : réaliser tout le potentiel du continent ») avec T. Ahlers, Hiroshi Kato, H. S. Kohli, C. Madavo et A. Sood comme rédacteurs.

Fredriksen et Kagia soulignent les opportunités et les défis que rencontrent les pays africains en effectuant



Ruth Kagia



Birger Fredriksen

cours de la prochaine décennie, les pays africains vont devoir poser les fondements pour libérer tout le potentiel humain de leurs populations afin de leur permettre de mener des vies saines et productives. Pour cela, il est essentiel d'accélérer la transition économique et de passer de secteurs à faible productivité vers des secteurs à haute productivité, et d'accroître la compétitivité de l'Afrique dans une économie mondiale basée sur la connaissance.

Le modèle sur lequel repose l'étude mondiale 2050 prévoit qu'à l'horizon 2050, l'Afrique hébergera 2 milliards de personnes avec un revenu par habitant de 17 500 \$ EU et une main-d'œuvre compétente

et productive. La vision du secteur de l'éducation suppose que l'enseignement de base sera universel et gratuit pendant les neuf premières années et que le taux de scolarisation sera supérieur à 80 % pour le deuxième cycle du secondaire et à 35 % pour l'enseignement supérieur. Les universités africaines seront devenues des centres de recherche d'excellence au niveau mondial dans des domaines tels que les industries extractives, l'agroalimentaire et la biotechnologie. Plus généralement, les Africains seront en meilleure santé et vivront plus longtemps en raison de l'amélioration de la nutrition et des soins de santé, de l'augmentation du revenu et de la réduction considérable de la pauvreté, le tout sous-tendu par une classe moyenne de consommateurs instruits.

Pour concrétiser cette vision, Fredriksen et Kagia suggèrent une série d'objectifs qui devront être atteints à l'horizon 2050. Ils incluent le doublement du taux d'achèvement pour les huit à neuf ans d'enseignement de base, une multiplication par cinq des inscriptions au niveau tertiaire et préscolaire, et une augmentation par presque trois du taux de scolarisation dans le deuxième cycle du secondaire. Exprimés en pourcentage, les taux de croissance annuelle ne sont pas aussi élevés que ceux enregistrés par les pays africains dans un passé récent. Au cours de la période 1970 – 2010, l'expansion du secteur de l'enseignement tertiaire a été multipliée par plus de 20, le taux de scolarisation dans les écoles secondaires a été multiplié par 12 et le taux de scolarisation dans le primaire a augmenté d'environ 350 %. Cependant, les auteurs ont admis qu'atteindre les objectifs à l'horizon 2050 demandera davantage d'efforts, parce que les systèmes d'éducation sont plus grands et deviennent de plus en plus complexes, et parce qu'atteindre les enfants qui ne sont pas encore scolarisés sera souvent plus difficile et plus coûteux.

Alors que Fredriksen et Kagia pensent – en raison de la grande nécessité pour les pays d'Afrique subsaharienne (ASS) de rattraper la croissance et en raison d'une croissance démographique toujours très rapide, la plupart des indicateurs de l'éducation en ASS continueront à être inférieurs à ceux des autres régions ; ils pensent également que développer l'éducation pour l'amener au niveau proposé fournira une main-d'œuvre ayant les compétences et capacités suffisantes pour soutenir la transformation économique sur le continent. Ils donnent l'exemple de la Chine qui est devenue une puissance économique avec des indicateurs de l'éducation guère plus élevés

que ceux qu'ils proposent dans leur document. Fait largement reconnu aujourd'hui, Fredriksen et Kagia affirment que l'amélioration de la couverture de l'éducation doit aller de pair avec une amélioration importante de la qualité de l'éducation.

Fredriksen et Kagia considèrent également qu'il est important et urgent de réaliser la vision 2050 de développement du capital humain en Afrique. Ils notent également qu'une grande partie de la croissance économique enregistrée au cours de la dernière décennie a été possible grâce à l'amélioration des politiques macro-économiques, une plus grande stabilité politique, une amélioration du climat des affaires, et un intérêt mondial croissant pour l'Afrique, reposant surtout sur les produits de base. Cependant, ils affirment que tout en étant des moteurs importants pour relancer la croissance économique, ils sont insuffisants pour la soutenir ou l'accroître sans une amélioration parallèle des éléments clés de la croissance, notamment le capital humain, la connaissance et l'infrastructure.

Les auteurs considèrent qu'en améliorant la qualité du capital humain, la région pourrait développer des capacités essentielles, accroître le volume et la qualité des compétences, et améliorer la base institutionnelle pour maîtriser les nouvelles opportunités d'emplois, industrielles et technologiques qui se développeront au fur et à mesure que les économies seront de plus en plus connectées au niveau mondial. En outre, ils soutiennent qu'une population en meilleure santé et mieux instruite et formée produira plus, accélérera la transition démographique et contribuera à la réduction de la pauvreté. Ils mettent également en avant un autre mode de raisonnement qui indique que si par ailleurs le progrès dans la réduction du fardeau que représente la maladie et l'amélioration de l'éducation et des niveaux de compétences de la population échouent, l'important réservoir de jeunes deviendra un élément perturbateur et ralentira la croissance économique. Ils insistent sur le fait que la fenêtre d'opportunité pour effectuer l'investissement massif nécessaire ne dépasse pas les 10 à 15 ans au bout desquels, une faible base de capital humain commencera à exercer un effet négatif sur la poursuite de la croissance économique.

Les auteurs examinent les ensembles de facteurs qui permettent la transformation de l'éducation et qui peuvent également être mutuellement dépendants. L'un d'entre eux étant la démographie qui a divers

impacts importants sur l'éducation, alors même que l'éducation a un impact sur des facteurs démographiques clés comme la fécondité, la mortalité et la migration. Les auteurs insistent sur le fait que la transition démographique lente de l'Afrique aura un impact profond sur l'éducation dans les décennies à venir, pesant considérablement sur l'enjeu de rattrapage de la formation du capital humain. Ils affirment que les pays d'ASS devront continuer à accroître considérablement leur système scolaire pour simplement faire face à la croissance démographique alors que d'autres régions en développement pourront commencer à utiliser d'autres ressources pour élargir l'enseignement au-delà de l'enseignement de base et pour améliorer la qualité à tous les niveaux. Les auteurs indiquent également la nécessité d'investir davantage dans les enfants et d'offrir des programmes de la deuxième chance à ceux qui ont été privés d'enseignement primaire. Ce dernier point est une partie importante de la stratégie de développement holistique des compétences qui reconnaît qu'offrir des compétences de pointe à ceux qui travaillent dans le petit secteur moderne doit aller de pair avec un effort déterminé à offrir des compétences de base à la grande majorité de la main-d'œuvre engagée dans les secteurs agricoles et non formels où de telles compétences sont très rares. Reconnaissant l'urgence à rapidement rattraper la construction du capital humain de base, ils affirment que le meilleur investissement à long terme que peut faire la plupart des pays africains dans la décennie à venir serait de corriger le fait que leurs jeunes enfants et leur jeunesse ont des systèmes d'éducation et de santé de base beaucoup moins bons que ceux

d'autres régions. Ils préviennent que cette étape du développement ne peut être évitée car une éducation de base de bonne qualité et un système de santé de bonne qualité sont la base du développement dans d'autres domaines.

Fredriksen et Kagia plaident pour la mobilisation d'un financement durable à travers la croissance économique. Les investissements dont ont besoin les pays d'ASSS pour faire face à ces défis seront bien supérieurs à ceux d'autres régions. Ceci pourrait bien être le cas au cours de la prochaine décennie pour financer le rattrapage de la croissance et répondre à une forte croissance démographique. Notant que les besoins de financement tout comme l'étendue de la mobilisation des ressources varient considérablement selon les pays, Fredriksen et Kagia concluent que les pays qui enregistrent une croissance annuelle de 6,6 pour cent de leur PIB que suppose « le scénario de convergence » de l'étude Afrique 2050 (qui signifie que les économies de l'Afrique « convergeront » vers celles des pays avancés) devraient être bien placés pour faire face au défi de financement.

Cliquez ici pour télécharger l'étude :

<http://www.emergingmarketsforum.org/2013-africa-emerging-markets-forum/>

Interview

L'Interview de Leger Djiba par Lawalley Cole

Léger DJIBA, Co-fondateur et Président de Gateway4africa, Directeur idev-technologies (du groupe Idev-ic)

Leger Djiba

Un jeune entrepreneur du Sénégal, Leger Djiba, a rendu visite récemment au Secrétariat de l'ADEA Tunis et présenté son entreprise idev-technologies aux personnels du Secrétariat ainsi qu'aux membres de l'Institut Africain de Développement. Après la présentation, voici ce que ce jeune entrepreneur a dit à Lawalley Cole lors d'un entretien

Lawalley Cole : Je vais vous demander d'abord de me parler un peu de votre projet ; hier vous avez fait une très bonne présentation, j'étais très content et ravi de voir tout ce qui se passe dans la sous région et particulièrement au Sénégal.

Pouvez-vous vous présenter et nous parler un peu de ce projet ?

Léger Djiba, : Je m'appelle Léger Djiba, je suis le directeur du département Idev-technologies du groupe Idev-ic (<http://www.idev-icsn>) et co-fondateur et Président de Gateway4africa (<http://www.gateway4africa.org>)

Dans le cadre de notre département Idev-Technologies, le groupe Idev-ic a initié un ensemble de projets comme le centre Africain de mise à niveau et dans le centre africain de mise à niveau, nous avons initié le premier projet qui s'appelle E-KARANTA, c'est un mot mandingue (sud du Sénégal), qui veut dire enseignement ou éducation autour du feu. Le concept de E-KARANTA est parti d'un constat. Le constat qu'aujourd'hui, sur un échantillon de 100 agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, tous nous ont dit qu'ils ont constaté une baisse du rendement surtout dans le domaine agricole. Un agriculteur qui avait 5 tonnes, par exemple, se retrouve maintenant avec moins d'une tonne ou bien une tonne au pire des cas. Cela veut dire qu'il y a un problème quelque part qu'il faut cerner. Au Sénégal, 65% de la population travaille dans l'agriculture mais ces 65% n'arrivent pas à nourrir 40% de la population. Cela veut dire qu'il y a des cultivateurs qui travaillent à perte.

Maintenant comment cerner le problème ?

Il faudrait que ces agriculteurs, ces éleveurs, ces pêcheurs remettent en cause beaucoup de leurs connaissances acquises au cours du temps par l'expérience ou bien par la tradition. Il faudra que ces cultivateurs modernisent leurs techniques culturales en échangeant avec des pays qui ont réussi là où ils ont échoués. L'objectif de E-KARANTA est de leur offrir cette plateforme qui permet aujourd'hui de les mettre en contact avec des experts d'autres pays comme la Malaisie. Ce pays a atteint l'autosuffisance alimentaire avec une technicité adaptée.

Les cultivateurs Malaisiens utilisent les mêmes terres depuis 15/20 ans et ces terres aujourd'hui produisent plus que ce qu'ils produisaient, cela veut dire que nous avons l'inverse, nous avons des terres qui produisaient et qui aujourd'hui ne produisent plus ; eux ils ont des terres qui produisaient et qui produisent plus aujourd'hui. L'objectif de E-KARANTA est de créer cette plateforme qui leur permet de mettre en contact direct, l'expérience des Malaisiens et l'expérience des Sénégalais.

LC : Dans les pays Asiatiques comme la Malaisie, c'est vrai qu'il y a beaucoup de jeunes et il y a aussi cette migration vers les milieux urbains. Est-ce que cela ne vous gêne pas dans le cas du Sénégal et dans les Pays de l'Afrique ; il y a beaucoup de jeunes en ce moment qui migrent non seulement vers les milieux urbains de leurs pays mais aussi le phénomène de migration vers l'Europe, vers le nord, etc. ça ne vous gêne pas?

LD : Le phénomène est plus important au Sénégal, pourquoi ? Parce que les personnes prennent des pirogues pour traverser l'Atlantique pour rallier l'Europe, parce que



pour eux l'eldorado est en Europe. Le Sénégal perd des hommes courageux (pour moi, ils ne sont pas stupides) et il faut arriver à transformer ce courage dans l'entreprenariat, leur donner un cadre adéquat pour faciliter leur insertion et leur formation.

Mieux encore, quand nous sommes partis en Malaisie, nous avons vu que le phénomène inverse existait, c'est-à-dire que aujourd'hui il y a tellement d'activités dans le monde rural que les jeunes citadins migrent maintenant vers la campagne pour trouver du travail, alors que à Dakar c'est la campagne qui migre vers la ville pour aller chercher du travail. Donc ce partage d'expérience de la Malaisie vers la jeunesse Sénégalaise, permettra au Sénégal d'abord de comprendre une chose, c'est qu'aucun pays, aucun continent, aucune organisation ou institution internationale ne viendra développer l'Afrique.

Le développement de l'Afrique passera par deux éléments : notre intelligence et notre savoir-faire. J'ai toujours affirmé que la force de l'Afrique c'est sa jeunesse, c'est un continent jeune. Et il faudrait faire comprendre à ces jeunes qu'il n'existe pas d'autres eldorados que l'Afrique aujourd'hui. Il faudrait faire comprendre à ces jeunes que les européens, que les américains sont entrain aujourd'hui de créer des entreprises en Afrique ; il y a aujourd'hui un concept que j'ai l'habitude d'utiliser avec mes étudiants, d'ici 2015 il y a le BUS de la REUSSITE qui est garé en Afrique et qui prend beaucoup de personnes. Il faut que les Africains se souviennent que ce bus prendra chemin en 2015 et il ne faudrait pas que les Africains soient en retard pour prendre ce bus là. 2015 pour moi c'est la date limite ou les jeunes doivent prendre conscience que le développement de l'Afrique passe par notre capacité à utiliser des raccourcis, que l'Afrique doit courir intelligemment pendant que les autres continent marchent. Aujourd'hui, ni les Etats Unis, ni la France, ni l'Espagne, ni aucun autre pays ou continent n'a plus de richesse naturelle que l'Afrique.

LC : Donc, vous avez énormément de travail à faire surtout sur le plan de la sensibilisation, de la communication pour que ces gens comprennent ce que vous êtes entrain de faire dans le continent parce que jusqu'à présent à cause des problèmes économiques dans leurs pays, beaucoup de gens pensent que le développement est impossible en Afrique ?

Donc d'ici 2015 il n'y a pas beaucoup de temps, on est en 2013-2014. Donc qu'est-ce que vous comptez faire surtout sur le plan de la communication pour sensibiliser les jeunes et pour qu'ils comprennent et votre démarche ?

LD : Effectivement, et c'est même notre objectif et c'est pour cela que nous sommes venus en Tunisie sur nos fonds propres pour rencontrer personnellement l'ADEA (Association pour le Développement de l'Education en Afrique).

Pourquoi ?

Parce que nous comptons énormément sur le potentiel de communication de l'ADEA. Deuxièmement, la meilleure communication c'est de voir des jeunes réaliser un projet concret avec des résultats concrets dans un contexte initialement impossible. Aujourd'hui, on ne peut pas démarrer une communication dans le vide, sans avoir réalisé quelque chose. Nous avons d'abord opté pour le travail intense, énorme dans les villes les plus reculées et je rappelle que la région qui a été choisie pour ce projet, c'est la région où se trouve la rébellion et où il y a vraiment des combats à mort et nous avons préféré prendre cette région pour dire non seulement que nous croyons à la paix, mais que la paix passera par la possibilité ou la capacité des autorités et des citoyens à créer des opportunités de travail. Vous ne pouvez pas demander à quelqu'un de poser des armes sans lui assurer une source de revenu fiable et le projet E-KARANTA commence par la communauté rurale de DJENDE, qui est vraiment une zone rurale qui va nous permettre aujourd'hui de dire à ces rebelles, de dire au gouvernement très bien, on ne vous donnera pas de l'argent tous les mois, on vous donnera par contre un projet qui vous permettra aujourd'hui de vous nourrir vous-même et de nourrir d'autres fils de la Casamance (Région du Sud du Sénégal), d'autres fils du Sénégal et d'autres fils de l'Afrique.

Aujourd'hui, nous voulons donner du travail, nous voulons donner des projets de développement à la place des armes et c'est notre objectif. La forme de communication que nous avons adoptée au sein d'idev-technologies est basée sur le résultat concret et dans ce cas on appellera tout les acteurs concernés pour leur dire voilà, il y a deux ans certains avaient dit que ce n'est pas possible au Sénégal et ça ne sera pas possible en Afrique. Voilà avec beaucoup d'efforts nous avons pu réaliser ce projet ;

LC : Donc pour ce faire, il s'avère très important d'avoir des partenariats surtout avec les grandes institutions ; hier j'ai vu ici avec vous, avec la BAD aussi d'autres institutions qui sont intéressées. Est-ce que vous comptez travailler avec d'autres institutions autant qu'avec l'ADEA et la BAD parce que pour moi vraiment c'est un projet qui est extrêmement important et même l'ampleur de ce projet est très importante et je pense que si tout le monde est impliqué, je ne sais pas comment vous allez le faire. Ça demande beaucoup de travail de votre part et avec les autres aussi. Est-ce que vous comptez faire ça ?

LD : Aujourd'hui, nous sommes en relation avec l'ADEA et la BAD ; pour nous ce sont les points focaux qui aujourd'hui vont diriger et gérer toutes les institutions qui veulent s'impliquer dans ce projet. Nous voulons vraiment nous protéger derrière l'ADEA et la BAD, ce sont des institutions qui sont sérieuses et qui ne sont pas nationales,

ce sont des institutions africaines. Donc toute institution qui voit de l'importance dans le projet E-KARANTA doit contacter l'ADEA et la BAD. Ensemble, nous définissons les conditions, les conditions d'intégration.

LC : dernière question

Il y a aussi toutes ces questions d'éteindre ces projets au-delà des frontières du Sénégal, il y a par exemple tout ce qui se passe en Afrique de l'Ouest, tout ce qui se passe en Afrique Centrale aujourd'hui et récemment nous voyons tout ce qui se passe en Afrique de l'Est ; avec la Somalie, le Kenya et tous les problèmes avec les jeunes, et normalement les politiciens ne favorise pas les jeunes. Dans ce cas-là est ce que vous allez conclure des partenariats aussi avec d'autres institutions qui sont dans ces zones de l'Afrique, non seulement au Sénégal ou Afrique de l'Ouest mais aussi la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Est-ce que vous connaissez déjà des organisations ou des institutions, est ce que vous connaissez des jeunes prêts à travailler avec vous ?

LD : Je prends d'abord le cas d'un partenariat vraiment important et gagnant entre le groupe IDEV-IC et une ONG américaine qui s'appelle Coders4africa dont j'étais aussi le program Manager au Sénégal. Coders4africa est une ONG qui a comme objectif de former gratuitement 1000 développeurs africains d'ici 2015; il y a l'entreprenariat des jeunes et Coders4africa aujourd'hui au moment où nous parlons est composée de 1300 jeunes. Il y a aussi d'autres communautés, il y a par exemple SENEJUG qui est la communauté des utilisateurs de JAA au Sénégal ; il y a DAKARLUG, la communauté des utilisateurs de UNIX/LINUX, on est en contact avec le WEB 2.0, c'est aussi une communauté ; AFRIC SEARCH est aussi une ONG ou une compagnie qui vise l'entreprenariat, l'emploi des jeunes en Afrique. Donc vraiment on est en train de créer une synergie entre le monde des communautés IT, des jeunes et de l'entreprise.

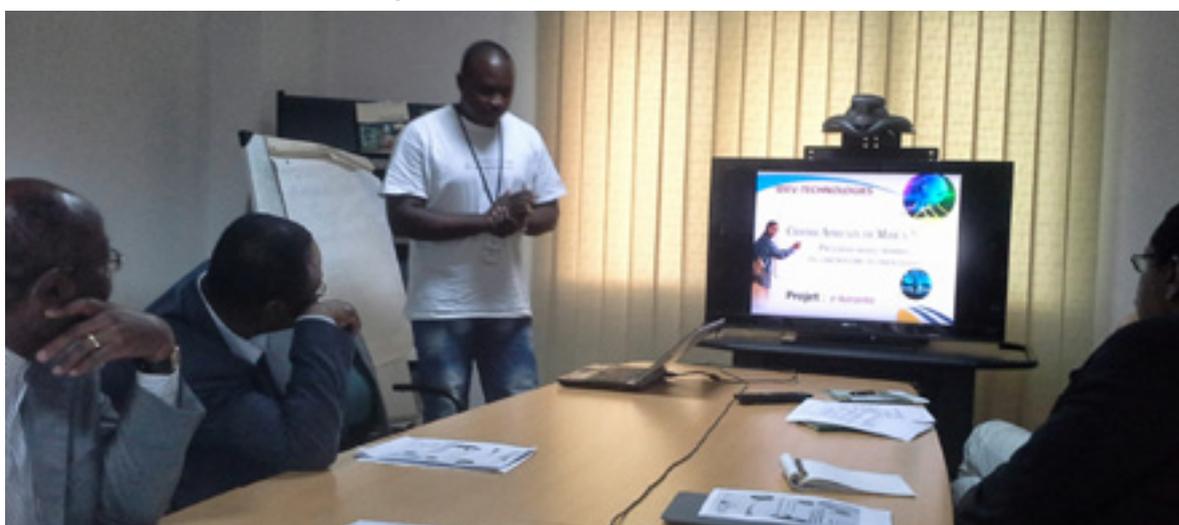
C'est aussi le cas de l'association que je dirige qui s'appelle gateway4africa. L'objectif de gateway4africa c'est d'unifier toutes ces communautés IT du Sénégal, de mettre

en exergue les innovations IT de l'Afrique et de stimuler la création de contenus africains sur le Web. Vous allez en Inde vous trouvez une communauté de 4 millions à 5 million de personnes, vous venez en Afrique vous trouvez des groupuscules de communautés ; individuellement, on ne peut pas réussir, il faut que les africains puissent savoir que l'individualisme n'existe plus, il faudrait vraiment fédérer nos efforts, fédérer nos communautés essayer de trouver l'objectif commun, le dénominateur commun, le point commun entre ces communautés pour pouvoir créer une fédération de communautés et être vraiment fort. Le monde ne pourra pas aujourd'hui écouter la voie de l'Afrique si chaque pays africain, aussi important qu'il soit, se singularise.

Pour preuve, l'Afrique qui reste le continent le plus important (en terme de richesses et de conflits) n'a même pas une voix au Conseil de sécurité des Nations Unies. Il est temps que les politiques, que les jeunes, que les institutions puissent se rendre compte, puissent aujourd'hui se réveiller et qu'aujourd'hui, d'ici 2015 si l'Afrique ne change pas, l'Afrique sera vraiment le continent le plus exploité au monde et sera perpétuellement exploitée. Et il est temps que derrière tout cela, les Africains soient très bien formés. Aujourd'hui on ne peut défendre nos intérêts que lorsque que nous avons un bon niveau d'éducation. Et pour nous défendre, il y a une seule solution, c'est que les Africains doivent vraiment aller vers de l'apprentissage, il faut apprendre la technique, il faut apprendre la technologie pour venir développer l'Afrique.

Aujourd'hui, seule la technologie peut permettre aux Africains de faire un grand bond en avant : cela signifie que l'Afrique doit trouver et prendre des raccourcis dans les secteurs majeurs de l'économie, d'où notre foi dans Gateway4africa.

La technologie nous permet de rattraper énormément de temps perdu, il faudrait que tout le monde s'y mette et que tout le monde puisse apporter une pierre à l'édifice qu'on est entrain de mettre en place.



Agenda Afrique 2063: voies vers la réalisation

par le Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma

Il y a 14 ans, lors des débats qui ont abouti à la Déclaration du millénaire et aux objectifs du millénaire pour le développement, notre continent était considéré comme le « défi du développement du 21^e siècle » et une tâche pesant sur la conscience de l'humanité.

Dans le même temps, l'Afrique réfléchissait également à son avenir, à la façon de sortir le continent de deux décennies d'immobilisme pour aller vers le développement. Ainsi, nous avons transformé l'OUA devenue l'Union africaine qui s'est engagée à gérer les conflits de manière coordonnée, et avons adopté le Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD).

14 ans plus tard, l'Afrique est la deuxième région ayant la croissance la plus rapide au monde, et abrite six des économies ayant la plus forte croissance au monde. Plusieurs autres pays se situent au-dessus ou au niveau du seuil de 7 % en matière de décollage économique, ce que (le président de la BAD Donald) Kaberuka appelle le point charnière, et sont prêts à doubler leur économie en dix ans.

Nous sommes également un continent du futur, avec une population jeune et en croissance, des classes moyennes et des classes de travailleurs qui se multiplient, d'abondantes ressources naturelles comme la terre, les minéraux, le gaz et le pétrole, les forêts, la biodiversité et les ressources maritimes. Je le redis donc avec confiance : l'Afrique est passée d'un défi du développement du 21^e siècle à une opportunité de développement du 21^e siècle.

De par notre histoire et celle des autres, nous savons que l'on peut rater et perdre des opportunités. Nous sommes donc déterminés à ne pas être décrits par les futures générations d'Africains à travers les opportunités perdues qui nous ont forcé à nous embarquer dans le processus de l'agenda 2063, un cadre panafricain pour avancer à grands pas vers une Afrique intégrée, paisible, prospère et axée sur les gens.

L'industrialisation, la mobilisation des ressources nationales, les institutions financières et monétaires – sont essentielles à la réalisation de l'agenda 2063 dans le long



terme et de l'agenda du développement pour l'après 2015 dans le court terme.

L'Afrique doit « créer un cadre de développement industriel exhaustif qui soit inclusif et permette la transformation pour accélérer et accroître l'apport de valeur de la production locale, les liens entre le secteur des produits de base et d'autres secteurs économiques. » Nos discussions doivent évaluer la consolidation des initiatives et du secteur d'industrialisation naissants.

Cette évaluation doit se pencher sur les secteurs agro-industriels dans tous les pays pour le cacao, le café et d'autres produits agricoles en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Éthiopie ; les secteurs TIC au Rwanda et au Kenya ; les industries textiles et de la mode en Afrique de l'Ouest, centrale et australe ; le tourisme et l'économie bleue des Seychelles et du Sénégal, de Maurice et de Madagascar ; l'industrie de la pêche dans le golfe de Guinée ; le travail effectué par des institutions comme la Commission forestière d'Afrique centrale (COMIFAC) sur la convergence de la politique forestière, et avec les forêts côtières d'Afrique orientale pour promouvoir une industrie forestière et un écotourisme durables et voir si le Botswana peut en effet devenir le principal négociant mondial de diamants. L'éva-

l'évaluation de la politique industrielle concerne également l'évaluation de l'impact de nos projets d'infrastructure : le pipeline de gaz entre le Nigéria et l'Algérie, le corridor de transport Sahara – Sahel ; l'Initiative africaine de corridor d'énergie propre ; le corridor de transport Djibouti à Dakar, et d'autres et voir si ces projets non seulement contribuent à réduire le coût pour les industries, mais sont également des moteurs d'industrialisation, de transfert de technologie et de développement des compétences.

L'évaluation doit également vérifier les meilleures pratiques en termes d'outils industriels et de politique commerciale – comme l'exigence d'un contenu local mise en place par le Ghana dans ses industries pétrolières et du gaz ; les exigences de la politique monétaire pour l'industrialisation et la croissance discutées par les banquiers d'Afrique centrale, les activités de nos divers conseils de promotion des exportations et des investissements nationaux ; la mise en œuvre de la vision minière africaine et l'impact de notre partenariat commercial sur l'industrialisation et le commerce à l'intérieur de l'Afrique.

Nous devons également savoir ce qui se passe au niveau du secteur privé africain, tant formel qu'informel, y compris du secteur des MPME.

En outre, il y a les entreprises panafricaines émergentes dans la fabrication de ciment, les mines, le pétrole et le gaz, les TIC et le secteur bancaire et un nombre croissant de jeunes entrepreneurs africains innovants et qui réussissent (hommes et femmes) dans presque tous les pays.

La politique industrielle ne réussira pas sans efforts conscients pour créer des champions africains, et sans dialogue dynamique et interactions entre le gouvernement et le secteur privé aux niveaux sectoriel, national, régional et continental.

En effet, la politique industrielle doit être accompagnée par nos efforts d'intégration vers une zone de libre-échange continentale à l'horizon 2017, et nous ne devons rien faire qui puisse mettre cela en péril.

Il nous faut une révolution des compétences pour former des centaines de milliers de scientifiques, d'ingénieurs et d'artisans travaillant de concert avec le secteur privé, et investir dans la science, la technologie, la recherche et l'innovation.

Institutions

Les deux décennies d'immobilisme d'ajustements structurels ont non seulement vu la stagnation et la désindustrialisation, mais également la destruction des capacités institutionnelles de la politique industrielle, du soutien et de la planification.

Bien que nous ne puissions pas remonter le temps et

reconstruire ces capacités en une nuit, nous pouvons dépasser certains défis avec des institutions régionales et continentales que nous avons accepté de mettre en place, pour aider tous les pays à naviguer sur le chemin de la transformation structurelle.

Les discussions sur les statuts du Fonds monétaire africain, et la ratification et la stratégie de la Banque d'investissement africaine et de la Banque centrale africaine respectivement sont donc importantes pour que ces institutions puissent être mises en place et opérationnelles. Nous devons également nous rappeler la décision prise par le Sommet de l'Institut africain pour les transferts de fonds en janvier 2014.

Mobilisation des ressources nationales

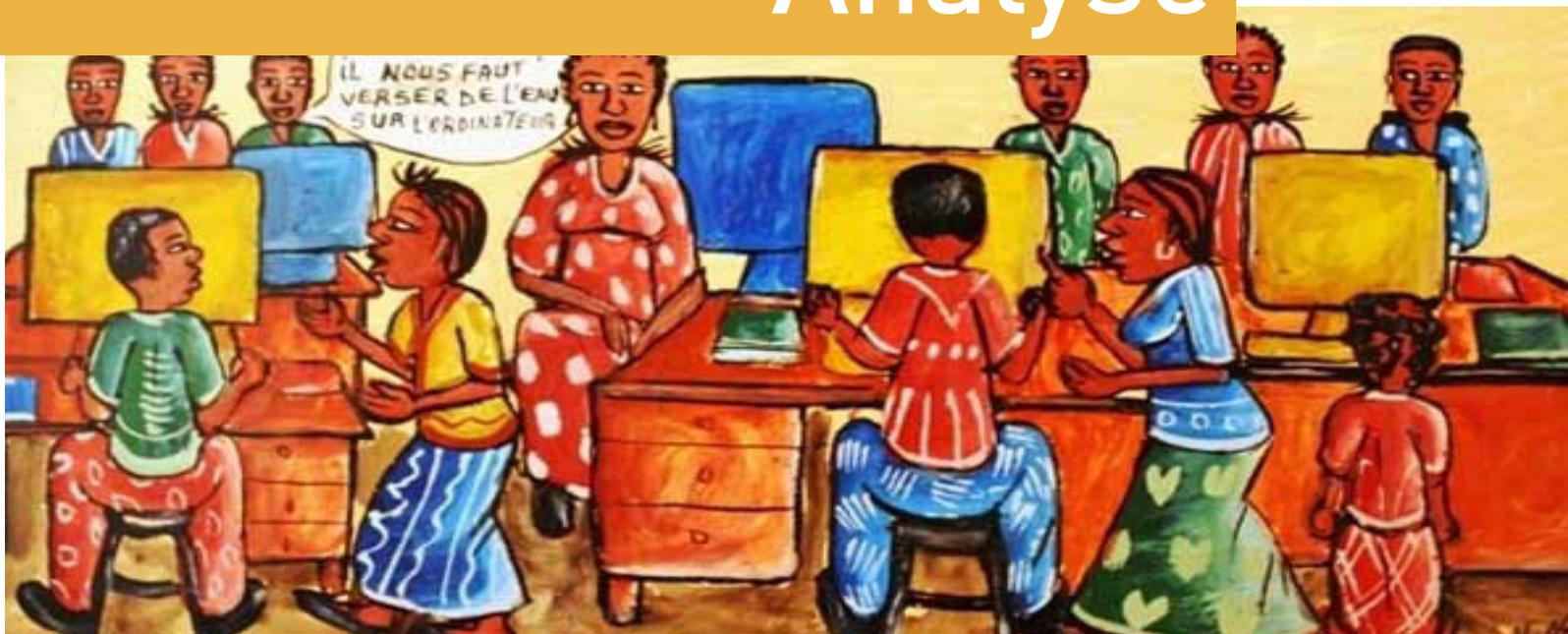
Au cours de ces dernières années, nous avons étudié cette question en détail, en partant du rapport de l'ancien président Obasanjo présenté l'année dernière sur les sources de financement alternatives, l'étude NEPAD-ECA 2013 sur les ressources nationales pour le développement africain jusqu'au rapport d'avancement du panel présidé par l'ancien président Mbeki sur les flux illicites provenant du continent.

Toutes ces études montrent qu'aux vues de l'énorme potentiel de l'Afrique en termes de ressources, nous avons les moyens d'investir dans l'accélération de nos priorités de développement, et dans ce cadre exploiter et intégrer les fonds et les ressources encore plus importantes de nos partenaires dans le monde.

Amis africains, la politique industrielle, la création d'institutions et même la mobilisation des ressources nationales et la transformation ne sont pas faites jusqu'à ce qu'elles soient faites, et ce n'est qu'à ce moment-là que nous pouvons dire comme nous l'a appris Nelson Mandela : c'est impossible tant que cela n'est pas fait.

Le Dr Nkosazana Dlamini Zuma est Président de la Commission de l'Union africaine. Cet article est un extrait de The African Executive. L'héraut 03/04/2014





Avez-vous entendu parler de l'agenda du développement pour l'après 2015?

Auteur: Megan Rowling



Est-il réellement possible d'avoir une conversation mondiale ? Tout le monde ne voudra pas y participer et peu importe ce que l'on fait, certaines personnes se sentiront toujours laissées-pour-compte.

Le Programme de développement des Nations unies (PNUD) et ses partenaires ont justement essayé de faire cela, et de voir ce que nous pensons devoir figurer dans le nouvel agenda pour le développement à qui remplacera les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) lorsqu'ils expireront fin 2015.

Cela a été un exercice intéressant et innovant, avec des consultations en face-à-face dans 88 pays et une étude en ligne y dans laquelle près de 1,44 million de personnes dans 194 pays ont voté pour leurs priorités de développement pour l'après 2015. Les résultats de l'étude à ce stade indiquent que de meilleures opportunités d'emploi et un gouvernement honnête et réactif viennent immédiatement après une bonne éducation et de meilleurs soins de santé.

Et pourtant, en dépit de ce qui semble être un véritable effort pour impliquer des personnes réelles tout le monde n'est pas satisfait du processus.

Youba Sokona, un conseiller en développement durable au Centre Sud et membre d'un groupe d'experts

indépendants travaillant pour s'assurer que l'agenda pour l'après 2015 prend en compte les perspectives et les besoins des pays les moins avancés (PMA), m'a dit cette semaine qu'il est bien que cette conversation des Nations unies ait eu lieu – après tout il n'y avait rien eu de semblable pour les OMD.

Mais le problème est la façon dont cela a été mis en œuvre au niveau national a déclaré Sokona, un ressortissant du Mali. « Aucun de nos parlements n'a commencé à discuter l'agenda de l'après 2015 » a-t-il noté en référence aux 49 PMA. « Tout le débat se déroule en Europe et aux États-Unis, et dans le système des Nations unies. »

L'accent est encore beaucoup trop mis sur le produit final – une nouvelle série d'objectifs de développement durable (ODD) sans accorder suffisamment d'attention au processus a-t-il déclaré. « A moins que la population n'accepte, il ne se passera rien », a-t-il ajouté

'TOUT EST LIE A TOUT'

Sokona s'est exprimé après une conférence en Grande Bretagne la semaine dernière à laquelle a assisté le groupe d'experts des PMA soutenu par l'Institut international pour l'environnement et le dévelop-

pement (IIED) basé à Londres, ainsi que des responsables des gouvernements de bailleurs de fonds et des Nations unies pour voir comment les besoins des plus démunis pouvaient être mis au cœur des plans de développement de l'après 2015.

Avant cette réunion, Tom Bigg, responsable des partenariats à l'IIED a mis en garde contre le danger des agences des Nations unies et des diplomates basés à New York « qui font passer en premier leurs propres agendas tout en noyant les voix d'autres pays qui seront les plus fortement touchés par les nouveaux objectifs ».

La réunion au Royaume- important des Uni a mis en lumière la manière dont « tout est lié à tout » dans les pays les plus pauvres, a déclaré Sokona, et il n'est pas facile de séparer les problèmes. « Ce sera évidemment très difficile si le niveau d'analphabétisme est très élevé, de construire un bon système de gouvernance ou de parvenir à une croissance économique », a-t-il ajouté.

De même, les impacts du changement climatique ne peuvent être isolés du développement dans les PMA, car il frappe durement les pauvres. « A l'heure actuelle, le changement climatique ne fait plus partie des discussions (sur le développement de l'après 2015), et nous pensons que c'est une grosse erreur », a déclaré Sokona.

Lorsqu'il s'agit de changement climatique, un groupe de travail important des Nations unies et un panel à haut niveau ont tous deux souligné son importance mais les gouvernements sont partagés sur la portée que devrait avoir les ODD, dans la mesure où le monde devrait conclure un nouvel accord pour limiter le réchauffement mondial à la fin de 2015.

D'autres domaines importants de développement qui ont émergé lors de la récente conférence incluent l'emploi pour les jeunes et les femmes, l'agriculture, la croissance économique et la gouvernance a déclaré Sokona.

Mais le groupe d'experts souhaite également modifier ce qui se dit des PMA et qui est toujours fortement axé sur la pauvreté et le désespoir », a-t-il ajouté.

Le Bhoutan par exemple, a un très bon système de gouvernance, suggérant que les institutions faibles et corrompues ne sont pas un mal nécessaire dans tous les pays pauvres, a dit Sokona.

ABSENCE DES MEDIAS

Les PMA ont en effet enregistré quelques progrès vers la réalisation des OMD – même si certains sont plus avancés que d'autres, selon un document du Centre de Dialogue sur la politique (CPD) au Bangladesh.

Il analysait les performances des PMA pour 14 des 49 OMD, concluant que si le groupe en tant que tel ne pouvait ne pas les respecter dans les délais impartis, ils « ont en général réalisé quelques progrès sur la plupart des indicateurs ».

Problème, la performance économique impressionnante apparente des PMA dans les années 2000 n'a pas abouti à une évolution importante de leurs capacités de production, les privant de l'opportunité de transformer leur économie. Deuxièmement ils ont été frappés par la crise financière mondiale et les prix volatiles des denrées alimentaires et des produits de base ces dernières années a déclaré le CPD. Sortir les PMA de leur trou de développement exige un effort monumental de tous – de leurs propres citoyens jusqu'au secrétaire général des Nations unies. Mais un groupe important de personnes a été oublié jusque-là – notamment dans les pays en développement – celui des journalistes, écrit Rosebell Kagumire, un écrivain basé en Ouganda et membre du groupe d'experts indépendants des PMA, dans un article de blog pour l'IIED cette semaine.

Par exemple, dans le cadre d'un atelier qu'elle a aidé à organiser à Kampala sur la couverture du processus de développement de l'après 2015, aucun des 35 journalistes présents n'en avait même entendu parler. « C'est une lacune énorme » écrit-elle dans son blog. « Les médias sont un acteur important du développement en raison de leur capacité à informer et à éduquer. Si les journalistes sont laissés de côté, il faudra plus longtemps pour que les messages sur le développement arrivent sur le terrain. »

Les efforts pour élargir la conversation mondiale pourraient certainement commencer en éveillant l'attention des médias sur ce qui est en train de se produire, de façon à ce qu'ils aient envie d'en savoir plus.

Source: Fondation Thomson Reuters - mercredi 5 février 2014

LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS 2015 : QUELLES PRIORITÉS POUR L'AFRIQUE ?

Par Haroon Bhorat, chercheur non résident, Initiative pour la croissance africaine

Avec l'aimable autorisation de l'Institution Brookings, Washington D.C.

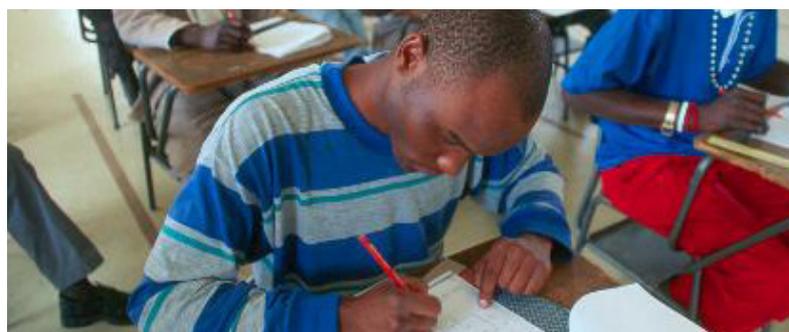
Alors que 2015 et l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) se rapprochent, les Nations unies tournent progressivement leur attention vers le programme de développement pour l'après 2015. Plus particulièrement, un Groupe de haut niveau de personnalités éminentes (HLP) a été récemment constitué pour donner des conseils sur le cadre mondial de développement au-delà de 2015 et élaborer le prochain programme de développement. Le groupe était co-présidé par le président Susilo Bambang Yudhoyono d'Indonésie, la présidente Ellen Johnson Sirleaf du Libéria et le premier ministre David Cameron du Royaume-Uni. Il était composé de dirigeants de la société civile, du secteur privé et du gouvernement.

À travers son rapport, *Un nouveau partenariat mondial : éradiquer la pauvreté et transformer les économies par le développement durable*, remis au secrétaire général des N.U., Ban Ki-moon, en mai 2013, le groupe préconise une série de « transitions transformatives » qui sont jugées essentielles au programme de développement pour l'après 2015.

Les éléments du rapport du groupe HLP fournissent une base pour réfléchir plus attentivement aux principaux domaines de l'après 2015 en matière de politiques économiques et sociales des gouvernements africains. En réfléchissant aux principales contributions, suggestions et critiques du rapport HLP, un éventail de sujets importants et de lacunes existantes ont émergé en prévision de futures recherches sur les politiques pertinentes pour l'Afrique. Pour le développement africain, avancer en 2014 et au-delà inclut une réflexion sur certains de ces thèmes majeurs ainsi que sur la façon dont les pays africains et le monde prévoient d'aborder la prochaine série d'objectifs.

La priorité

En conséquence, les principales priorités de l'année à venir sont les transitions transformatives qui doivent : sous-



tendre le nouveau programme ; animer les objectifs explicatifs et les cibles nationales correspondantes ; couvrir les thèmes de la croissance inclusive et durable, la création d'emplois, le financement stratégique du développement et la coopération ; et renforcer la bonne gouvernance. Ces domaines prioritaires doivent figurer en tête de la liste des pays africains en préparation pour le programme de l'après 2015.

En matière de croissance, le groupe identifie une priorité particulière pour le programme de l'après 2015 : la fusion des programmes de croissance économique et de développement durable. Selon le groupe HLP, la croissance économique doit non seulement avoir pour priorité de produire des emplois, mais elle doit également placer « le développement durable au centre. » De cette façon, la notion selon laquelle durabilité et croissance économique sont complémentaires dans le processus de croissance dans le contexte africain constitue en partie un futur défi pour trouver des technologies innovantes et peu onéreuses afin d'atteindre l'efficacité à la fois en matière d'utilisation des ressources et de développement économique. La pression sur l'environnement – une source de préoccupation en Afrique subsaharienne autant que dans d'autres régions du monde – rend crucial de poursuivre ce lien entre la réduction de la pauvreté et le développement durable.

De plus, la composante de création d'emplois est une part

importante de l'objectif d'amélioration de la croissance économique. À l'heure actuelle, plusieurs des économies qui se développent le plus rapidement sont africaines, à savoir le Mozambique, l'Angola et l'Éthiopie, mais la question reste ouverte de savoir si cette croissance peut être et sera soutenue, et se traduira par une expansion du marché de l'emploi. La croissance se concentre dans quelques secteurs, dont beaucoup n'ont pas vu d'augmentation de l'emploi, ce qui pourrait résulter d'une mécanisation accrue et d'une demande de main-d'œuvre plus qualifiée. Néanmoins, un environnement propice est essentiel à la création d'emplois.

Pourquoi est-ce important ?

Les projections démographiques mondiales montrent que la population en âge de travailler devrait accueillir 600 millions de personnes supplémentaires en 2030 par rapport à 2015, soit une hausse de 20 pour cent. Malgré cette croissance rapide, il est important de noter que l'augmentation de la population en âge de travailler pendant la période précédente de 1995-2010 a été plus importante (1 milliard d'individus). Cependant, il est absolument crucial de remarquer que les données indiquent aussi que c'est l'Afrique subsaharienne qui devra relever le plus grand défi en matière d'emploi dans les 15 prochaines années. Plus précisément, l'augmentation nette de la population en âge de travailler en Afrique subsaharienne atteindra 21 millions par an d'ici à 2030, car le nombre d'entrées croît plus rapidement que le nombre de sorties.

Par rapport aux autres régions, le cas de l'Afrique est unique, car elle est confrontée à un dividende démographique. Comme le note le groupe HLP, la croissance rapide de la main-d'œuvre des jeunes en Afrique constitue un défi particulièrement difficile – éviter le chômage de ces millions de jeunes Africains : « Comme plus de jeunes entrent sur le marché du travail l'Afrique va connaître (a) « un dividende démographique »..... mais les jeunes d'Afrique et du monde auront besoin d'emplois – des emplois avec la sécurité et un salaire équitable – de façon à pouvoir construire leur vie et préparer l'avenir » (Groupe de haut niveau de personnalités éminentes des N.U. sur le Programme de développement pour l'après 2015, 2013).

La main-d'œuvre des jeunes Africains (15-24 ans) atteint actuellement un sommet dans de nombreux pays qui ont connu une baisse rapide de la fécondité. Bien que les populations de jeunes soient importantes, elles

ont cessé d'augmenter dans de nombreux pays dont les taux annuels de croissance culminaient à environ 4 pour cent dans les années 1970 pour atteindre aujourd'hui à peu près 0. En Afrique, les taux de croissance de la main-d'œuvre des jeunes resteront proches de 2 pour cent pendant plusieurs décennies. Cette croissance relativement élevée de la main-d'œuvre des jeunes renforce l'urgence de créer des voies nationales de croissance qui produisent des emplois. En termes de financement stratégique du développement et de coopération, le groupe souligne fortement les niveaux excessifs actuels de l'épargne mondiale dans l'économie mondiale, qui devrait atteindre 18 000 milliards d'US\$ en 2013. La source la plus importante de financement à long terme sera par conséquent le capital privé provenant des principaux fonds de retraite et fonds communs de placement, des fonds souverains, d'entreprises privées et d'autres investisseurs, y compris ceux des pays à revenu intermédiaire d'où proviendront la plupart de la nouvelle épargne mondiale d'ici à 2030. Les pays africains doivent être conscients de ces tendances de la finance mondiale.

La dernière préoccupation principale se concentre sur le renforcement de la bonne – et encore plus important, efficace – gouvernance. Plusieurs pays africains souffrent de mauvaise gestion financière. La gouvernance a de graves répercussions sur le budget national ainsi que des implications sur le lieu d'affectation des fonds et la façon dont ils sont dépensés. Dans plusieurs pays, il y a souvent un budget important qui n'est pas bien dépensé et dont un pourcentage important est retourné au Trésor public pour cause de mauvaise gestion des fonds. La gouvernance exige un suivi attentif, une évaluation et des conseils, tandis que l'approche suivie doit prendre en compte le contexte particulier du pays.

Ce qui doit être fait en 2014

La communauté du développement essaie d'aborder les obstacles à la croissance mentionnés ci-dessus et de nombreux autres depuis des décennies avec des résultats variés. Aussi, en se projetant dans l'avenir, le groupe appelle à un nouveau partenariat mondial englobant les gouvernements, la société civile et le secteur privé pour réfléchir collectivement et différemment aux moyens de mettre fin à la pauvreté (Groupe de haut niveau de personnalités éminentes des N.U. sur le programme de développement pour l'après 2015, 2013). L'appel du groupe

HLP à un partenariat mondial pour traiter la question du chômage, favoriser le développement durable et s'attaquer aux défis du développement social est unique.

Comme cela a déjà été noté, un autre défi clé des gouvernements africains sera leur capacité à mobiliser de façon optimale l'épargne privée étrangère de manière à financer les initiatives locales de développement économique. Une occasion unique s'offre tout particulièrement aux économies à croissance rapide, comme l'Angola, le Mozambique, l'Éthiopie, le Ghana entre autres – car l'optimisme africain atteint un niveau inégalé sur les marchés mondiaux – d'accéder aux marchés des capitaux étrangers du monde. Les gouvernements africains qui cherchent à suivre un chemin vers la croissance reposant sur l'investissement devraient cibler en particulier les capitaux des marchés émergents et leur appétit pour les primes de risque légèrement plus élevées. Comme nous l'avons exploré plus en détail dans *Foresight Africa 2014*, une implication plus active entre les gouvernements africains et les sociétés africaines dans les institutions financières des marchés émergents est essentielle pour débloquent les portails non traditionnels de financement de la croissance économique et du développement.

L'idée que les autres décisions, idées et actions liées au développement durable devraient être intégrées dans un programme mondial unique est enracinée dans la notion de partenariat mondial. En tant que sous-ensemble de cette notion, le groupe HLP soutient la poursuite du financement externe aux pays en développement, avec le maintien des cibles et des objectifs de l'aide. C'est crucial dans le contexte africain, étant donné que la majorité des bénéficiaires au sein de l'espace de l'APD et du financement du développement sont les économies à revenu faible ou les pays classés comme « états fragiles ».

En plus d'appréhender le développement à partir de la perspective d'un partenariat mondial, le groupe HLP reconnaît et met un accent particulier sur le fait que les pays sont confrontés à des obstacles complexes qui diffèrent de ceux de leurs voisins. Ainsi, pour ce qui est d'un programme inclusif de croissance économique, les discussions au sein du milieu de l'après 2015 ont avancé que les défis de la croissance économique, les contraintes

et les opportunités différaient selon les pays en fonction des conditions initiales. Sur le continent, la réalisation d'un programme inclusif de croissance pourrait impliquer une série contrastée d'interventions, allant par exemple, d'un programme optimal de politique industrielle à des mesures de renforcement de la productivité agricole ou même la mise en place d'un secteur moderne des services. Toutefois, les fondamentaux – sous la forme d'une offre adéquate de travailleurs qualifiés, de soutien aux petites entreprises, de capacité à innover, d'investissement dans la recherche et le développement, d'infrastructures bien développées, etc. – doivent sous-tendre un programme africain de croissance économique inclusive et durable.

Enfin, l'Afrique doit capitaliser son dividende démographique. Les politiques pour la création d'emplois et la croissance inclusive et durable doivent faire partie de l'agenda économique de l'Afrique. Si l'Afrique arrive à bien mobiliser sa main-d'œuvre jeune, elle pourra également profiter des avantages de ce nouveau marché de consommation de masse, susceptible de consommer des biens et des services à grande échelle. Ce marché de la consommation devrait être concentré dans les économies en croissance rapide et à la population importante comme le Nigéria, Kenya et l'Éthiopie, mais cette opportunité est partiellement africaine et partiellement mondiale. Le défi reste cependant la capacité de ces différentes économies à produire une voie pour la croissance et le développement qui crée suffisamment d'emplois. En d'autres termes, l'essor d'un marché de la consommation de masse en Afrique au cours des 15 prochaines années est conditionné à la capacité des gouvernements à produire une quantité suffisante d'opportunités d'emploi pour ces individus.

Références

Groupe de haut niveau de personnalités éminentes des N.U. sur le programme de développement pour l'après 2015. (2013). Un nouveau partenariat mondial : Éradiquer la pauvreté et transformer les économies par le développement durable. Rapport au secrétaire général des N.U. Ban Ki-Moon

L'Afrique et l'agenda post-2015 de l'Education: quels rôles pour le développement des compétences et savoir-faire?

Par Hamidou Boukary

Depuis 2008, l'ADEA a entrepris de réorienter le débat sur le rôle de l'éducation et la formation dans le développement socioéconomique. L'Association a commencé tout d'abord par souligner l'importance de l'enseignement post-primaire à un moment où beaucoup jugeaient cela prématuré étant donné que l'Enseignement primaire universel (EPU) restait inachevé. À l'occasion de sa Biennale 2008 à Maputo au Mozambique, l'Association a plaidé en faveur de systèmes éducatifs holistiques, intégrés et diversifiés dans lesquels l'enseignement post-primaire était défini « non seulement comme ce qui suit l'enseignement primaire, mais aussi comme un réexamen de l'enseignement "primaire" tel qu'il est actuellement structuré ».

Deux changements de paradigme majeurs ont été proposés : (i) le passage de l'EPU à l'Enseignement de base universel (EBU) prolongé et étendu à 9-10 ans, et (ii) le passage de l'enseignement post-primaire à l'enseignement et la formation post-enseignement de base (EFPEB) [1]. L'ADEA a expliqué les deux changements de paradigme et donné des orientations stratégiques pour le développement de l'EBU et l'EFPEB au moyen d'un cadre indicatif de politique.

La Deuxième décennie de l'éducation en Afrique de l'Union africaine, le Programme de l'UNESCO pour l'éducation de base en Afrique (BEAP) et l'Initiative SEIA de la Banque mondiale reflétaient également, à des degrés variés, le programme EBU-EFPEB. Mais combien de pays ont-ils suivi cette voie ?

L'ADEA a continué à se pencher sur les rapports entre l'éducation, la formation et le développement durable pendant sa Triennale 2012 à Ouagadougou au Burkina Faso. Elle a proposé trois autres changements de paradigme[2]:

- (i) le passage d'un apprentissage décontextualisé au développement des compétences de base pour la résolution de problème et la citoyenneté ;
- (ii) le passage de l'EFTP au DCTP pour démocratiser et adapter la formation aux marchés africains du travail dominés par le secteur informel ;
- (iii) le passage d'un système d'enseignement supérieur de



type « tour d'ivoire » au développement des connaissances et compétences scientifiques et techniques pour le développement industriel et l'intégration dans l'économie mondialisée.

Ce programme de développement des compétences a été intégré et articulé dans le cadre stratégique de politique élaboré dans le sillage de la triennale. Ce cadre a été approuvé ultérieurement par les chefs d'État de l'Union africaine lors de leur Sommet en janvier 2013. L'ADEA s'emploie activement à la mise en œuvre de ce programme à travers son Plan stratégique à moyen terme 2013-2017.

Dans cette optique, on s'interroge sur ce que sera le contenu du programme définitif de l'éducation pour l'après 2015 en Afrique. La bonne nouvelle, c'est qu'il y a à nouveau[3] un signal clair que l'Afrique est prête à définir ses propres objectifs de développement ainsi que l'éducation et la formation dans le cadre de ce programme. À titre d'exemple, l'Union africaine (UA) – et son initiative de Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) – a mené de vastes consultations sur le programme des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'après 2015 (OMD). En mai 2013, le Conseil exécutif de l'UA a créé un Comité de haut niveau des chefs d'État et de gouvernement sur le programme de développement pour l'après 2015. Le Comité a identifié quatre catégories de priorités auxquelles le continent devrait s'attaquer pendant la période de l'après 2015 : (i) Transformation structurelle de l'économie et croissance pour tous, (ii) Innovation et transferts de technologie, (iii)

Développement humain et, (iv) Financement et partenariats.

Dans le cadre du développement humain et du développement des capacités, les priorités suivantes ont été fixées :

1. L'amélioration de la qualité de l'enseignement ;
2. L'accès à un enseignement de qualité aux niveaux du primaire et du secondaire ainsi que de la formation technique et professionnelle ;
3. Le renforcement des programmes scolaires dans l'enseignement primaire et secondaire, en y incluant une éducation sur les aptitudes à la vie quotidienne, la citoyenneté, la sexualité et la santé procréative ;
4. Des taux d'achèvement plus élevés à tous les niveaux de l'enseignement ;
5. 'établissement de rapports plus fermes entre l'enseignement et le marché du travail.

Le document final des consultations régionales sur l'après 2015 (Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, UNECA, 2013) a aussi plaidé en faveur de la promotion des sous-secteurs suivants de l'éducation : préscolaire, enseignement supérieur et éducation non formelle.

Dans le cadre de l'innovation et des transferts de technologie, étroitement liés à l'enseignement supérieur, les consultations ont fourni les priorités/objectifs suivants :

1. Réaliser des transferts de technologie et les aligner sur les besoins de développement de chaque pays ;
2. Créer un fonds technologique africain pour appuyer des innovations dans le contexte du développement durable ;
3. Accroître le financement de travaux de recherche et de développement ;
4. Renforcer la composante scientifique des programmes d'enseignement ;
5. Développer l'utilisation des TIC.

Compte tenu de ce qui précède, la direction que veut prendre l'Afrique après l'échéance de 2015 tant pour les OMD que pour l'Éducation pour Tous (EPT) est claire et l'ADEA semble avoir anticipé ces évolutions du développement de l'éducation en Afrique en mettant l'accent sur le développement des aptitudes et des compétences. Le défi est à présent de réussir à concilier le programme formulé par l'Afrique et celui de la communauté internationale. Il existe en effet des indications que le programme international pour l'après 2015 pourrait être axé sur des domaines thématiques isolés au détriment de l'approche holistique adoptée par l'ADEA. Le RMS 2014 récemment publié pose à juste titre le défi de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, mais il ne met pas l'accent sur la nature de l'enseignement et de l'apprentissage tels qu'ils sont pratiqués dans les salles de classe en Afrique et

de leur relation avec la résolution de problème et le développement durable. On peut en dire autant de l'accès et de l'équité qui font en effet partie du mouvement de l'EPT et du programme de l'EPU inachevés, mais qui doivent être désormais abordés dans un cadre politique plus large et articulé.

Nous vous prions de cliquer sur ce lien pour participer à une discussion sur cet article : <http://www.adeanet.org/portalv2/fr/recent-blogs>

En résumé, nous désirons recevoir vos réactions sur les questions suivantes :

1. Qu'est-ce qui explique la lenteur de la mise en œuvre de l'Enseignement de base universel (EBU) et du programme de l'Enseignement et de la formation post-enseignement de base (EFPEB) proposé par l'ADEA et le Programme de l'UNESCO pour l'éducation de base en Afrique (BEAP) ?
2. Dans quelle mesure le programme de développement des compétences et des aptitudes pourrait-il trouver sa place dans le programme international de l'éducation pour l'après 2015 ?
3. Quels mécanismes innovants de financement l'Afrique devrait-elle mettre en place compte tenu de la diminution des ressources financières en provenance des bailleurs de fonds ? Les dividendes des taux actuels soutenus de croissance économique en Afrique peuvent-ils être utilisés pour financer l'éducation ? Que peut apporter le secteur privé pour la pertinence et le financement de l'éducation ?

[1] Enseignement post-primaire en Afrique : défis et approches pour étendre les opportunités d'apprentissage en Afrique. Synthèse préparée pour la biennale 2008 de l'ADEA sur l'éducation en Afrique (Maputo, Mozambique, 5-9 mai 2008) et leçons tirées. Par Wim Hoppers. □

[2] Document général de synthèse présenté lors de la triennale 2012 de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique, 11-17 février 2012, Ouagadougou, Burkina Faso. Par Mamadou Ndoye et Richard Walther. □

[3] Dans le sillage de l'époque des indépendances, les pays africains se sont rencontrés à Addis Abeba pour élaborer une vision du développement de l'éducation. Conférence d'états africains sur le développement de l'éducation en Afrique, Addis-Abéba 1961. □

Africa and the post-2015 education agenda: what roles for competencies and skills development?

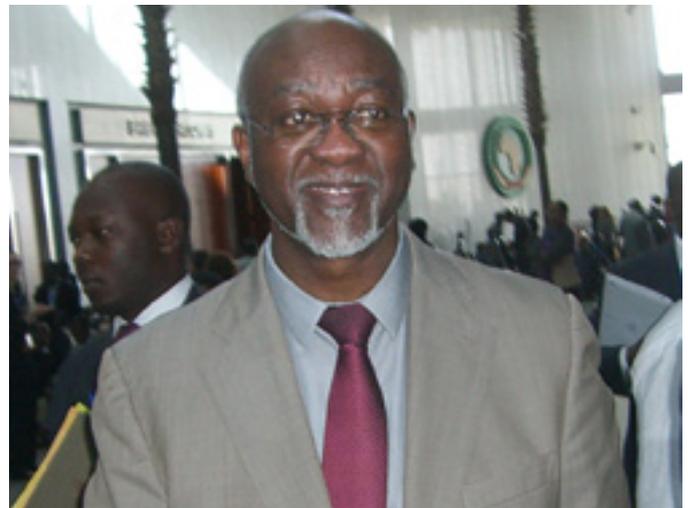
Réponse de M. Jean Marie Byll-Cataria
Ancien Secrétaire Exécutif de l'ADEA

Au moment où l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA) célèbre ses 25 ans d'existence, mais connaît aussi des difficultés pour sa survie, cet article de son Secrétaire exécutif par intérim suscite quelques réflexions sur la contribution de l'association au dialogue politique sur l'éducation en Afrique et au débat actuel sur la préparation de l'Agenda Post-2015.

Comme l'a souligné Dr Hamidou Boukary, depuis sa création, l'ADEA a passé en revue les problématiques majeures de l'éducation en Afrique, a produit énormément de connaissances, capitalisé des expériences africaines et d'ailleurs, dont les résultats ont eu un impact sur certaines politiques éducatives nationales, de même que sur certaines orientations en matière de coopération des agences bilatérales et multilatérales.

Composée de représentants des ministères techniques concernés par l'éducation et la formation en Afrique et de leurs partenaires des agences de coopération, elle mobilise dorénavant – comme l'a démontré la Triennale de Ouagadougou – non seulement toutes les parties prenantes de l'éducation, mais aussi celles des autres secteurs du développement – santé, économie, environnement, agriculture, etc... –, en accordant une place de plus en plus importante au secteur privé, à la société civile, ainsi qu'à la diaspora africaine.

Un des avantages comparatifs de l'ADEA, c'est que



d'une part elle mène des activités de réflexion et de production intellectuelle que les cadres des ministères et agences concernés n'ont plus le temps de réaliser individuellement, et d'autre part ces les résultats essentiels de ces activités et les conclusions ou recommandations qui en découlent sont l'objet de compréhension partagée et de vision concertée entre les membres de l'association.

D'où la question très pertinente que pose Dr Hamidou Boukary, à savoir pourquoi une mise en œuvre aussi lente de certains changements de paradigmes résultant des recommandations de biennales de l'ADEA et débouchant sur des initiatives tel que le BEAP (Programme d'Éducation de Base en Afrique).

Sans vouloir porter un jugement de valeur sur qui que ce soit ni avoir la prétention de proposer des explications convaincantes, une de mes hypothèses est que

ces changements de paradigmes majeurs ayant fait l'objet de consensus lors des biennales/triennale ou conférences thématiques de l'ADEA ne débouchent pas nécessairement sur un dialogue politique élargi à toutes les composantes de l'éducation au niveau des pays et au niveau des sièges des agences de coopération bilatérale et multilatérale. Lorsqu'ils sont exploités après les manifestations de l'ADEA, cela reste souvent confiné au niveau de quelques départements ou unités des ministères et des agences qui participent aux discussions du comité directeur de l'ADEA.

Pour illustrer cette hypothèse, je prends l'exemple de la Triennale de Ouagadougou. Cette dernière a débouché, à la demande du Chef de l'état du pays-hôte, sur un Cadre Stratégique de Politique permettant d'orienter les pays vers la mise en œuvre des recommandations de Ouagadougou. Ce document a été présenté par le Président Blaise Compaoré au sommet des Chefs d'état de l'Union Africaine et adopté par ces derniers le 29 janvier 2013.

Dans quelle mesure a-t-il été analysé par la suite au niveau des pays africains et des agences de coopération par les experts et les haut-cadres concernés ?

Dans quelle mesure a-t-il été pris en considération dans le cadre des consultations élargies sur l'Agenda post-2015 des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et du Comité de haut niveau des Chefs d'état et de Gouvernement formé par le Conseil Exécutif de l'Union Africaine ?

A mon avis, un des problèmes et défis majeurs en matière de développement en Afrique, c'est qu'il y a beaucoup d'initiatives – importantes et utiles, certes –, avec leurs lots de déclarations, de recommandations et d'engagements pris par les états, mais sans nécessairement un effort systématique de recherche de convergence, de synergie et de complémentarité entre elles.

Par ailleurs, devant faire face à divers problèmes d'urgence, la plupart de nos états sont plongés dans la gestion au quotidien et ne prennent pas nécessairement le temps de travailler méthodiquement, et dans

la durée requise, sur la mise en œuvre de certaines initiatives importantes auxquelles ils ont souscrit. Sans oublier que divers engagements pris auprès de certains bailleurs de fonds et les nombreuses sollicitations dont sont l'objet les haut-cadres des pays ne laissent pas toujours à ces derniers le temps de se concentrer sur la mise en œuvre des recommandations pertinentes ayant fait l'objet de consensus international.

En référence aux agendas post-2015 relatifs à l'Éducation pour Tous et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, Dr Boukary estime avec raison que l'Afrique sait où elle veut aller. Quant à la question de savoir comment réconcilier l'agenda africain avec celui de la communauté internationale, je dirais plutôt dans quelle mesure l'agenda international tient compte des objectifs que l'Afrique s'est fixés ? Cela me paraît important pour plusieurs raisons.

□ La Déclaration de Paris de 2005 a beaucoup insisté sur l'alignement de l'aide sur les politiques nationales, avec implicitement l'idée d'appuyer et d'accompagner les pays dans la mise en œuvre de leurs politiques nationales.

□ Au sein de l'ADEA, nous avons toujours insisté sur le fait que les ministres doivent être « ceux qui pilotent le véhicule » (in the driver's seat). Cela a d'autant plus de sens que le Bureau actuel des ministres est largement représentatif de tous les ministres de l'éducation du continent.

□ Les travaux de la Triennale de Ouagadougou, qui ont débouché sur un Cadre Stratégique de Politique, endossé par les ministres et adopté par les Chefs d'état de l'Union Africaine, ont eu le mérite de sortir l'éducation et la formation de leur isolement et de les placer au cœur des préoccupations sur le développement durable de l'Afrique, prenant ainsi en considération tous les autres secteurs de développement. De ce fait, les conclusions, recommandations et changements de paradigmes qui en découlent permettent, de mon point de vue, de concilier les objectifs de l'EPT et ceux des OMD.

□ Ces travaux, comme l'a souligné le Secrétaire Exécutif par intérim, renforcent les conclusions des concertations régionales de la CEA ainsi que de l'Union Africaine en vue des agendas post-2015 liés à l'EPT et aux OMD.

□ Je pense aussi qu'ils permettent de projeter l'Afrique au-delà de 2015, et pour au moins une décennie, voire deux.

Dans ces conditions, pourquoi ne pas faire des résultats des travaux de la Triennale et des orientations préconisées par le Cadre Stratégique de Politique une base essentielle et centrale du positionnement de l'Afrique par rapport à l'agenda international post-2015 relatif à l'EPT, surtout qu'ils constituent une vision globale du développement des compétences et qualifications dont l'Afrique a besoin, et qu'ils intègrent implicitement les préoccupations des leaders africains relatifs à l'accès à l'éducation et à la formation, à la qualité de l'enseignement, à l'enseignement supérieur, au lien entre l'éducation et les besoins du marché du travail, etc... ?

Cette question ne pourrait-elle pas faire l'objet d'un séminaire de réflexion stratégique co-organisé par la Commission de l'Union Africaine, la CEA, l'UNESCO, la BAD et l'ADEA, permettant ainsi de contribuer à aider les leaders africains à se préparer pour 2015 et à faire entendre la voix de l'Afrique sur comment elle voit son avenir dans le domaine de l'éducation et de la formation pour son développement ?

Je ne pourrais pas conclure ces réflexions sans évoquer, à la lumière de l'évolution du contexte international actuel de l'aide en matière d'éducation et celle interne de l'ADEA, le rôle de l'association en tant que forum de dialogue politique et son impact sur l'éducation et la formation en Afrique.

En effet, l'ADEA a, depuis sa création, exploré et exploité les sujets majeurs relatifs à l'éducation et à la formation en Afrique, et a proposé des solutions concrètes pour améliorer l'accès et la qualité. La Triennale de Ouagadougou a en quelque sorte bouclé

la boucle, en plaçant l'éducation et la formation au cœur du développement durable du continent.

Maintenant, il s'agit de se concentrer sur la mise en œuvre des changements de paradigme préconisés, et d'évaluer dans quelques années leurs effets sur les systèmes éducatifs et de formation, mais aussi leur impact sur différents secteurs du développement.

C'est ce que les Chefs d'état ont voulu signifier en adoptant le Cadre Stratégique de Politique en janvier 2013. C'est ce que l'ADEA s'évertue à faire depuis 2013 avec son Plan Stratégique à Moyen Terme (2013-2017) visant principalement à aider les pays à développer des politiques et stratégies nationales faisant du développement de compétences et de qualifications critiques leur priorité majeure.

Cela m'amène à poser la question qui suit. Pour atteindre ses objectifs stratégiques, l'ADEA devrait-elle aller au-delà de son mandat actuel de forum de dialogue politique et devenir plus opérationnel dans les pays au même titre que des agences de coopération ou des ONG internationales ou nationales ?

La réponse n'est pas évidente, et tout dépend de ce que l'on entend par opérationnel. Quelque soit son mandat, pour obtenir des résultats, l'ADEA doit être opérationnelle dans sa stratégie d'appui/accompagnement des pays. Cela transparaît dans les objectifs stratégiques qu'elle s'est fixés et dans les initiatives spécifiques qu'elle a proposées dans son Plan Stratégique à Moyen Terme.

Le seul handicap que je perçois actuellement, c'est que le Cadre Stratégique de Politique adopté par les Chefs d'état n'a pas encore fait l'objet de dialogue politique interne, ni au niveau des pays, ni au niveau des agences de coopération, afin qu'ils s'approprient les recommandations de Ouagadougou et planifient de manière concertée la mise en œuvre des recommandations et des changements de paradigmes préconisés, avec l'appui/accompagnement du Secrétaire et des groupes de travail de l'ADEA.

Pour contourner cette difficulté, il faudrait pro-

mouvoir une diffusion/dissémination aussi large que possible de la synthèse générale de la Triennale et du Cadre Stratégique de Politique auprès de toutes les composantes de la communauté éducative en Afrique et des acteurs du développement (ministères, universités, parlements, société civile, jeunes, ONG, agences de coopération, syndicats, organisations socioprofessionnelles, parents d'élèves, secteur privé, etc..) et susciter un débat d'idées, afin que les acteurs concernés s'approprient les recommandations essentielles de la Triennale et réfléchissent ensemble

sur une stratégie et un dispositif de mise en œuvre de ces recommandations.

Ceci faciliterait non seulement la mobilisation des parties prenantes, mais aussi celles des ressources humaines et financières nécessaires, et permettrait ainsi à l'ADEA de mettre en œuvre plus facilement son Plan Stratégique à Moyen Terme.

Mettre l'accès à l'information au center de l'après 2015

Andrew Palmer

Au Kenya, l'accès à l'information se fait à travers les Centres communautaires Maarifa (Connaissance); les gens peuvent y trouver des informations sur l'agriculture durable à petite échelle, l'adaptation au changement climatique et d'autres questions permettant d'améliorer la vie des gens. L'accès à l'information doit être au cœur de l'agenda du développement pour l'après 2015. Photo de : Fondation Gates / CC BY-NC-ND

Un analyste de données, un bibliothécaire, un juriste et un journaliste se dirigent vers le bar des Nations unies en discutant les moyens d'assurer le succès de tout nouvel Objectif de développement durable. L'analyste de données dit « nous devons faire en sorte que l'information soit plus accessible et obtenue en temps opportun. ». Le bibliothécaire dit « nous devons aider les citoyens à utiliser l'information. ». Le juriste dit « nous devons garantir le droit du public à ces informations. ». Et le journaliste se demande comment il peut écrire un article de 600 mots sur un juriste, un bibliothécaire et un analyste de données sans perdre tous ses lecteurs.

Défis journalistiques à part, s'il est une chose que l'agenda du développement pour l'après 2015 prouve, c'est bien qu'élaborer un nouvel ensemble d'objectifs est une préoccupation pour un public beaucoup plus vaste que les suspects habituels. Trop souvent, les intérêts partagés et les compétences étaient cloisonnés par des processus séparés à travers l'accent mis sur certains secteurs comme lors du Sommet mondial sur la société de l'information ; en n'impactant que certains pays comme dans le sommet du G8 ; ou en opérant au niveau national comme dans les plans d'action nationaux du Partenariat pour un gouvernement transparent. Le processus pour l'après 2015 offre l'opportunité de combiner des compétences multiples et de faire quelque chose de différent.



Tous en lisant ceci (que l'on soit praticien du développement, bibliothécaire, juriste, analyste de données, journaliste, OSC ou décideur), nous comprenons l'importance de la formation. Il peut nous permettre d'exercer nos droits politiques et socio-économiques, d'être économiquement actif, d'apprendre de nouvelles compétences, et de demander des comptes à nos gouvernements. Dans le contexte des programmes de développement, l'accès à l'information est une condition préalable pour tous les secteurs et à tous les niveaux.

Pourtant, en dehors des indicateurs enfouis profondément dans l'ODM 8 sur Internet et l'accès par téléphone, l'importance de l'information – et l'argent gaspillé et les mauvaises décisions que son absence peut causer – est largement oubliée. Si le processus pour l'après 2015 a une chance d'aller au-delà de la fourniture descendante de services et de susciter un développement durable, il doit s'assurer que les gouvernements, les communautés et les personnes individuelles ont droit aux informations essentielles nécessaires pour résoudre des problèmes et prendre de meilleures décisions. Faire ce que l'on a toujours fait et attendre de meilleurs résultats est insensé.

C'est la raison pour laquelle lorsque le Groupe de travail public sur les objectifs de développement durable (le comité de 70 nations qui doit produire la dernière série formelle de recommandations ODD avant que ne démarrent les négociations intergouvernementales complètes en septembre 2014) se réunira cette semaine pour la sixième fois pour discuter des questions relatives aux moyens de mise en œuvre et au partenariat mondial, il devra demander à ce que l'accès à l'information soit au cœur de l'agenda du développement pour l'après 2015.

Non seulement cela, mais l'éventail des compétences impliquées signifie que le groupe de travail public se verra présenter des exemples détaillés sur la façon d'inclure et de mesurer les progrès dans l'accès à l'information. Par exemple :

- Utiliser l'expérience de la société civile sur la façon de mesurer la participation effective et l'engagement civique, tels qu'élaborés dans le processus OGP et l'indice de l'environnement propice de la société civile CIVICUS.
- Les travaux de la communauté juridique sur la façon de mettre effectivement en œuvre le droit à une législation sur l'information.
- La connaissance des spécialistes en données ouvertes sur la façon de mettre les données publiques à la disposition du public et en temps voulu, appliquant ce que l'on a appris de l'Initiative sur la transparence de l'aide internationale.
- L'expérience des médias et des bibliothèques sur la

façon de mesurer les améliorations dans les compétences et la maîtrise de l'information par les citoyens, telle que développée dans le processus WSIS.

Avec sa multitude de processus parallèles et se recoupant, de consultations et de rapports, l'agenda du développement pour l'après 2015 a quelquefois été critiqué et accusé d'être trop vaste. Mais cette faiblesse même se propose d'être notre plus grande force. C'est une chance de sortir de notre silo du développement, de travailler avec les autres, de partager des idées et des compétences et de s'assurer qu'au 1er janvier 2016 nous avons un agenda du développement qui permettra à tous les citoyens de s'attaquer aux problèmes auxquels nous sommes confrontés dans notre vie quotidienne.

Le 9 décembre, Article 19, Beyond Access, CIVICUS, Development Initiatives et la fédération internationale des associations de bibliothèques et d'institutions animeront une discussion avec les dirigeants sur le terrain pour voir comment intégrer l'accès à l'information dans l'agenda du développement pour l'après 2015. Si vous êtes une organisation, une institution, une entreprise, un député, un journaliste ou simplement une personne active qui est intéressée à garantir l'accès à l'information dans le processus de l'après 2015, nous aimerions avoir votre opinion. Vous pouvez suivre la discussion sur Twitter en utilisant le hashtag #post2015



The World View

Ambivalence perfide

Damtew Teferra

La Conférence « Going Global » 2014 s'est déroulée à Miami et a rassemblé plus de 1 000 participants de 70 pays parmi lesquels, des ministres, des hauts fonctionnaires, des décideurs, des responsables institutionnels, des universitaires et des chercheurs.

Dans le cadre d'une discussion intitulée « Cadre de développement pour l'après 2015 : le rôle de l'enseignement tertiaire », il a été dit que les Objectifs de développement du millénaire pour l'après 2015 (ODM) peuvent ne pas parler directement du développement du secteur de l'enseignement supérieur. Nombreux sont ceux qui depuis une décennie se sont plaints de cette erreur en raison de son impact sur le développement de l'enseignement supérieur dans les pays concernés. Il y aura encore davantage de personnes désorientées par la perspective d'une autre décennie de marginalisation de l'enseignement supérieur dans les ODM.

Un des arguments évoqués pour l'exclusion probable de l'enseignement supérieur des ODM 2015 était l'absence de preuves suffisantes et directes reliant l'enseignement supérieur au développement socio-économique. Beaucoup dans l'auditoire ont été pour le moins étonnés, par cet argument inquiétant, bien enraciné et creux.

Une montagne de preuves.

L'Unesco note « qu'à aucun moment dans l'histoire il n'a été aussi important d'investir dans l'enseignement supérieur. » La Banque mondiale insiste sur le fait que les compétences de l'économie du savoir se construisent au niveau de l'éducation tertiaire et que l'amélioration de l'éducation tertiaire devrait être une des priorités de l'agenda du développement de l'Afrique. Elle en parle dans un certain nombre d'études visibles qui incluent l'enseignement supérieur dans les pays en développement, comme : Péril et promesses (2000), Construire les sociétés du savoir (2002), et Accélérer le rattrapage : l'enseignement tertiaire pour la croissance dans les pays d'Afrique

subsaharienne (2008).

La Banque africaine de développement encourage le développement de l'ingénierie, de la recherche, de la science et de la technologie en mettant au centre, les universités et les instituts de formation professionnels régionaux. L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) demande instamment à l'Afrique d'investir « les ressources adéquates [dans les universités pour leur permettre de jouer leur] rôle légitime dans la production mondiale de connaissances scientifiques, technologiques et industrielles ». La Commission de l'Union africaine souligne « le lien reconnu entre les ressources humaines de haut niveau, la production du savoir et le développement durable ».

Dans un article qui doit être publié dans le Journal international de l'enseignement supérieur africain, David Bloom et ses collègues de l'université Harvard insistent une fois de plus sur l'importance de l'éducation supérieure pour le développement. Leur article conteste des croyances selon lesquelles l'enseignement tertiaire ne joue qu'un petit rôle dans la promotion de la croissance économique et la réduction de la pauvreté, et donne des preuves de l'impact que l'enseignement tertiaire peut avoir sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté, en mettant l'accent sur les pays d'Afrique subsaharienne.

Inutile de dire que les enseignants, les médecins, les infirmières, les ingénieurs, les comptables, gestionnaires, les économistes, les universitaires, pour n'en mentionner que quelques-uns, sont extrêmement importants pour réaliser les objectifs de développement des nations. Il ne fait aucun doute que ces professionnels du savoir sont essentiels pour réaliser les ODM, et il est clair que les établissements d'enseignement supérieur sont l'ultime citadelle de la formation, du développement, où se récoltent les compétences. On peut donc remettre en question l'intérêt d'une

telle conversation à l'ère de l'économie du savoir où l'enseignement supérieur est considéré comme le principal facteur, acteur et moteur. Il est simplement déconcertant qu'une telle position sans fondement persiste et continue d'avoir un impact sur le développement du secteur.

Position politique de l'Afrique

En prévision des ODM, l'Union africaine a adopté une réponse officielle intitulée « Position africaine commune sur l'agenda du développement du millénaire pour l'après 2015 » qui dit :

Nous devons atteindre l'excellence dans le développement des capacités des ressources humaines à travers une amélioration de la qualité de l'éducation et de la formation en investissant dans des infrastructures d'apprentissage ; en multipliant l'utilisation des TIC ; en assurant de meilleurs taux d'achèvement ; en encourageant l'enseignement préscolaire, l'enseignement intégré des adultes et l'enseignement tertiaire ; et en améliorant la qualité et les conditions de service des éducateurs et des formateurs.

Et continue :

Améliorer l'équité exigera : d'améliorer et de poursuivre les progrès en matière de parité entre les sexes à tous les niveaux de l'éducation, avec un accent particulier sur l'enseignement secondaire et tertiaire ; de créer un environnement positif à l'école pour les garçons et les filles ; d'accroître le nombre des enseignantes notamment en sciences et technologie ; d'éliminer le trafic humain et le travail des enfants, permettant ainsi aux enfants de profiter des installations éducatives pour leur plein épanouissement.

L'absence de déclaration résolue qui parle directement et sans équivoque de l'enseignement supérieur, qui n'est mentionné qu'à deux reprises en tant qu' « enseignement tertiaire » est une erreur évidente. Il n'est pas certain que cette position permette de relier l'enseignement supérieur aux ODM, et encore moins de favoriser l'avantage compétitif de l'Afrique dans l'économie mondiale du savoir. L'absence de lien entre cette position et les nombreux efforts de l'Union africaine, tels que la mise en place d'une université panafricaine, la promotion d'une meilleure qualité de l'enseignement, encourager l'harmonisation et la mobilité, pour construire « un continent prospère » est palpable.

Discours alternatif

Les ODM 2015 doivent explicitement parler de l'expansion et de la redynamisation de l'enseignement supérieur pour faire avancer le développement socio-économique. Ne pas le faire pourrait avoir un effet négatif sur le secteur, le privant des sources externes nécessaires et limitant le déploiement et l'affectation des ressources locales. Il est impératif que les ODM englobent l'enseignement supérieur directement et sans réserve. Si les régimes de développement du millénaire de l'après 2015 devenaient une réalité dans leur forme actuelle, les nations, les institutions concernées, les leaders de l'enseignement supérieur et les associations devraient favoriser des projets alternatifs et des positions plus solides.

Conclusion

Alors que la phase suivante des ODM est en cours d'élaboration, il est extrêmement important que le soutien inconditionnel à l'enseignement supérieur se positionne comme une des « priorités choisies ». Avec les preuves qui existent et qui font le lien entre l'enseignement supérieur et le développement socio-économique, l'argument en faveur d'autres preuves sur la contribution de l'enseignement supérieur à la réduction de la pauvreté et au développement n'apporte simplement pas grand-chose. En résumé, aucune ambivalence infondée ne devrait être autorisée à masquer le fait que l'enseignement supérieur contribue sans aucun doute grandement au progrès social, culturel et économique.

Pour lire la suite : <http://www.insidehighered.com/blogs/world-view/treacherous-ambivalence#ixzz32GZ25nJr>



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

**IPDC THE INTERNATIONAL PROGRAMME
FOR THE DEVELOPMENT OF COMMUNICATION**

W Pourquoi des médias libres, indépendants et pluralistes méritent d'être au cœur de l'agenda du développement pour l'après 2015

1. Introduction

Alors que les Objectifs de développement du millénaire (ODM) vont faire l'objet d'un examen en 2015, le monde a une nouvelle occasion de mettre en place des objectifs et des cibles claires en matière d'Objectifs de développement durable pour l'après 2015. Ceci à son tour permettra une évaluation de la contribution de médias libres, pluralistes et indépendants au développement, offrant ainsi des arguments pour son inclusion dans le nouvel agenda. Dans le document de discussion plus détaillé qui accompagne ce résumé, l'Unesco avance trois arguments pour expliquer pourquoi la communauté internationale a besoin de reconnaître le lien entre des médias libres, pluralistes et indépendants et le développement durable. Les arguments incluent :

(i) la corrélation évolutive empirique entre les médias libres, pluralistes et indépendants et l'établissement de priorités et le suivi du développement national.

(ii) la reconnaissance passée et émergente des médias sur toutes les plates-formes en tant qu'élément intégral de la gouvernance, qui à son tour est une condition nécessaire au développement durable.

(iii) le large consensus mondial sur les fonctions normatives de systèmes de médias libres, indépendants et pluralistes en rapport avec le discours normatif du développement durable.

2. Démonstration empirique d'une corrélation entre les médias libres et le développement durable

Les éléments de base pour mettre les médias libres et indépendants au cœur du développement durable sont à la fois d'ordre conceptuel et empirique :

- Sur le plan conceptuel, il est nécessaire d'avoir un cadre clair sur la compréhension du sens contemporain des termes « développement durable », « médias », et « libres, pluralistes et indépendants ».

- Sur le plan empirique, on peut démontrer que chacune des trois dimensions des médias – liberté, pluralisme et indépendance – contribue au développement durable.

De nos jours, « le développement durable » est généralement compris comme une vue holistique des processus qui encouragent des interconnexions optimales entre la croissance économique et des problèmes tels que la réduction de la pauvreté, la mobilité sociale, la cohésion sociale, la protection de l'environnement, l'égalité des genres, la paix et la stabilité politique entre autres.

Le terme « médias » fait référence aux plates-formes techniques et aux dispositions sociales qui permettent la communication entre les hommes, notamment au regard des questions publiques. « Les médias » faisaient auparavant référence à un nombre limité de plates-formes et d'institutions spécialisées s'articulant autour d'elles, et si celles-ci restent importantes, l'Internet et le téléphone portable ont ouvert la porte aux personnes individuelles et à un ensemble d'organisations sociales. Tous les utilisateurs des médias ont droit à la liberté d'expression et à son pendant, la liberté de la presse.

« La liberté » des médias signifie la sécurité de la société et de ses institutions à s'exprimer librement dans la formulation de la politique publique. On ne devrait pas éprouver de crainte à mettre le doigt sur une série d'obstructions antisociales au développement comme la corruption et les abus en matière de droits de l'homme. La liberté des médias leur permet de jouer un rôle de gardien. Empiriquement, le lien entre la liberté des médias et le développement est bien établi. Par exemple, le travail de Pippa Norris montre une corrélation statistique entre une presse libre et la démocratisation, la bonne gouvernance et le développement humain. Ceci est appuyé par d'autres comme Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel, qui a reconnu que l'absence d'information a des effets politiques et économiques négatifs. Dans un livre publié par l'Institut de la Banque mondiale qui porte sur le rôle des médias de masse dans le développement économique, Stiglitz et d'autres auteurs ont rassemblé des preuves pour démontrer que de meilleures informations et que les médias libres et critiques jouent un rôle essentiel à cet égard.

Le deuxième aspect des médias, à savoir « l'indépendance » implique une situation d'autorégulation dans laquelle les professionnels des médias eux-mêmes sont responsables du maintien d'une éthique de haut niveau concernant l'intérêt général qu'ils ont volontairement accepté d'appliquer. Cela implique que toutes les instances réglementaires (comme celle qui octroie une licence aux radiodiffuseurs ou aux fournisseurs de services Internet) sont également indépendantes du pouvoir politique et économique. L'éthique en matière d'équité et d'exactitude est essentielle dans les contributions des médias à la démocratie et au développement. Cette éthique vérifie également les abus de liberté d'expression qui vont à l'encontre des droits ou encouragent la haine, et encourage une contribution à la paix et à la non-violence qui sont des ingrédients importants du développement durable. Dans les sociétés avec des mécanismes d'indépendance effectifs, il est prouvé que les journalistes respectent les normes professionnelles face à des pressions qui autrement déformeraient les idéaux normatifs de l'information dans l'intérêt général. Là encore ces points ont été démontrés par une large recherche empirique (plus de détails dans le Document de discussion).

Le troisième élément des médias, « le pluralisme », est particulièrement important pour le développement et la démocratie et leur corrélation. Pour l'Unesco, ceci signifie

un paysage des médias varié composé de diverses formes et rôles institutionnels et d'appropriation : en particulier les secteurs public, privé et des médias communautaires et leur fonction primaire (même si non exclusive) respective. Les médias du service public offrent des services de citoyenneté importants pour tous, indépendamment de la richesse, de l'âge, de la langue, de la localité rurale. Les médias privés participent au développement du secteur sur le plan économique, offrant des emplois et permettant d'établir un lien entre les acheteurs et les bailleurs à travers la publicité. Les médias communautaires en particulier existent pour offrir une plate-forme de communication participative dans laquelle l'autonomisation des citoyens est une variable essentielle. Là où existe un paysage de médias pluralistes de ce type, la diversité du contenu a permis aux voix publiques de s'exprimer et de faire des choix avisés sur le développement. Comme pour la « liberté » et « l'indépendance » des médias, il existe de nombreuses preuves établissant une corrélation entre la « pluralité » des médias et les processus de développement durable. En résumé, il est prouvé que des médias libres, indépendants et pluralistes sont importants, et ceci en raison de la multiplicité des rôles joués par ces médias.

3. Les médias libres, pluralistes et indépendants sont de plus en plus reconnus comme essentiels à une politique et une gouvernance inclusives

La reconnaissance des médias libres, pluralistes et indépendants en tant que partie intégrante du processus de développement, notamment en termes de gouvernance, n'est pas nouvelle. Les Etats membres de l'Unesco ont apporté une reconnaissance politique à travers leur soutien à la Déclaration de Windhoek qui mettait en exergue les principes sous-jacents aux médias libres, pluralistes et indépendants. À différents degrés, nombreuses sont les constitutions nationales qui reconnaissent la liberté d'expression et la liberté de la presse en tant qu'éléments clefs de la gouvernance démocratique, avec une vision du développement national. Il en va de même des diverses conventions régionales auxquelles les gouvernements ont collectivement adhéré. Le droit à la liberté d'expression, mis à part le fait qu'il est reconnu comme un droit de l'Homme fondamental dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, trouve également son expression politique dans la Convention européenne sur les droits de l'Homme, la Convention américaine sur les droits de l'Homme et la Charte africaine sur les droits de l'Homme

et des populations. En tant que tel, il se prête à une reconnaissance et une application politiques universelles.

Ces principes déclaratifs ont, en ce qui concerne le discours sur le développement durable, sont clairement exprimés dans le rapport 2013 remis au Secrétaire général des Nations unies par le Panel à haut niveau de personnalités éminentes sur l'agenda de développement pour l'après 2015, composé de 27 membres. Le rapport attire l'attention de manière emphatique sur « la bonne gouvernance et les institutions efficaces ». Il fait le lien entre bonne gouvernance et des éléments fondamentaux de la démocratie, comme le fait pour les gens de jouir de la liberté d'expression, d'association, de protestation paisible, et d'accès à des médias indépendants et des informations ; une participation publique accrue dans les processus politiques et un engagement civique à tous les niveaux ; la garantie du droit du public à l'information et l'accès aux données publiques ; et la réduction de la corruption et de la fraude et garantir que les responsables peuvent être comptables.

Le rapport offre donc une opportunité de cadrer le développement durable en termes de bonne gouvernance. À son tour, la bonne gouvernance est manifeste de manière empirique dans les politiques qui défendent les médias libres, indépendants et pluralistes. Au cœur de la relation entre développement durable, bonne gouvernance et médias libres, indépendants et pluralistes se trouvent les valeurs démocratiques universellement partagées d'ouverture, de participation, de responsabilisation et de transparence – des valeurs de gouvernance que Csaba Kőrösi, le coprésident du Groupe de travail ouvert des Nations unies sur l'agenda du développement de l'après 2015 considère essentielles à la mise en œuvre de toute mesure négociée pour les Objectifs de développement durable (ODD).

4. Des médias libres, pluralistes et indépendants sont une norme internationale pertinente apparentée aux normes de développement

Dans le système des Nations unies, depuis la création des Nations unies en 1945, et plus tard en 1946 de l'Unesco en tant qu'agent spécialisé, le rôle des médias pour pro-

mouvoir la paix et un monde juste a toujours été reconnu au niveau mondial. L'article 1(3) de la Charte des Nations unies défend la promotion et le respect « des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous ». De telles libertés fondamentales englobent la liberté d'expression et ses corollaires d'accès à l'information et à la liberté de la presse – toutes essentielles pour permettre aux gens de participer activement, comme le prévoit la Charte des Nations unies à « la résolution de problèmes internationaux de nature économique, sociale, culturelle ou humanitaire ». Ceci est renforcée par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (DUDH) qui stipule à l'article 19 : « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit à ne pas être inquiété pour ses opinions, et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

Au fil des ans, ces positions ont été affinées. L'Unesco en particulier, a de manière consistante encouragé en tant que norme internationale le droit à la liberté d'expression, et une appréhension de la liberté de la presse qui englobe la liberté des médias, leur indépendance et leur pluralisme. À la 37e Conférence générale de l'Unesco en 2013, il a été reconnu que la notion de Droits de l'Homme s'applique aux médias en ligne comme aux médias hors-ligne. Ce lien solide entre ces domaines de normes internationales a été encore renforcé par la société civile. Près de 200 groupes de la société civile se sont tenu la main en février 2014 pour demander instamment au Groupe de travail public (OWG) des Nations unies de mettre la responsabilisation des gouvernements et les médias indépendants au centre du nouveau cadre de développement mondial. Dans une déclaration conjointe, coordonnée par l'article 19 et le Forum mondial pour le développement des médias (FMDM), des organisations de plaidoyer ont affirmé que l'accès à l'information et la liberté des médias sont des éléments essentiels pour un futur plan de développement, car il a pour objet de permettre aux gens de rendre les gouvernements responsables dans leurs efforts de réaliser une croissance économique, l'égalité sociale et la durabilité environnementale.

Cette vague d'activisme civique mondial concernant les

normes internationales constitue un élément stratégique vers la reconnaissance de médias libres, indépendants et pluralistes comme étant un facteur important de l'équation du développement.

5. Implications politiques

Le développement durable en tant que processus lié de développement humain reconnaît de plus en plus la valeur des médias libres, indépendants et pluralistes. Des médias libres, pluralistes et indépendants ont été et continuent à être testés de manière empirique pour leur rôle dans la réalisation et le soutien des progrès accomplis en matière de développement, et d'éléments nécessaires pour établir une bonne gouvernance. Dans ce contexte trois recommandations politiques peuvent être faites :

1. Les Etats membres de l'Unesco peuvent considérer le développement durable comme un système lié d'options de développement sous-tendues par des efforts généraux de gouvernance ;
2. Prenant en compte les considérations ci-dessus, les Etats membres peuvent également développer des objectifs de politique pour les médias nationaux qui impliquent un système de médias libres, indépendants et pluralistes en tant que partie intégrante de la gouvernance pour le développement durable, en suivant les conseils figurant

dans le rapport des personnalités éminentes remis au Secrétaire général des Nations unies.

3. En outre, les Etats membres peuvent institutionnaliser dans la pratique au sein de leur propre juridiction nationale, les principes de médias libres, indépendants et pluralistes, à travers des actions politiques et législatives appropriées.

À cette fin, les parties prenantes peuvent développer des objectifs et des indicateurs pour le développement des médias, et pour évaluer la contribution de médias libres, indépendants et pluralistes au développement durable.

Produit sous les auspices de Knowledge-Driven Media Development une initiatives spéciale du PIDC

Contact: Fackson Banda (f.banda@unesco.org)

(Résumé analytique du document de discussion : "Free, independent and pluralistic media in the post-2015 development agenda: a discussion brief", disponible sur :

http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/news/post_2015_agenda_brief.pdf)

NOUVELLES SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION

L'Afrique devrait conduire l'agenda du développement pour l'après-2015

Jan Eliasson, Vice-Secrétaire Général des Nations Unies

« L'Afrique se tourne vers ODM-Plus, un agenda qui reconnaît l'impact du changement climatique, la crise financière et alimentaire mondiale. Le nouvel agenda doit prévoir une consultation du côté africain. »

Ce commentaire a été fait par le Commissaire de l'Union africaine aux affaires économiques, le Dr Maxwell Mkwezalamba, qui s'est exprimé au nom du Président de la CUA, le Dr Nkosana Dlamini-Zuma, lors de la 13e réunion du Mécanisme de coordination régionale (MCR) des Nations Unies sur l'agenda pour l'après 2015 pour l'Afrique, le nouveau cadre de développement qui succédera aux Objectifs de développement pour le millénaire.

Le MCR est un forum annuel de haut niveau organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique pour susciter des débats sur l'Afrique et déterminer comment coordonner au mieux l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). C'est un mécanisme essentiel pour voir les progrès réalisés par le NEPAD et pour s'assurer que le soutien des Nations Unies est acheminé de manière efficace en fonction des besoins et des priorités du continent.

La réunion de deux jours, présidée par le Vice-Secrétaire général des Nations Unies Jan Eliasson, et le Vice-Président de l'UA, Ersatus Mwencha, a rassemblé des représentants des agences des Nations Unies, de la CUA, du NEPAD, des Communautés économiques (CER) notamment la Communauté d'Afrique de l'est (CAE) et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (CDAA) ainsi que des états membres et des partenaires du développement pour renforcer l'élan des Objectifs du millénaire pour le développement et évaluer ce qui se produira après la date butoir de 2015.

Le Dr Mkwezalamba a déclaré : "En adoptant une position commune sur l'agenda de développement pour l'après 2015, nous devons prendre en compte les défis des OMD... ; l'accent trop fort mis sur le secteur social ; déterminer



les inégalités en termes de nombre plutôt que les aspects qualitatifs de l'inégalité ; l'oubli des facilitateurs du développement (Paix, droits de l'homme) ; encourager une culture de la dépendance à l'aide. »

La question de l'accroissement des inégalités en Afrique a également été abordée ainsi que le fait que la croissance économique ne s'est pas entièrement traduite par une transformation sociale, d'où la nécessité de placer les stratégies de création d'emplois et la croissance inclusive au centre de ce nouvel agenda du développement.

Le Dr Ibrahim Mayaki, le Secrétaire exécutif de l'Agence du NEPAD a déclaré que le développement de l'Afrique est marqué par des disparités tant sur le plan des performances que de la géographie. « Je prendrais deux exemples : la Tunisie était sur la bonne voie pour les OMD (taux de scolarisation plus élevé pour les filles, taux de pénétration de l'Internet le plus élevé du continent) alors que le Mali était toujours cité comme modèle. Les deux modèles de développement ont échoué, prouvant que le nouvel agenda de développement pour l'Afrique doit tenir compte des priorités et des besoins régionaux et nationaux. Il doit être inclusif et combiner différents secteurs

à l'intérieur de l'Afrique



du développement. »

Prenant la parole lors de la réunion, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Kande Yumkella a indiqué qu'il était nécessaire de faire la différence entre la gestion de la pauvreté et l'éradication de la pauvreté. M. Yumkella a déclaré : « L'Afrique n'a plus besoin de programmes pilotes ; nous devons adopter un agenda de transformation. »

« Nous ne pouvons pas rester exportateurs de ressources naturelles et de matières premières ; nous devons nous tourner vers l'industrialisation en apportant une valeur ajoutée », a ajouté M. Yumkella.

Le Vice-Secrétaire général des Nations unies, Jan Eliasson a insisté sur la nécessité pour les organisations et les agences des Nations Unies de redoubler de soutien envers l'Afrique et de renforcer les relations UN – UA à travers le MCR.

Les participants se sont accordés à reconnaître à la fin du forum que l'Afrique devrait jouer un rôle essentiel dans la détermination de l'agenda pour l'après 2015, en impliquant l'UA et l'Agence du NEPAD dans le processus.

REUNION INTERNATIONALE A HAUT NIVEAU SUR L'EDUCATION APRES 2015 A DAKAR LES 18 ET 19 MARS 2013



Limbani Nsapato

Réseau africain de campagne pour l'Education pour tous (ANCEFA)

Le Ministre de l'éducation du Sénégal, M. Serigne Mbaye Thiam a officiellement inauguré la Consultation thématique internationale à haut niveau de deux jours sur l'éducation dans l'agenda du développement pour l'après 2015 au King Fahad Palace, à Dakar au Sénégal. Les consultations sont menées par l'UNESCO et l'UNICEF. La réunion définira les priorités de l'après 2015 et servira de base au rapport de synthèse qui sera soumis au Directeur Général des Nations Unies en mars 2013 et renseignera le Rapport international d'analyse des ODM pour l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2013.

Je représente l'ANCEFA à cette réunion, et ci-dessous figure l'appel à action d'ANCEFA incluant les priorités recommandées pour le cadre de l'éducation pour l'après 2015 :

1. Les gouvernements nationaux devraient améliorer la planification démographique et investir davantage dans l'éducation inclusive pour faire avancer l'éducation de base de qualité pour tous entre 2013 et 2015.

2. Les gouvernements nationaux devraient multiplier le recrutement, le déploiement et le développement professionnel des enseignants, et améliorer les conditions de service des enseignants pour améliorer la qualité de l'éducation à l'horizon 2015.

3. Les ministres des finances des pays africains devraient consacrer au moins 6 % de leur PIB à l'éducation et augmenter la part allouée aux objectifs négligés comme l'éducation de la petite enfance, l'alphabétisation des adultes et le développement des compétences pour les jeunes. Parallèlement, les bailleurs de fonds qui ont pris des engagements pour financer l'éducation devraient remplir leurs engagements d'ici 2015.

4. Les coalitions nationales de l'éducation membres de l'ANCEFA et les organisations de la société civile devraient multiplier les projets de plaidoyer en faveur d'un financement accru pour l'EPPE, les programmes d'alphabétisation des jeunes et les adultes, et le programme de développement des enseignants dans leurs pays respectifs entre 2013 et 2015.

L'Afrique : En quête de qualité dans l'éducation mondiale après 2015

Nations Unies

Dakar – Les experts de l'éducation se sont réunis cette semaine dans la capitale sénégalaise Dakar, pour discuter des priorités après l'expiration des Objectifs de développement du millénaire (ODM) en 2015. La conclusion a été : davantage d'accent sur la qualité et la façon de la mesurer ; sur l'équité et l'accès pour les enfants difficiles à atteindre ; et sur ce qui doit se passer pendant les trois premières années de l'école secondaire.

« Nous avons besoin d'un objectif qui englobe notre objectif général d'une éducation de qualité, dispensée de manière équitable, pour tous les enfants », dit Caroline Pearce, responsable de la politique de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME).

La réunion fait partie des 11 consultations mondiales sur l'Agenda du développement pour l'après 2015.

L'Objectif 2 de développement du millénaire – réaliser l'enseignement universel primaire – a réussi à accroître les taux de scolarisation : selon les Nations unies, en 2010, 90 % des enfants étaient inscrits à l'école primaire contre 82 % en 1999.

Mais l'objectif était restreint, et interprété de façon encore plus restreinte : il était axé uniquement sur l'accès à l'enseignement primaire, et les responsables de sa mise en œuvre ont jugé son succès en fonction du taux d'inscription plutôt que du taux d'achèvement.

Et dans de nombreux cas, la qualité était très médiocre. Selon le Rapport mondial de suivi de l'éducation pour tous 2012 (RMS), sur les 650 millions d'enfants terminant l'école primaire, 250 millions ne possédaient pas les compétences de base en lecture et en calcul, alors que selon l'Unesco, la moitié des enseignants en Afrique ont peu ou pas de formation.

Trop d'enseignants non formés

Au Niger, 1059 enseignants sont formés pour le premier cycle du secondaire pour 1,4 millions d'enfants. « C'est choquant. Enverriez-vous votre enfant dans une école où les enseignants ne sont pas formés ? L'absence de sentiment d'urgence sur ce point est choquant » déclare Pearce.

Actuellement, l'accent se déplace pour porter sur la qualité et les acquis – c'est une bonne chose dit Susan Nicolai, directrice de recherche à l'Institut du développement d'Outre-mer qui a travaillé plus d'une décennie dans l'éducation en situation d'urgence et l'éducation pour le développement.

Une Task force sur l'apprentissage mise en place par l'Ins-

titution Brookings se penche sur le type de compétences d'apprentissage de base qui devraient être mesurées. Les tests nationaux d'évaluation nationale pourraient être un moyen de les mesurer.

« Nous ne voulons pas une appréhension étroite de la qualité », met en garde Pearce.

« La qualité doit aller au-delà de la lecture et du calcul pour se concentrer sur des questions plus vastes comme l'environnement d'apprentissage, la pensée créative... Ceci peut sembler difficile pour certains pays mais nous voulons qu'ils puissent aller au maximum de leurs limites ».

Des experts en éducation ont également insisté sur la nécessité d'élargir l'enseignement de base au-delà du primaire pour inclure au moins les trois premières années de l'école secondaire. Des discussions sont toujours en cours pour savoir si l'enseignement de base doit commencer en quatrième année pour inclure une année d'éducation de la petite enfance.

Deux gouvernements ont essayé d'élargir l'enseignement universel aux trois premières années du secondaire – notamment le gouvernement kenyan qui a fait monter les taux de scolarisation en élargissant l'enseignement primaire gratuit pour inclure les premières années du secondaire en 2008. « L'objectif est de créer cette attente au niveau mondial » déclare Nicolai.

Equité et accès

L'équité et l'accès ont de fortes probabilités d'être encore mieux positionnés. « Les progrès [dans la fréquentation de l'éducation] se sont produits essentiellement parmi les groupes qui sont les plus faciles à atteindre » déclarent Nicolai. « Les plus marginalisés se battent encore avec l'accès – que ce soient les filles, les populations rurales, les enfants handicapés, ceux qui vivent dans des situations de conflits ou de catastrophes, et toute une série d'autres groupes. »

On estime qu'un tiers des enfants déscolarisés sont handicapés, alors que selon le document de politique RMS 2012, le quintile le plus pauvre a quatre fois moins de chances de fréquenter l'école que le quintile plus riche.

Mais, améliorer l'accès ne signifie pas uniquement atteindre les groupes marginalisés ou créer davantage d'écoles dans les régions rurales ; cela implique de créer un environnement dans lequel les enfants veulent aller à l'école. La recherche en Amérique du Sud et en Asie du Sud effectuée par la CME en 2012 indique que les filles avaient une expérience de l'école beaucoup plus négative que celle des garçons et que beaucoup n'avaient pas l'im-

à l'intérieur de l'Afrique

pression d'apprendre dans un environnement sécurisé.

Les agences des Nations unies, l'Unicef et l'Unesco, qui ont conduit le processus de consultation exposeront des résultats qui seront présentés au Panel à haut niveau sur l'agenda du développement pour l'après 2015 à Bali en Indonésie la semaine prochaine. Les objectifs seront ensuite redéfinis au cours des deux mois suivants.

Les participants à la réunion ont souligné que le glissement de l'accent mis sur les nouveaux objectifs et thèmes ne signifie pas que l'accent actuel sur l'accès universel à l'enseignement primaire disparaîtra. « Il existe encore un sentiment de travail non fini, et ceci ne sera pas oublié » dit Nicolai.

Appel à davantage de dépenses publiques

Mais élargir le champ d'application pour l'après 2015 coûtera plus cher. Selon l'Unesco, la part des dépenses publiques allouée à l'éducation dans les pays en développement a augmenté et est passée de 2,9 % à 3,8 % du PIB dans les pays à faible revenu depuis 1999. La CME appelle à passer à 20 %.

Suite à l'introduction des ODM, l'aide publique au développement (APD) allouée à l'éducation a considérablement augmenté, mais la part de l'aide générale allouée à l'éducation a stagné à 10 ou 12 % du total alors que la

part de la santé a plus que doublé, selon une recherche de l'Institut du développement d'Outre-mer.

D'après les estimations de la CME, les bailleurs de fonds du Comité d'aide au développement (un forum OCDE) a canalisé moins de 3 % de son aide vers l'enseignement de base entre 2005 et 2009, une fois l'aide liée et d'autres facteurs exclus. La CME demande à ce que 10 % de l'APD soient consacrés à l'enseignement de base.

« Ce n'est pas énorme. Presque tous les groupes consultés dans l'étude mondiale des Nations unies 2015 accordaient la priorité à l'éducation. Et l'éducation a un impact énorme sur les autres domaines : l'emploi des jeunes, le changement climatique, le VIH. Elle est essentielle à l'instauration de sociétés démocratiques stables, et pourtant elle est insuffisamment prise en compte dans les priorités des bailleurs de fonds » dit Pearce.

[Ce rapport ne reflète pas nécessairement le point de vue des Nations Unies.]

Le gros problème du Sénégal avec la mendicité forcée des enfants

Alex Leedom

Alors que le Sénégal a essayé de s'occuper de ses nombreuses familles démunies à travers le financement des soins de santé, de nombreux enfants souffrent encore à l'école. Human Rights Watch a indiqué le 19 mars que de nombreux enfants dans les internats coraniques sénégalais vivent encore dans des conditions précaires et sont exploités par leurs enseignants



qui les forcent à mendier et qui les rouent souvent de coups lorsqu'ils ne ramènent pas le montant fixé. « Il y a environ 50 000 enfants au Sénégal pour lesquels

l'exploitation économique se déguise sous la forme d'une éducation religieuse. Les enfants sont livrés de force à la mendicité pendant de longues heures au profit de l'enseignant, et font l'objet de mauvais traitements physiques importants s'ils ne rapportent pas les quotas fixés » indique Matt Wells, l'auteur de ce rapport.

Le gouvernement a rédigé une proposition de loi pour s'attaquer au problème, mais les critiques considèrent qu'il faut une surveillance accrue. Il ne reste que deux inspecteurs à plein temps pour les écoles coraniques qui sont plusieurs milliers à travers le pays. « Si nous voulons faire les missions d'inspection sur tout le territoire sénégalais, nous avons besoin de plus de personnel et de plus d'équipements », a dit un responsable en charge de l'inspection.

Le rapport a été publié un an après que le président Macky Sall se soit engagé à se pencher sur le problème suite à un incendie qui s'est déclaré dans une école et a tué huit garçons. La législation proposée

renforcerait graduellement la réglementation et la surveillance des écoles. «Le Sénégal a longtemps eu de bonnes lois sur le papier concernant la mendicité forcée les enfants, mais la volonté du gouvernement à les mettre en œuvre a toujours fait défaut » a indiqué Wells. « Le gouvernement du président Sall a de nombreux alliés qui attendent parmi les autorités religieuses et la population de manière plus générale. Il devrait rapidement saisir l'opportunité de mettre

un terme à un système d'exploitation qui menace de ne donner à des milliers d'enfants d'autre éducation que celle de survivre dans la rue » a ajouté Wells.

Auteur : Alex Leedom

Creative Commons Love: Partenariat mondial pour l'éducation sur Flickr.com

Source : Ed News du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) du 10 avril 2014

L'ADEA condamne l'enlèvement et la tenue en captivité des écolières au Nigéria

L'ADEA condamne l'enlèvement et la tenue en captivité des écolières au Nigéria

Tunis, le 19 mai 2014. Réuni à Tunis pour sa 40ème session, le comité directeur de l'ADEA a émis une déclaration condamnant l'enlèvement des écolières nigérianes et leur tenue en captivité. La déclaration est comme suit :

« Nous, membres de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), organisation panafricaine qui réunit tous les ministres de l'éducation et de la formation en Afrique, les organismes de développement et autres partenaires pour oeuvrer ensemble à l'atteinte d'une éducation de qualité pour tous, condamnons fortement l'enlèvement et la tenue en captivité des écolières au Nigéria, ainsi que la menace faite aux parents qui envoient leurs enfants à l'école.

Nous sommes particulièrement consternés par le sort de ces filles et exprimons notre sympathie à leurs familles.

Nous nous joignons à la communauté internationale et aux gouvernements du monde entier pour condamner cet acte infâme et appelons le gouvernement du Nigéria à faire tout ce qui est possible pour libérer ces écolières.

Nous félicitons également la communauté internationale qui, par ses efforts, soutient le gouvernement du Nigéria, afin que les filles soient ramenées à leurs



familles.

A cette occasion, nous tenons à réaffirmer l'importance première de l'éducation, et en particulier l'éducation des filles, comme fondation pour le développement humain, social et économique.

Nous mettons également l'accent sur la nécessité d'avoir des milieux scolaires sûrs, dans lesquels les filles, tous comme les autres élèves, sont en sécurité. »

Membres de l'ADEA réunis à la 40ème session du comité directeur de l'ADEA.

Tunis, le 17 mai 2014

La BAD solidaire de la communauté nigériane à propos des jeunes filles de Chibok

« Être éduquée signifie que... je serai non seulement en mesure de subvenir à mes besoins, mais aussi d'aider ma famille, mon pays et ses habitants. Les avantages seront nombreux. » – Meda Wagtole, élève d'Éthiopie

Par solidarité avec la communauté nigériane, la Banque africaine de développement (BAD) voudrait exprimer sa préoccupation à propos des 276 jeunes filles de Chibok, ville de l'État de Borno dans le nord-est du Nigéria. Ces jeunes filles, dont le sort reste incertain, ont été kidnappées le lundi 14 avril 2014 au matin, alors qu'elles étudiaient et préparaient leurs examens finaux. Il s'agit d'une situation considérable et d'un drame humain déchirant.

L'accès à l'éducation est un droit fondamental et, par voie de conséquence, un motif inadmissible de cibler des jeunes filles innocentes. Les écoles devraient être des endroits sûrs dans lesquels les jeunes – filles et garçons – de l'Afrique peuvent poser les fondations d'un meilleur avenir pour eux-mêmes, leurs familles, les communautés et les États.

L'éducation au Nigéria représente une promesse et un espoir d'avenir prospère. Ces dernières années, des efforts ont été mis en place pour mettre en œuvre l'éducation de base universelle (Universal Basic Education – UBE) gratuite, pour œuvrer en faveur de l'alphabétisation des femmes et pour élargir les opportunités d'éducation de base à tous les enfants du pays.

Les filles supplient souvent leurs familles de leur permettre d'aller à l'école pour bénéficier d'une éducation. Des mères courageuses se battent pour que leurs filles puissent aller à l'école. Le gouvernement et les institutions de développement appuient diverses mesures visant à encourager la



To be educated means I will not only be able to help myself

scolarisation des filles. La BAD partage cette préoccupation avec le Nigéria, et tout particulièrement avec les familles des jeunes filles kidnappées. Nous considérons ce qui s'est produit comme un scandale et une terrible tragédie. Nous souhaitons un dénouement heureux de la situation pour que ces jeunes filles rentrent chez elles saines et sauvées. Nous soutenons le gouvernement fédéral du Nigéria et l'ensemble de ses partenaires qui tentent par tous les moyens possibles de préserver la vie de ces jeunes filles. Nous réaffirmons aussi notre foi inébranlable dans l'éducation et l'émancipation des jeunes femmes partout dans le monde.

La faim et l'épuisement frappent les réfugiés de la République centrafricaine qui arrivent au Cameroun

Amanda Lubit

Déplacé près d'un million de personnes sur une population de 4,6 millions d'habitants. Parmi eux, 300 mille ont fui le pays et 650 mille ont été déplacés à l'intérieur du pays. Fuyant la violence et la destruction, les réfugiés de la R.C.A ont débarqué en nombre dans le pays voisin, le Cameroun avec plus de 44000 hommes, femmes et enfants qui ont traversé la frontière au cours de l'année écoulée. Au cours de leur périlleuse traversée pour quitter la R.C.A, les réfugiés ont été confrontés aux infections, à la malnutrition, à l'épuisement et à la mort.

« La situation des réfugiés est particulièrement alarmante. 80 pour cent des derniers arrivants souffrent de maladies comme le paludisme, la diarrhée, et des infections respiratoires. Plus de 20 pour cent des enfants souffrent de malnutrition sévère...Beaucoup ont perdu des membres de leur famille morts de faim en cours de route ou peu après leur arrivée au Cameroun, » a expliqué Fatoumata Lejeune-Kaba, porte-parole de l'UNHCR.

Depuis mars 2014, le nombre de réfugiés malades et mourants arrivant de la R.C.A a considérablement augmenté. Fuyant les forces de milices qui s'opposent, les réfugiés ont passé des semaines cachés dans la brousse avec peu ou pas d'accès aux biens de première nécessité comme les denrées alimentaires, l'eau potable propre ou un abri. Les agences d'aide et le personnel médical sont submergés par le nombre de réfugiés arrivant au Cameroun ayant besoin de soins médicaux.

Par rapport à ce que des organisations d'aide ont constaté dans d'autres situations avec des réfugiés, les réfugiés arrivant au Cameroun sont gravement malades. Lorsqu'ils arrivent, beaucoup souffrent déjà d'épuisement extrême, de déshydratation, de malnutrition, et de maladies comme les infections respiratoires et le paludisme. Les enfants qui représentent environ 50 % de l'ensemble des réfugiés sont particulièrement vulnérables face à la maladie et à la mort.

Mariano Lugli, Directeur adjoint des opérations de Médecins Sans Frontières, a expliqué que les réfugiés « ont déjà beaucoup trop souffert et sont extrêmement vulnérables. Alors que la situation en RCA se détériore, de plus en plus de personnes arrivent au Cameroun. Il est urgent que tous les acteurs humanitaires entreprennent des actions avec effet immédiat. Ces réfugiés ont besoin de sécurité, de denrées alimentaires, d'abris, d'accès à l'eau potable et de soins médicaux d'urgence».



A leur arrivée, les réfugiés ont besoin d'une évaluation médicale et d'un traitement pour les nombreuses maladies sérieuses dont ils souffrent suite à leur difficile traversée. Médecins sans frontières a effectué près de 800 consultations hebdomadaires en réponse à ce besoin. Cette organisation a également fourni l'accès à l'eau potable, du savon et des couvertures, et a créé des cliniques, et latrines et des douches mobiles.

Lejeune-Kaba a décrit les terribles expériences des réfugiés, indiquant « que beaucoup ont perdu des membres de leur famille décimés par la faim le long du chemin, ou peu après leur arrivée au Cameroun... Une femme dont le mari a été tué par les anti-Balaka a perdu six de ses neuf enfants, victimes de la faim lors des sept semaines qu'ils ont passées dans la brousse sans nourriture. »

Depuis le renversement du gouvernement par les rebelles de Séléka au début de 2013, la République Centrafricaine souffre de violents conflits. À partir de décembre 2013, il y a une escalade de la violence avec les milices chrétiennes anti Balaka s'attaquant aux rebelles musulmans Séléka en représailles du renversement du gouvernement l'année précédente. La violence sous forme de mutilations, coups, meurtres, tortures, viols, et pillages a forcé près d'un million de personnes à fuir pour sauver leur vie et se mettre en sécurité.

Auteur : Amanda Lubit

Source : Ed News du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) du 20 avril 2014

Creative Commons Love: DG ECHO de la Commission européenne sur Flickr.com

La CPI n'a pas réussi à condamner le seigneur de guerre congolais pour violence sexuelle et utilisation d'enfants soldats

Amanda Lubit

Le 7 mars 2014, s'est achevé le procès de Germain Katanga devant la Cour pénale internationale (CPI). En réponse aux crimes commis en République démocratique du Congo en 2003, Katanga a été jugé coupable de crimes de guerre incluant le meurtre, l'attaque de civils, la destruction des biens et les pillages, et complice de crimes contre l'humanité. Les experts en justice considèrent cette décision comme un succès partiel, dans la mesure où Katanga a également été acquitté des charges de crimes sexuels et de recrutement d'enfants soldats.

La CPI a émis un mandat d'arrêt contre Katanga en 2007, l'accusant de sept chefs d'accusation de crimes de guerre et de trois crimes contre l'humanité. En tant que chef de la Force de Résistance Patriotique en Ituri (FRPI), Katanga a mené une attaque contre le village de Bogoro en février 2003. Pendant que les habitants du village dormaient, le FRPI a attaqué et poursuivi les personnes appartenant à l'ethnie hema, mutilé et tué avec des machettes et des armes à feu, et causé la mort de plus de 200 civils de moins de 18 ans. Suite au massacre, les membres du FRPI notamment les enfants soldats, ont pillé le village, violé les femmes et les filles et les ont enlevées pour les utiliser comme esclaves sexuelles.

« Dans leur cœur, de nombreuses victimes veulent croire que d'une certaine façon, ce jugement contribuera à la paix et à la réconciliation... [Elles pensent que les responsables politiques] les ont oubliées et qu'aucune mesure adéquate n'est prise pour mettre un terme aux attaques continues » a expliqué Fidel Nista, le représentant légal du principal groupe de victimes dans cette affaire.

Beaucoup ont été déçus par le verdict dans cette affaire, ayant espéré que la CPI créerait un précédent en condamnant Katanga pour des crimes sexuels et pour l'utilisation d'enfants comme combattants. Avec des preuves insuffisantes de son implication directe

dans ces crimes, la cour a choisi de l'acquitter de ces charges en raison de l'absence d'éléments de preuve. Cette décision a soulevé des questions, et amené à se demander si les victimes de ces crimes verront jamais justice être faite.

C'est la troisième affaire ayant fait l'objet d'une enquête et instruite par la CPI en rapport avec le conflit en République démocratique du Congo. En 2012, la cour a acquitté Mathieu Ngudjolo Chui et condamné Thomas Lubanga Dyilo. En outre, Sylvestre Mudacumura est toujours recherché par la CPI pour répondre de neuf chefs d'accusation de crimes de guerre. Il pourrait y avoir des affaires supplémentaires à l'avenir en réponse aux enquêtes en cours de la CPI.

Les Nations Unies définissent les crimes de guerre comme « de sérieuses violations du droit humanitaire international commis à l'encontre de civils ou de combattants ennemis, au cours d'un conflit armé international ou national », qui incluent des actes tels que le meurtre, le viol, le pillage, la destruction, et d'autres attaques contre des civils considérés comme des personnes protégées par le droit international. Le terme crimes contre l'humanité diffère en raison de l'étendue des crimes commis, faisant référence aux « crimes tels que le meurtre, l'extermination, le viol, la persécution et d'autres actes inhumains de caractère similaire commis « dans le cadre d'une attaque systématique ou à grande échelle dirigée contre une population civile ».

Source : Ed News du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) du 8 avril 2014

Creative Commons Love : Réseau BRQ sur Flickr.com

Le système d'éducation bilingue au Maroc est frustrant et pénalise les élèves

Alex Leedom

Le Maroc a récemment entrepris une réforme concertée du programme d'éducation – grâce à des prêts de la Banque mondiale pour le développement, et la création d'un centre d'enseignement et de formation pour les femmes, et un plan pour promouvoir les droits des femmes, entre autres. L'État continue toujours à systématiquement pénaliser certains élèves, les empêchant d'atteindre et de réussir dans les niveaux les plus élevés de l'éducation.

Le Maroc emploie un système double dans ces écoles publiques, tant sur le plan linguistique que culturel. L'arabe est la langue des écoles primaires et secondaires, mais est remplacé par le Français au niveau universitaire. Un nouveau rapport soutient que ceci détruit le sentiment de continuité entre l'enseignement secondaire et tertiaire, et pénalise les élèves, notamment ceux des régions rurales.

Le changement peut être particulièrement difficile pour les populations vivant loin des centres urbains éduqués dans le pays. Les femmes rurales notamment sont moins exposées au français – toujours la langue des affaires au Maroc – et sont moins préparées à fréquenter les niveaux supérieurs de l'enseignement.

Les étudiants sont forcés de passer du temps à s'adapter à un nouveau système linguistique et éducatif assez différent de ceux qu'ils connaissaient. Le modèle européen utilisé dans les universités encourage certains étudiants à rechercher d'autres paradigmes comme par exemple l'enseignement en anglais. « Le Maroc a longtemps été handicapé parce qu'il était tellement tourné vers l'Europe et la France, » a déclaré Ahmed Legrouri, doyen de l'école de sciences et d'ingénierie de l'université Al Akhawayn



(AIU), seule faculté de langue anglaise au Maroc. « J'ai perdu toute foi dans le système français lorsque j'étais au lycée » déclare Fahd El Hassan, un diplômé de l'AIU en 2009. « On apprend tout par cœur, rien est acquis par l'apprentissage ».

Les réformes mises en place par le Maroc sont prometteuses et nécessaires. Cependant, le pays doit réévaluer son système d'enseignement supérieur s'il veut permettre à tous les citoyens de postuler à des postes à l'université et sur le marché mondial du travail.

Source : Ed News du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) du 1 avril 2014

Creative Commons Love: Daniel Gasienica sur Flickr.com

“Lecture pour tous” : un concours doté de subventions pour financer les programmes d’alphabétisation.

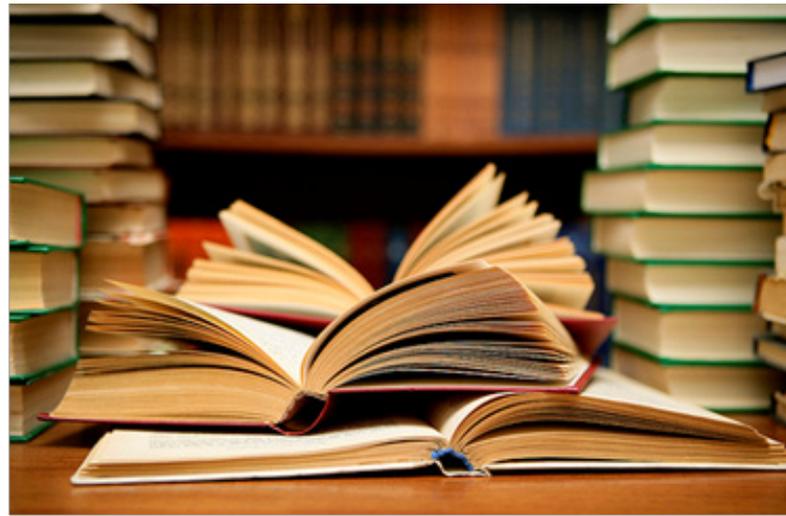
Amanda Lubit

Dans les pays en développement, un enfant sur quatre est encore illettré. . Pour faciliter les efforts d’alphabétisation, l’Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) a conclu un partenariat avec le gouvernement australien et World Vision pour annoncer un concours doté de subventions pour l’alphabétisation : All Children Reading: A Grand Challenge for Development (lecture pour tous : un grand défi pour le développement). Ce concours offre 2,7 millions aux programmes innovants et aux outils éducatifs qui utilisent une technologie capable d’améliorer l’alphabétisation de l’enfant au niveau mondial.

« 250 millions d’enfants dans le monde ne savent pas lire – un fait inacceptable qui limitera leur potentiel tout au long de leur vie. Nous appelons les entrepreneurs et les innovateurs du monde entier à s’intéresser à ce problème et à concevoir de nouvelles technologies et approches novatrices qui ouvre les portes de l’opportunité pour chaque enfant, ou qu’il se trouve, en lui donnant le pouvoir de lire », a annoncé Rajiv Shah, administrateur de l’USAID.

C’est le deuxième concours de lecture pour tous avec subventions, le premier ayant été lancé en 2011 pour aider le monde à atteindre l’objectif de développement du millénaire 2015 de l’enseignement primaire universel. Le concours cherche à récompenser les outils éducatifs à faible coût, mobiles et axés sur la technologie, qui facilitent la lecture et autonomisent les élèves. Il met particulièrement l’accent sur trois domaines : les enfants handicapés, l’engagement de la famille, de la communauté, et l’enseignement en langue maternelle et les matériels de lecture.

« L’alphabétisation est la pierre angulaire du développement économique et social – 171 millions de personnes pourraient s’affranchir de la pauvreté si tous les élèves des pays à faible revenu quittaient l’école en ayant acquis les compétences de base en lecture, alors que des millions d’enfants n’ont pas accès aux outils nécessaires. La lecture pour tous : un grand défi pour le développement a fait face à cet enjeu, et peut renforcer les taux d’alphabétisation dans le



monde avec l’aide de solutionneurs dans le monde entier », a expliqué Christie Vilsack, conseillère principale d’International Education auprès de l’USAID. ”

Bien que le monde ait réalisé d’importants progrès vers l’amélioration de la scolarisation, un grand nombre d’enfants dans les écoles n’arrivent même pas à apprendre les compétences de base en mathématiques et en lecture. Ceci a engendré une crise mondiale de l’éducation . Du fait de l’éducation inefficace et de mauvaise qualité dispensée dans de nombreuses écoles, les gouvernements gaspillent des ressources financières précieuses. Si les réformes de l’éducation pouvaient permettre aux étudiants des pays en développement d’acquérir des compétences de base en lecture, les niveaux de la pauvreté dans le monde pourraient baisser de 12 %, soit 171 millions de personnes.

Source : Ed News du Partenariat mondial pour l’éducation (GPE) du 29 mars 2014

Creative Commons Love: Abhi Sharma sur Flickr.com

Les enseignants libériens demandent leurs arriérés de salaires au Ministère de l'éducation

Alex Leedom



Le mercredi 5 février, les enseignants des écoles publiques se sont rassemblés au ministère de l'éducation dans la ville de Sinkor au Libéria pour demander au gouvernement de payer leurs arriérés de salaires. Les enseignants soutiennent ne pas avoir été payés depuis leur nomination en août 2012 et affirment qu'on leur doit plus de 300 000 \$ LD (environ 3 500 \$) chacun. Nancy Kenneh, le porte-parole des enseignants a déclaré qu'ils avaient été au départ recrutés et formés par le ministère de l'éducation dans des centres installés sur l'ensemble du territoire. « Lorsque nous avons été diplômés de ces institutions, nous avons été envoyés depuis août 2012 travailler dans diverses écoles publiques, notamment dans les régions rurales, en tant que directeurs d'écoles et enseignants . Le gouvernement ne nous a pas payés pour les services que nous avons rendu et que nous [continuons] à rendre » a-t-il ajouté. Les responsables du ministère n'ont fait aucun commentaire sur la situation.

L'année dernière, le gouvernement libérien a eu de

sérieux problèmes dans le secteur de l'éducation. En décembre 2013, l'université du Libéria a suspendu tous les cours suite aux protestations d'étudiants pour forcer la rectrice Madame Wade Elliot Brownell à démissionner. Il y a deux ans, les enseignants se sont mis en grève à Monrovia, pour réclamer une hausse des salaires . Ces derniers se sont à nouveau mis en grève en 2013. Avec un climat économique instable, le pays n'a pas pu rendre les enseignants heureux à travers le paiement de leurs salaires . Il est probable que ce ne sera pas le dernier incident face à cette tendance qui continue au Libéria.

Source : Ed News du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) du 21 mars 2014

Creative Commons Love: Ken Harper sur Flickr.co

à l'intérieur de l'Afrique

Neuf gagnants du premier Prix de journalisme des Nations unies en Ouganda sur « l'Agenda international du développement pour l'après 2015 »



JOURNALISTES LAUREATS POSENT AVEC LA COORDINATRICE RESIDENTE DES NATIONS UNIES MME AHUNNA EZIAKONWA-ONOCHE (DEUXIEME A PARTIR DE LA GAUCHE) ET MME MARIA KIWANUKA, MINISTRE DES FINANCES, DE LA PLANIFICATION ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (TROISIEME A PARTIR DE LA GAUCHE) LORS DE LA CEREMONIE DE REMISE DU PRIX DU JOURNALISME SUR L'AGENDA INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT POUR L'APRES 2015 A KAMPALA. (PHOTO: PNUD/UGANDA 2013)

Kampala - Neuf journalistes travaillant pour différents médias locaux ont gagné le prix du journalisme des Nations unies pour l'Ouganda sur « l'Agenda international du développement pour l'après 2015 » de l'Ouganda.

Les neuf lauréats, Edward Ssekika (the Observer), Fredrick Mugira (Radio West) Solomon Serwanjja (Nation Television NTV), Chris Kiwawulo (New Vision), Stephen Ssenkaaba (New Vision), Francis Mugerwa (Daily Monitor), Michael Wambi (Uganda Radio Network), Patience Atuhaire (Uganda Radio Network) et Gerald Magumba Tenywa (New Vision), ont gagné parce que leurs histoires impliquaient des citoyens ougandais, notamment le gouvernement, le secteur privé, la société civile, les chefs religieux et culturels, et le citoyen ordinaire ougandais par rapport à ce qu'ils considéraient être des priorités pour le développement de l'Ouganda.

Leurs histoires ont fait entendre la voix de groupes comme les femmes, la jeunesse et les personnes âgées ainsi que les communautés qui sont souvent exclues de la participation aux processus mondiaux.

« J'en appelle aux lauréats d'aujourd'hui pour continuer à produire des articles analytiques de grande qualité et des histoires dans les médias et inciter d'autres journalistes à se pencher sur les questions importantes du développement, notamment avec le démarrage des discussions sur l'après 2015 ; les médias auront un jour rôle important à jouer pour définir l'agenda sur les questions qui retiennent l'attention du public » a déclaré la coordinatrice résidente des Nations unies, Ahunna Eziakonwa-Onochie, lors de la cérémonie de remise des prix.

Le premier prix du journalisme pour le développement après 2015 de l'Ouganda, un partenariat entre les Nations unies et le département du journalisme de la communication de l'université Makerere, créé pour reconnaître le rôle important des médias dans le développement récompense des histoires analytiques et approfondies publiées dans les médias por-

à l'intérieur de l'Afrique

tant sur « l'agenda du développement pour l'après 2015 » dans les quatre grandes catégories de la presse imprimée, la télévision, la radio et la presse en ligne.

Lors de la remise des prix à Kampala, le ministre des finances, de la planification et du développement économique a appelé les journalistes à utiliser leur rôle de quatrième pouvoir pour promouvoir activement informer et éduquer les citoyens sur l'Agenda du développement pour l'après 2015 et leurs contributions à cet agenda.

Contributions gagnantes :

Dans la catégorie presse imprimée, l'histoire d'Edward Ssekika « Agriculture praised as central but starved of government funding' (L'agriculture est dite essentielle, mais ne reçoit pas de fonds publics), publiée dans The Observer (vendredi 30 août 2013) utilise différentes évaluations qui ont montré l'amélioration des performances socio-économiques de l'Ouganda, prouvant que l'Ouganda deviendra un pays à revenus moyens à l'horizon 2017 – pour évaluer le rôle du secteur agricole dans le développement de l'Ouganda après 2015, la performance actuelle du secteur et ce qui doit être fait pour le modifier si cela doit permettre à l'Ouganda de réaliser ses aspirations. L'histoire est en rapport avec l'Objectif 1 d'éradication de la misère et de la pauvreté.

Les autres contributions gagnantes étaient : Stephen Ssenkaaba avec « Sweet, sour tale of the elderly fund » (Histoire aigre-douce du fonds pour les personnes âgées), publié dans New Vision (vendredi 17 mai, 2003) et Francis Mugerwa avec « Buliisa: The district without a hospital » (Buliisa : la région sans hôpital), publié dans le Daily Monitor (Lundi 29 juillet 2013) qui sont arrivés second et troisième dans la catégorie presse imprimée.

Dans la catégorie radio, Fredrick Mugira's Saving Wood et Wood Collectors, Radio West, analysent les subtilités des méthodes traditionnelles de cuisson non durables qui prévalent dans les régions rurales de l'Ouganda. Son histoire est en rapport avec l'Objectif 7 concernant la durabilité environnementale. L'ODM5 de Michael Wambi : « Quand les mères ac-

couchent sur le sol comme des chiens », ainsi que « la santé de la reproduction » de Patience Atuhaire ; l'approche éducation par les pairs tous deux sur Uganda Radio Network sont arrivés en deuxième et troisième position dans cette catégorie.

« Uganda's toilet habits still wanting » (Les habitudes en matière de toilettes de l'Ouganda laissent toujours à désirer) de Chris Kiwawulo (New Vision Online, jeudi 1er août 2013) a gagné dans la catégorie histoire en ligne. Il se penche sur les défis sanitaires auxquels l'Ouganda est confronté et montre que l'aspect sanitaire reste un des problèmes de santé important en Ouganda où un grand nombre de personnes n'a toujours pas accès à des installations sanitaires appropriées, ce qui est à l'origine de la propagation de maladies et de taux de mortalité élevés chez les enfants. Ouganda: 2015 and beyond de Gerald Magumba Tenywa (Ouganda : 2015 et au-delà): (New Vision Online, Samedi 31 août 2013) arrive second dans cette catégorie.

« Hunger looms in Karamoja » (La faim menace Karamoja) de Solomon Serwanjja, NTV Uganda, a gagné dans la catégorie télévision ; il s'est penché sur l'importante pénurie alimentaire dans la région de Karamoja pour communiquer sur le défi de la sécurité alimentaire de l'Ouganda – et appelle à l'action dans ce domaine alors que le rideau va bientôt retomber sur les ODM.

Le concours a attiré au total 27 participants, dont 13 dans la catégorie presse imprimée, neuf dans la catégorie radio, quatre dans la catégorie en ligne, et un dans la catégorie télévision. Les juges ont sélectionné trois lauréats pour la presse imprimée, trois pour la radio, deux pour la catégorie en ligne, et un pour la catégorie télévision. Les lauréats ont reçu des certificats et une somme d'argent.

Contact

Doreen Kansiime, Assistante Communications

doreen.kansiime@undp.org

La position commune Africaine



COMMUNIQUE DE NDJAMENA SUR LA POSITION COMMUNE AFRICAINE SUR L'AGENDA DE DEVELOPPEMENT POST 2015

1. **Nous Chefs d'Etat et de Gouvernement, membres du Comité de Haut Niveau sur l'Agenda de Développement post 2015** réunis à Ndjamena au Tchad le 28 février 2014 ;
2. **Nous référant** à la Décision (Assembly/AU/Dec.423 (XIX) prise par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union en mai 2013 qui recommandait la création d'un Comité de Haut Niveau des chefs d'Etats et de Gouvernement sur l'Agenda de Développement post 2015;
3. Conformément à la Décision Assembly/AU/Dec. 503 (XXII) sur la Position Commune Africaine sur l'Agenda de développement post 2015 adoptée par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union à ADDIS-ABEBA le 31 janvier 2014, demandant au Comité de Haut Niveau de se réunir avant la fin du mois de février 2014, en vue de finaliser la Position Commune Africaine en mettant en évidence le pilier Paix et Sécurité et de formuler des stratégies de sensibilisation, de négociation et de formation d'alliances ;
4. **Avons mis en exergue** le pilier Paix et Sécurité en soulignant son caractère indissociable avec le développement;
5. De même, **prenons acte** de la formulation des stratégies, de sensibilisation, de négociation et de formation d'alliances;
6. **Invitons** les pays africains à s'approprier la Position Commune Africaine axée sur les six piliers suivants qui répondent aux aspirations des populations africaines :
 - Transformation économique structurelle et croissance inclusive ;
 - Science, technologie et innovation ;
 - Développement axé sur l'être humain ;
 - Durabilité environnementale, gestion des ressources naturelles et gestion des risques des catastrophes naturelles ;

- Paix et sécurité ; et
- Financement et partenariat.

7. **Demandons** aux partenaires à soutenir l'Afrique dans la mise en œuvre de sa Position Commune ;

8. **Recommandons** leur mise en œuvre en relation avec toutes les instances aux niveaux national, régional et continental et appelons un soutien actif des parties prenantes tout au long de ce processus;

9. **Sommes convaincus** que l'adoption de ce document fournira aux Etats membres de l'Union Africaine le cadre approprié, leur permettant de parler d'une seule voix et de coordonner les efforts pour réaliser les aspirations des populations Africaines au développement socio économique axé sur une croissance inclusive dans le cadre de l'Agenda Post 2015;

10. **Félicitons** la Présidente du comité de Haut Niveau Son Excellence ELLEN JOHNSON-SIRLEAF pour son leadership dans l'accomplissement de sa mission;

11 **Exprimons** notre appréciation pour le rôle de coordination joué par la Commission de l'Union Africaine et pour l'appui technique apporté par l'Agence du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (Agence du NEPAD), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA);

12. **Exprimons également** notre profonde gratitude à son Excellence Monsieur IDRIS DEBY ITNO, Président de la République du Tchad, au Gouvernement ainsi qu'au Peuple Tchadien pour l'accueil et leur hospitalité ainsi que les excellentes dispositions prises pour faciliter le travail du Comité de Haut Niveau.

N'Djamena, le 28 février 2014

**Les Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union Africaine,
Membres du Comité de Haut Niveau sur l'Agenda de
Développement post 2015**



AFRIQUE DU SUD



ALGERIE



CONGO



ETHIOPIE



GUINEE



ILE MAURICE



LIBERIA



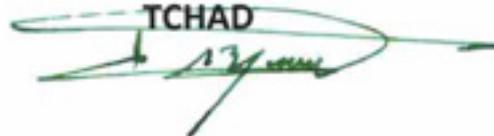
MAURITANIE



NAMIBIA



TCHAD



Position commune africaine sur l'après 2015: implications pour la construction de la paix

20 mars 2014 – Sunil Suri, Richard Smith

Suite au Communiqué de Ndjamená publié le 28 février, la Position africaine commune (PCA) sur l'après-2015 inclut maintenant un pilier sur "la paix et la sécurité" sur la base de leur "lien inextricable avec le développement". Dans ce blog Sunil Suri de Safe-world et Richard Smith de ACTION Support Centre analysent l'évolution de la PAC. Ils soulignent un nombre de questions importantes qui restent à régler et appellent à un dialogue continu pour renforcer l'appropriation de la PAC dans les pays africains. Ceci signifie plus particulièrement se pencher sur toutes les préoccupations et les perceptions erronées de ce que signifiera en réalité l'inclusion de la paix dans le cadre de l'après 2015.

Avec la Position africaine commune adoptant la paix et la sécurité comme cinquième pilier, le continent africain a ajouté une voix au consensus croissant selon lequel, pour réaliser un développement inclusif et durable qui ne laisse réellement personne derrière, l'Agenda du développement pour l'après 2015 devra porter une attention particulière aux 1,5 milliard de personnes vivant dans des Etats qui connaissent des niveaux de violence très élevée ou qui sortent d'une situation de violence. Ce consensus se reflète dans plusieurs rapports importants sur le cadre de l'après 2015 (y compris Le Rapport de l'équipe spéciale des Nations Unies t, le Rapport du Panel à haut niveau, le Rapport compact international des Nations Unies t et My World Survey) et dans les déclarations de diverses états membres et de groupements multilatéraux, notamment les 28 états de l'Union européenne, de nombreux pays parmi les moins avancés, 18 pays G7+ et 30 autres états qui ont adopté le Consensus Dili ainsi que plusieurs membres du CARICOM.

La fin du début

Le processus de mise en place de la Position commune africaine (PCA) sur l'Agenda du développement pour l'après 2015 a été exhaustif – et a commencé il y a bien plus de deux ans à Accra, Ghana en novembre 2011. La première étape importante sur la voie vers une position commune a été le 20e Sommet de l'Union africaine (UA) en 2012 qui a mandaté la Commission de l'Union africaine (CUA) pour

"identifier les priorités de l'Afrique pour l'Agenda du développement pour l'après 2015 a". Par la suite, la CUA a organisé trois consultations sur l'Agenda du développement pour l'après 2015 (au Kenya, Sénégal et Tunisie a). Ces consultations ont renseigné la première version de la PCA P, qui a été présentée au 21e Sommet de l'UA qui s'est déroulé en mai 2013.

Cependant, plutôt que d'adopter le document, le Sommet a décidé que la CUA « devrait continuer à faire participer les états membres » afin de présenter une PCA actualisée « qui sera examinée au cours du prochain sommet qui se tiendra en janvier 2014 ».

Parallèlement, un Comité à haut niveau nouvellement créé présidé par la présidente Ellen Johnson Sirleaf du Libéria a été mis en place d dans le but de consulter « si cela est jugé nécessaire, de façon à finaliser la Position commune africaine ». De même, lors du 22e Sommet de l'UA en janvier 2014, une nouvelle version de la PCA a été présentée aux Etats membres. Alors que la PCA était adoptée d dans son principe, il a également été décidé qu'un nouveau pilier sur « la paix et la sécurité » devrait être inclus. Il a fallu travailler pour finaliser le langage du nouveau pilier, et à la fin de février, la Position commune africaine a été lancée à N'Djamena au Tchad.

Paix et sécurité : du 'moteur' au 'pilier'

La paix et la sécurité apparaissaient dans la plupart des discussions sur le contenu de la Position commune africaine, décrites essentiellement comme des « moteurs essentiels du développement ». Une bonne illustration en est le Document des résultats des consultations régionales sur l'Agenda du développement pour l'après 2015, qui a identifié quatre domaines prioritaires pour l'Agenda du développement pour l'après 2015 et une série de moteurs de développement supplémentaires (décrits comme « des conditions préalables » pour l'Agenda du développement pour l'après 2015) incluant :

«Paix et sécurité: les gouvernements nationaux et la communauté internationale doivent être déterminés et unis dans leur engagement à empêcher l'éclatement de conflits violents et soutenir les efforts pour

résoudre ces conflits à travers des mesures qui encouragent et soutiennent la paix et la sécurité. »

Ce langage était presque identique à celui du projet de PCA de mai 2013 P, qui réaffirmait que la paix et la sécurité étaient « un moteur du développement ». De même, le Document des résultats t pour la réunion consultative régionale africaine sur les objectifs de développement durable (ODD) de novembre 2013 indiquait que « la réalisation d'un développement durable équitable exige un environnement international propice soutenu par une bonne gouvernance, la paix et la sécurité » [1]. Cette appréhension de la paix et de la sécurité comme moteurs du développement a été portée encore plus loin dans la PCA publiée récemment, qui indique « que la paix et la sécurité sont essentielles pour réaliser les aspirations de développement du continent » et s'engage particulièrement à « s'attaquer à la racine des conflits » et à « empêcher l'explosion de conflits armés ».

L'évolution du mode de pensée qui a fait passer la paix de l'état de moteur à celui fondamental de « pilier » de la PCA peut refléter une prise de conscience plus importante des menaces que le conflit et l'insécurité posent au développement de l'Afrique. Les évolutions récentes au Sud Soudan et en République centrafricaine (ainsi que d'autres crises précédentes importantes comme celle au Mali) ont toutes servi à montrer la vulnérabilité actuelle des états africains. L'importance de la construction de la paix et de la sécurité est reconnue dans le Rapport du Panel à haut niveau sur les états fragiles, de la Banque africaine de développement (BAD) qui note que « des progrès en matière de sécurité et de justice sont en général une condition préalable au progrès dans d'autres domaines ». Un autre Rapport récent de la BAD indique que « plus de 200 millions d'Africains vivent dans des pays touchés par des conflits et l'instabilité », avec « peu de progrès » dans ces pays sur la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'égalité entre les genres. Ce désir de renforcer la réponse de l'UA et sa capacité à s'attaquer à ces défis transparaît dans le langage de la PCA qui déclare :

« Nous devons prendre des mesures pour empêcher l'éclatement de conflits armés en renforçant... l'architecture africaine de la paix et de la sécurité (AAPS) dans les pays sortant de conflits, à travers des partenariats efficaces au niveau régional et du continent ».

En dépit de ce changement, il existe un certain nombre d'indications montrant que le débat sur le si et le comment inclure la paix et la sécurité reste une question litigieuse. Certains pays africains et groupements régionaux ont clairement déclaré être plus favorables à son inclusion que d'autres. Par exemple, le Projet de rapport des experts régionaux de l'Afrique sur les ODD s révèle que la promotion de « la paix, la sécurité et la stabilité socio-politique » était considérée comme la plus haute priorité (sur un total de neuf) pour le groupement Afrique central, mais venait en dernière position sur quatre pour l'Afrique du Nord (« construire une paix durable sur une base transparente ») et 8e sur 10 pour l'Afrique de l'Ouest (« assurer une bonne gouvernance, la paix et la sécurité » – sans les présenter comme des priorités pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe [2].

Les niveaux différents de soutien pour l'inclusion de la paix dans l'agenda pour l'après 2015 parmi les Etats membres africains ont également été soulignés lors de la session du Groupe de travail public sur les questions de la paix en février. Par exemple, l'Ouganda a présenté avec passion ses arguments en faveur d'un agenda du développement qui prévient les conflits, alors qu'une variété d'Etats comme le Sénégal, le Nigeria, le Benin (représentant l'Afrique de l'Ouest) et la Zambie a (représentant l'Afrique australe) insistaient sur des aspects différents de l'Agenda pour la paix. Il y a sans nul doute eu de longs débats internes qui ont abouti à l'adoption de la paix et la sécurité comme cinquième pilier de la PCA.

Questions en suspens

Avec la publication du Communiqué de Ndjamena, des questions importantes subsistent. Parmi lesquelles :

1. L'Afrique fera-t-elle pression en tant que bloc uni lors des négociations pour l'après 2015 ? Alors que le Document des résultats du 22e Sommet de l'UA appelait l'Afrique à « s'exprimer d'une même voix » à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2014, on ne peut pas supposer qu'il en sera ainsi – particulièrement sur la question de la paix et de la sécurité, où il est clair que certains des Etats membres africains sont plus favorables que d'autres. Alors que l'unité sera importante si la PCA doit effectivement influencer le débat mondial, il y a des aspects du débat sur lesquels les Etats membres africains doivent donner de l'espace pour définir leurs

propres priorités. Cet équilibre des besoins, des intérêts nationaux et de la responsabilisation envers la position collective de l'Union africaine est essentielle à une appropriation véritable de l'Agenda de l'après 2015 et exigera une approche intelligente et avisée des dirigeants africains.

2. Qu'est-ce que les Etats membres africains entendent par « Paix et sécurité » ? Alors que la PCA s'engage particulièrement à « s'attaquer aux racines du conflit » en se penchant sur des questions comme l'inégalité et l'exclusion sociale, la gouvernance inclusive, la réduction de la discrimination et l'encouragement de pratiques démocratiques, davantage de dialogue est essentiel à la construction d'une compréhension commune du sens de ces termes. Lors de manifestations récentes sur la paix et l'après 2015 en Afrique du Sud, co-organisées par Saferworld, SALO et ACTION, il ressortait clairement qu'un engagement plus important est nécessaire pour s'assurer que l'accent est mis sur les causes du conflit et non pas uniquement sur ses symptômes. Ceci implique des définitions claires des concepts clés et l'élaboration d'objectifs de paix et de sécurité pour une série de questions comme l'inégalité, les droits de l'homme, les relations État – citoyen et les contraintes extérieures telles que les flux financiers illégaux. En outre, il existe un risque que d'autres Etats membres des Nations unies résistent aux interprétations africaines de la paix et de la sécurité qui insistent sur la sécurité humaine car ils peuvent associer « la paix et la sécurité » avec les rôles et les responsabilités du Conseil de sécurité des Nations unies. Envisager un langage plus approprié pour permettre des progrès diplomatiques sur la PCA est donc une priorité essentielle.

3. L'inclusion de la paix et de la sécurité dans la Position commune africaine signifie-t-elle que la question n'est plus litigieuse ? En incluant un pilier sur la paix et la sécurité, la Position commune africaine a fait preuve d'un large soutien sur la question. Cependant, il subsiste des préoccupations par rapport à ce qui pourrait se produire si la paix et la sécurité sont incluses dans l'Agenda pour l'après 2015. Lors des récentes manifestations en Afrique du sud, un haut responsable sud-africain a exprimé ses craintes et indiqué que l'Agenda du développement pour l'après 2015 « ne doit pas servir de prétexte à un changement de régime ». On ne peut ignorer les craintes que la politique mondiale soit utilisée pour justifier une ingérence extérieure dans les affaires intérieures. Alors que de tels sentiments peuvent sembler déplacés, les avocats de l'inclusion de la paix doivent être sensibilisés et comprendre le contexte de ces préoccupations. Par exemple, la crainte por-

tant sur le changement de régime reflète la perception parmi les pays que le concept de « responsabilité à protéger » – soutenu par le gouvernement sud-africain – a été mal utilisé en Libye pour justifier une intervention menée par l'OTAN dans un pays africain souverain. Il est impératif d'affirmer la nature préventive plutôt qu'interventionniste de ce qui est proposé, et également de préciser que le cadre de l'après 2015 n'est pas contraignant et ne peut donc être utilisé pour mandater une intervention.

Construire une véritable Position commune africaine

La Position commune africaine donne des conseils essentiels à ceux qui travaillent pour l'inclusion de la paix dans l'Agenda du développement pour l'après 2015. Un lien clair et commun avec ce que les états membres africains veulent pour l'Agenda de l'après 2015 sera positivement accueilli par les bailleurs de fonds traditionnels de l'OCDE et par les puissances émergentes comme le Brésil, la Chine et l'Inde. Sensibiliser les groupes de la société civile sur ce que contient la PCA sera essentiel à l'appropriation et la compréhension de ce qui a été adopté. Les efforts pour identifier et développer une « position des populations » africaines sur l'après 2015 qui peut alimenter, renforcer et critiquer la position officielle de l'UA seront également importants.

Et la déclaration de l'UA et les voix des citoyens africains renforceront les efforts africains pour définir les priorités du débat mondial sur l'Agenda du développement pour l'après 2015.

Richard Smith est un membre du conseil de Southern African Liaison Office (SALO) et un spécialiste des conflits et du développement chez ACTION Support Centre. Sunil Suri est responsable projet chez Saferworld.

En février, Saferworld, SALO et ACTION ont co-organisé une manifestation de deux jours en Afrique du Sud axée sur le rôle de la paix dans le cadre de développement pour l'après 2015.

Avant cette manifestation, Saferworld, SALO et ACTION et trois autres entreprises sud-africaines importantes travaillant sur les questions de la paix ont publié un document sur " Le conflit et l'Agenda de développement pour l'après 2015 : perspectives de l'Afrique du Sud a". Ces activités ont été entreprises dans le cadre de Saferworld's Rising Powers et le projet pour l'après 2015. Dans les mois à venir, Saferworld, SALO et ACTION poursuivront leur engagement pour la paix et le cadre pour l'après 2015 en Afrique du Sud et au niveau régional.

Perception des agences

AGENDA DU DEVELOPPEMENT POUR L'APRES 2015

Nations Unies



En 2000, les dirigeants du monde ont fixé une série d'objectifs assortis de délais – avec comme date butoir 2015 – connus sous le nom d'Objectifs de développement du millénaire (ODM). Grâce à des millions de personnes entreprenant des actions et un effort mondial massif, nous avons déjà réalisé de véritables progrès. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a diminué de moitié par rapport à 1990. Plus de 2 milliards de personnes ont maintenant accès à une eau plus potable.

Pourtant, 1,4 milliard de personnes vivent toujours dans la misère. Toutes les quatre secondes, un enfant meurt d'une maladie qui aurait pu être évitée et plus de 900 millions, notamment des femmes et des jeunes, souffrent de faim chronique. Entre-temps, la population mondiale devrait passer à 9,5 milliards à l'horizon 2050 et le système alimentaire atteint son point de rupture.

Le changement climatique menace de détruire la vie de millions d'autres personnes et de défaire toutes les avancées réalisées jusque-là. Les inégalités se multi-

plient partout et les droits de l'homme sont bafoués dans les pays les plus fragiles et les pays touchés par des conflits alors que l'économie mondiale continue à vaciller.

Un débat a démarré sur ce qui devrait succéder aux ODM lorsqu'ils expireront en 2015.

La Conférence Rio + 20 sur le développement durable en 2012 a lancé un processus intergouvernemental inclusif pour préparer une série d'objectifs de développement durable (ODD). Un groupe de travail public, composé de 30 représentants des pays membres des Nations unies présentera en septembre 2014 un rapport contenant une proposition sur les ODD.

Le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a créé l'équipe spéciale du système des Nations unies sur l'agenda du développement des Nations unies pour l'après 2015. Présidé par le Département des Affaires économiques et sociales (DESA) et le Programme de développement des Nations Unies (PNUD), l'équipe rassemble plus de 60 agences et

Perception des agences

organisations des Nations unies.

Dans son premier rapport au Secrétaire général, Réaliser le Futur que nous voulons pour tous I, l'équipe spéciale a présenté une vision pour l'agenda du développement pour l'après 2015 et propose quatre dimensions clés qui peuvent aider à guider la fixation d'objectifs. À savoir : (1) le développement social inclusif ; (2) le développement économique inclusif ; (3) la durabilité environnementale ; et (4) la paix et la sécurité. L'équipe spéciale s'est également demandé comment différents thèmes pourraient potentiellement être reflétés dans un nouveau cadre.

En juillet 2012, le Secrétaire général a lancé son Panel à haut niveau de personnalités éminentes pour donner des conseils et des recommandations pour l'agenda de développement de l'après 2015. Le rapport du panel publié en mai 2013 a conclu que l'agenda pour l'après 2015 doit veiller à : ne laisser personne derrière ; mettre le développement durable au centre ; transformer les économies pour l'emploi et une croissance inclusive ; construire la paix et des institutions efficaces ouvertes et responsables pour tous ; et forger un nouveau partenariat mondial.

Ces processus sont complétés par des consultations nationales dans plus de 60 pays et une série de onze consultations thématiques organisées par le Groupe du développement des Nations unies. Les 11 consultations thématiques sont : conflits et fragilité ; éducation ; durabilité environnementale ; gouvernance ; croissance et emploi ; santé ; faim, denrées alimentaires et nutrition ; inégalités ; dynamique de la population ; énergie ; et eau. Les consultations régionales sont organisées par les Commissions éco-

nomiques régionales.

Le Secrétaire général continuera à conseiller le processus, y compris à travers le Vice-Secrétaire général et le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la planification du développement pour l'après 2015. Le Secrétaire général a présenté sa vision pour l'après 2015 dans un rapport à la 68e Assemblée générale en septembre 2013, à l'occasion d'un événement spécial organisé par le président de l'Assemblée générale. Les résultats attendus de tous les travaux susmentionnés étaient intégrés dans son rapport.

Un groupe de coordinations informel de haut niveau composé de quatre secrétaires généraux adjoints a été mis en place pour assurer une cohérence entre les différents travaux.

Au cours de l'année 2014, plusieurs manifestations de l'assemblée générale seront organisées par le Président de l'Assemblée générale autour du thème « L'Agenda de développement pour l'après 2015 – Planter le décor ». Un rapport final du Secrétaire général sera présenté en décembre 2014. Les négociations intergouvernementales commenceront au début de la 69e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le nouveau cadre de développement devrait être approuvé en septembre 2015.

UNESCO

L'éducation – un catalyseur du développement

Au cours de la dernière décennie, la région Asie Pacifique est devenue une force économique et politique considérable caractérisée par de remarquables progrès dans l'amélioration de l'accès à tous les niveaux de l'éducation, une croissance économique rapide et dynamique, des réalisations plus importantes sur le plan du développement social et un environnement politique de plus en plus tourné vers l'extérieur. Il est avéré qu'il existe une corrélation positive entre la qualité de l'éducation dispensée dans un grand nombre de pays et l'amélioration de la croissance économique. Cependant, en dépit de ces réalisations positives, les sociétés sont de plus en plus divisées en termes de distribution des opportunités d'éducation « pertinente », de revenus, et de qualité de vie. Les inégalités en matière d'éducation en particulier engendrent des inégalités économiques et sociales. Ces réalités exigent un modèle de développement humain plus approprié, caractérisé par un accent plus fortement mis sur la participation sociale et l'équité, et qui prenne en considération la grande richesse et la diversité de la région Asie Pacifique

Implications des tendances du développement pour l'éducation

Dans le contexte de l'évolution économique rapide et du changement sociétal, il est essentiel que les systèmes d'éducation s'adaptent à une multitude de défis potentiels. En effet, quelles sortes de réponses éducatives sont nécessaires pour se pencher sur les changements démographiques tels que le vieillissement rapide des populations, l'augmentation des populations jeunes et des populations migrantes ? Comment les politiques de l'éducation peuvent-elles lutter au mieux contre la dégradation croissante de l'environnement et à la prévalence croissante des catastrophes naturelles ? Comment l'éducation peut-elle aider à assurer un équilibre approprié entre la préservation des identités régionales et locales et les avantages clairs de la mondialisation ? Et étant donné l'étendue de la communication et de la for-

mation, qu'est-ce que « être alphabétisé » au 21^e siècle et comment les systèmes éducatifs peuvent-ils aider à exploiter les avantages de la technologie pour améliorer l'apprentissage ? Il est essentiel que tout agenda de l'éducation pour l'après 2015 se penche avec attention sur ces tendances importantes.

L'éducation pour tous (EPT) – un agenda inachevé

Alors que l'éducation est au cœur des approches de développement de nombreux pays d'Asie – Pacifique et que des réalisations remarquables ont été enregistrées dans le domaine de l'EPT, d'importants défis subsistent. Il existe une grande diversité entre les pays et à l'intérieur des pays en matière d'accès à l'école, d'équité et de qualité de l'éducation et des niveaux des acquis en résultant. Les populations des zones déchirées par la guerre, les communautés éloignées, les minorités ethniques et les femmes et les filles sont toujours confrontées à des difficultés d'accès à l'éducation et un grand nombre d'enfants sont encore déscolarisés. En dépit de progrès important pour améliorer l'alphabétisation de la jeunesse et des adultes, la région abrite toujours le plus grand nombre d'adultes analphabètes au monde. L'agenda de l'éducation pour l'après 2015 devrait prendre en compte le fait que la réalisation de l'EPT reste un agenda essentiel mais inachevé de l'éducation de base dans la région, exigeant davantage d'efforts pour réaliser cet objectif.

L'éducation est non seulement un droit de l'homme fondamental, mais elle dote les personnes de connaissances et compétences leur permettant de vivre mieux et constitue la base de la croissance et de la prospérité de la nation. Il ne fait donc aucun doute que l'éducation doit occuper une place prépondérante dans tous les agendas futurs du développement.

© UNESCO Dhaka

Au-delà des objectifs de l'EPT et des ODM

Alors que l'importance continue des objectifs l'EPT est reconnue, les orientations futures de l'éducation

Perception des agences

exigent un élargissement de l'agenda de l'EPT en réponse aux tendances actuelles du développement et aux exigences de la région Asie-Pacifique. Un nombre croissant de pays dans la région ont atteint le statut de pays à revenus moyens ou élevés et sont confrontés à des problèmes d'éducation au-delà des agendas EPT et ODM. Parmi ceux-ci, la qualité de l'éducation, l'équité, les enseignants, le développement professionnel et des compétences et l'enseignement supérieur, qui pourraient devenir des domaines prioritaires et être placés en bonne position parmi les objectifs et les stratégies d'éducation de tout futur agenda du développement pour l'après 2015.

Accent renouvelé sur l'éducation et l'apprentissage de qualité

La région se préoccupe de plus en plus de la qualité de l'éducation et des acquis de l'apprentissage. La réussite ou l'échec de la réalisation de l'éducation pour tous ne repose pas uniquement sur les pays offrant l'accès à l'éducation ou offrant davantage d'années de scolarisation ; la véritable mesure est ce que les enfants apprennent et la qualité de leur expérience éducative. Des études empiriques indiquent clairement que la qualité de l'éducation contribue à la croissance économique, et que l'apprentissage plutôt que la scolarisation a un impact direct sur la croissance et le développement.

Cependant, pour une partie importante de la population de la région, les systèmes éducatifs sont bien loin de ces attentes. La qualité médiocre de l'éducation met en danger l'avenir de millions de gens. En définissant l'éducation de l'avenir, les efforts déployés pour élargir la scolarisation à tous les niveaux doivent être accompagnés de politiques d'amélioration de la qualité de l'éducation à tous les niveaux, dans les cadres formels et non formels. La qualité de l'éducation et de l'apprentissage sera donc un des principaux domaines d'intérêt pour l'Unesco dans le développement de l'éducation pour l'avenir et de l'agenda pour l'après 2015.

Quelles compétences et capacités pour l'avenir ?

Les systèmes d'éducation pour l'avenir devraient former les apprenants à être innovants, capables de s'adapter et d'assimiler le changement et capables de continuer à apprendre. Les jeunes ont besoin de

nouvelles compétences pour être compétents dans un monde connecté et en évolution constante qui inclut la pensée critique, la résolution de problèmes, la collaboration, la communication et la connaissance de la technologie. En outre, l'éducation pour l'avenir doit aller au-delà des réalisations académiques et des compétences cognitives pour inclure des connaissances et des compétences et des capacités non cognitives, ainsi que l'éducation pour la cohésion sociale, la créativité, et le développement social et émotionnel. Pour ce faire, une nouvelle conceptualisation élargie de l'apprentissage est nécessaire, utilisant une approche de l'apprentissage tout au long de la vie et dans tous les domaines de la vie. Ces considérations sont essentielles pour l'élaboration d'un agenda de l'éducation pour l'après 2015, et devraient également être prises en considération pour l'agenda du développement plus large pour l'après 2015.

L'éducation dans l'agenda pour l'après 2015

L'éducation est à la base du développement et offre aux gens dans le monde entier la possibilité non seulement d'acquérir des connaissances et des compétences, mais également de créer de nouvelles opportunités pour mieux vivre. Que ce soit pour la création de nouvelles technologies, une agriculture améliorée, la prévention du VIH/sida, la création de petites entreprises, une gouvernance améliorée, la protection de l'environnement, l'expression de la culture locale ou la réhabilitation après les conflits, l'éducation et l'apprentissage sont un élément essentiel du progrès. L'éducation permet aux individus et aux communautés de mieux contrôler les circonstances qui entourent leur vie et de décider plutôt que simplement subir les changements qui les touchent. Étant donné le rôle essentiel que joue l'éducation dans la réalisation d'objectifs de développement plus larges, il faut avoir un agenda du développement spécifique à l'éducation au-delà de 2015 et des objectifs d'éducation explicites dans tous les agendas de développement. En un mot, l'éducation doit avoir une place prépondérante dans l'élaboration de l'agenda pour l'après 2015.

© UNESCO/W. Field

Le Commonwealth

A la 18e Conférence des Ministres de l'éducation du Commonwealth (18e CMEC) à Maurice en août 2012, les ministres ont créé un groupe de travail pour élaborer des recommandations pour le cadre de développement de l'éducation pour l'après 2015.

Ce document est un résumé des principales recommandations du groupe de travail. En tant que tel il représente les ministres de l'éducation des 53 pays membres du Commonwealth. Un document d'information a été préparé, expliquant la raison d'être des recommandations.

RECOMMANDATIONS

Il est proposé que les trois principaux objectifs pour l'éducation soient inclus dans le cadre de développement pour l'après 2015. Ils devraient être positionnés dans le cadre de développement de la même façon que les ODM actuels sur l'éducation. Les principaux objectifs seront complétés par six objectifs plus détaillés, plus techniques et secondaires. Ces derniers occuperont une place similaire à celle des objectifs EPT actuels. Les deux séries d'objectifs doivent être alignées pour éviter les doublons ou les insuffisances. Les préoccupations principales du Commonwealth en matière d'accès, d'équité et de qualité se retrouveront de manière implicite dans les objectifs principaux, et de manière explicite dans les objectifs secondaires. Quatre thèmes transversaux seront abordés dans l'ensemble des objectifs.

Les principales recommandations concernant la structure sont : « les deux cadres de l'EPT et des ODM pour l'éducation devraient être alignés dans un cadre pour l'éducation post-ODM ».

Le nouveau cadre pour l'éducation devrait s'articuler autour de deux niveaux d'objectifs – les objectifs principaux et les objectifs secondaires.

Le premier niveau doit se composer de trois objectifs

principaux – les post ODM.

Le deuxième niveau devra englober un nombre limité d'objectifs secondaires – les objectifs post EPT.

Les objectifs et les délais viseront 2025 et des options seront offertes aux pays individuels en fonction de leur point de départ, de leur ambition et de leurs capacités.

Des indicateurs d'accès, d'équité et de qualité devront, si nécessaire, être intégrés dans les objectifs secondaires.

L'architecture du cadre devrait refléter quatre thèmes sous-jacents qui pourraient être intégrés dans tous les objectifs : l'éducation en situation d'urgence, la migration, le genre, l'éducation pour le développement durable.

OBJECTIFS PRINCIPAUX

Objectif 1 Chaque enfant doit terminer un cycle complet de neuf ans minimum d'enseignement de base gratuit et continu, et démontrer des acquis de l'apprentissage conformes aux normes nationales.

Objectif 2 L'enseignement au niveau supérieur à l'éducation de base, élargi de manière stratégique pour répondre aux besoins de savoir et de compétences en rapport avec l'emploi et les moyens de subsistance.

Objectif 3 Réduire et chercher à éliminer les différences dans les acquis de l'éducation parmi les apprenants en rapport avec la richesse de la famille, le genre, les besoins spécifiques, le lieu, l'âge et le groupe social.

SOUS-OBJECTIFS:

i. Réduire et chercher à éliminer la sous-alimentation dans la petite enfance et les maladies d'enfants évi-

Perception des agences

tables, et universaliser l'accès à un ESPE communautaire et préscolaire avant l'âge de six ans.

ii. Universaliser 'une vision élargie de l'accès' au cycle complet de neuf ans minimum d'enseignement de base continu. Réalisation réussie des acquis nationaux dans les domaines cognitif, affectif et psychomoteur pour le cycle primaire et le premier cycle du secondaire à des niveaux en rapport avec l'âge, jusqu'à l'âge de 15 ans.

iii. Investir stratégiquement dans l'accès élargi et équitable à l'enseignement au-delà de l'enseignement de base et à l'enseignement et à la formation tertiaires en rapport avec le bien-être, les niveaux de subsistance et l'emploi, et la transition vers une citoyenneté adulte responsable.

iv. Éliminer l'analphabétisme et l'incapacité à calculer chez les moins de 50 ans. Offrir des opportunités d'éducation aux jeunes et aux adultes qui n'ont pas réussi à terminer les neuf années d'enseignement de base.

v. Réduire et chercher à éliminer les disparités dans la participation à l'éducation au niveau de l'école en rapport avec la richesse, le lieu, les besoins spéciaux, l'âge, le genre et le groupe social et garantir que tous les enfants ont les mêmes opportunités éducatives et réduire les écarts des acquis mesurés.

vi. Offrir une infrastructure adéquate d'apprentissage en conformité avec les normes nationales

s'appliquant aux bâtiments, aux services de base, à la sécurité, au matériel d'apprentissage, et à l'infrastructure d'apprentissage à des distances appropriées du domicile.

THEMES TRANSVERSAUX

a) Education dans les situations d'urgence

Réduction des risques de conflits et de catastrophes intégrée dans les plans nationaux pour le secteur de l'éducation

b) Migration

Tous les migrants en âge scolaire ou qui sont des professionnels de l'éducation enregistrés dans le suivi des objectifs de l'éducation par le pays hôte doivent informer la formulation de la politique

c) Genre

Tous les rapports et l'évaluation des objectifs de développement désagrégés par sexe et analysés sous l'angle du genre.

d) Education pour le développement durable

L'éducation pour le développement durable intégré dans toutes les politiques d'éducation, la préparation des enseignants, la préparation des directeurs d'école et le programme.

La Banque Africaine de Développement

Aller de l'avant

L'Afrique a, sans aucun doute, parcouru un long chemin depuis 2000 avec des progrès substantiels vers plusieurs des OMD. Le Bénin, l'Égypte, l'Éthiopie, la Gambie, le Malawi et le Rwanda font des progrès particulièrement impressionnants. Bien que toutes les interventions qui ont bien fonctionné dans ces pays puissent être appliquées partout, les meilleures

pratiques et les interventions politiques réussies peuvent en effet éclairer les interventions ailleurs. Il est donc impératif que les pays continuent d'apprendre les uns des autres afin qu'ils puissent imiter les succès et éviter les échecs. En bref, les pays ayant une croissance soutenue et équitable, la stabilité politique et les politiques axées sur le développement humain se portent bien dans la plupart des objectifs.

Perception des agences

Au-delà des OMD

Avec moins de 1000 jours de l'année butoir - 2015 - le discours se déplace d'une focalisation exclusive sur la réalisation des OMD vers la réflexion et le débat sur les éléments définissant le cadre suivant : l'agenda post-2015 de développement. La performance de l'Afrique sur les OMD fournit des indications utiles pour l'ordre du jour. En effet, des consultations régionales en Afrique menées par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Commission de l'Union Africaine, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le Développement confirme que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement et l'environnement restent des priorités pour les pays africains. En outre, les intervenants aimeraient voir une croissance inclusive qui crée des emplois et des opportunités de subsistance, en particulier pour la jeunesse africaine. Les parties prenantes ont identifiés la transformation structurelle de l'économie, le développement humain, le financement et les partenariats Initiatives

et partenariats, la technologie et l'innovation comme les domaines prioritaires pour répondre à ces défis dans le programme post-2015 de développement.

Pendant que partout les pays évaluent leurs priorités pour l'agenda post-2015, ils devraient examiner comment les OMD ont entraîné des évolutions positives et pour laquelle ils ont été à la hauteur. Ils doivent réfléchir sur leurs succès et échecs des 15 dernières années, à la fois pour se préparer à un nouveau programme de développement et pour accélérer les progrès vers les OMD. A moins de trois ans pour y parvenir et avec plus de focalisation sur le programme de l'après-2015, l'Afrique ne doit pas perdre de vue la réalisation des OMD.

L'UNICEF

Pendant plus d'une décennie, les Objectifs de développement du millénaire (ODM) ont été un moteur qui a guidé de nombreuses questions affectant la vie des enfants, des jeunes et de leurs familles. D'importants progrès ont été réalisés qui ont permis de réduire les décès évitables chez les enfants, de scolariser davantage d'enfants dans les écoles (y compris les filles), de réduire la misère et de s'assurer qu'un plus grand nombre de personnes a accès à de l'eau potable.

Ceci étant dit, il reste encore beaucoup à faire tant du côté de l'agenda des ODM non terminé et qui se poursuit que du côté des questions essentielles qui n'ont pas été adéquatement couvertes par les ODM.

Les ODM devraient expirer en 2015, et s'il faut continuer à mettre l'accent sur la réalisation de progrès par rapport à leurs objectifs, les citoyens individuels et les acteurs du développement se demandent déjà à quoi devrait ressembler la prochaine ère du déve-

loppement - l'après 2015.

L'Unicef est déjà déterminée à s'assurer que les enfants restent au centre du prochain agenda de développement comme cela a été le cas avec les ODM. En outre, l'Unicef pense qu'une approche basée sur l'équité est essentielle pour s'assurer que les enfants et les familles les plus défavorisés sont bien inclus dans les futures avancées du développement. Et enfin, comme le prochain agenda du développement devra intégrer les trois dimensions importantes du développement durable - sociale, économique et environnementale - le principal message doit être que le développement durable commence avec des enfants en sécurité, en bonne santé et instruits.

La Banque mondiale et l'ADEA - Un réseau d'éducation et de formation mené par les Africains pour l'Afrique

Vue d'ensemble

Depuis ses débuts en tant que recommandation dans un document de politique de la Banque mondiale il y a plus de 20 ans, et avec une subvention du Mécanisme d'octroi d'aide pour le développement (DGF) de la Banque mondiale, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) s'est transformée pour devenir le plus important réseau de décideurs, d'éducateurs et de chercheurs sur l'éducation en Afrique. La dernière Triennale au Burkina Faso en février 2012 s'est achevée sur des recommandations de politiques concrètes concernant la construction du savoir de l'Afrique, de ses capacités et de ses compétences à encourager un développement économique durable, équitable et accéléré. L'ADEA est un partenariat modèle entre les ministères de l'éducation et de la formation africains et leurs partenaires techniques et externes et un des succès du mécanisme DGF appliquant à grande échelle une idée novatrice.

Défi

Il y a plus de 20 ans, la banque mondiale a lancé une étude politique exhaustive sur l'éducation en Afrique subsaharienne. Une des conclusions a été que pour s'attaquer à la crise de l'éducation à l'époque, il était nécessaire de conclure un nouveau partenariat entre les pays africains et les partenaires internationaux pour instaurer un dialogue politique et encourager la coopération des bailleurs de fonds. En 1988, une organisation a été créée avec pour mission, avec le soutien de la région Afrique de la Banque mondiale et une subvention du Mécanisme d'octroi d'aide pour le développement (DGF) de la Banque mondiale. Au fil des ans, cette Association aujourd'hui connue sous le nom d'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) a évolué pour devenir un réseau impressionnant de ministres africains de l'éducation et de la formation, d'agences de développement, et de professionnels de l'éducation. Depuis 2008, le Secrétariat de l'ADEA est hébergé par la Banque africaine de développement (BAD) à Tunis.

Au 21^e siècle, les pays africains devront poursuivre les avancées impressionnantes réalisées dans l'accès à l'éducation primaire avec davantage d'attention sur la qualité et l'efficacité de l'enseignement de base, les niveaux élevés d'abandon à l'école, et investir dans de nouveaux programmes d'éducation et de formation. La manifestation la plus récente et



hautement réussie (Triennale) organisée par l'ADEA en février 2012 au Burkina Faso a mis en lumière la nécessité d'investir dans la promotion de connaissances, compétences et qualifications essentielles à tous les niveaux de l'éducation des systèmes d'éducation et de formation et au bénéfice de toutes les populations des pays africains, qu'elles soient scolarisée, travaillent ou soient au chômage. Le programme de l'ADEA en tant que Forum de dialogue politique est un partenariat modèle entre les ministères de l'éducation et de la formation africains et leurs partenaires techniques et extérieurs, et l'un des succès du mécanisme DGF dans l'application à grande échelle d'une idée novatrice, et de loin le réseau d'éducation le plus important composé de décideurs, d'éducateurs et de chercheurs en Afrique.

Approche

L'ADEA a été créée en 1998 et a commencé avec une aide financière du Mécanisme d'octroi d'aide pour le développement (DGF) de la Banque mondiale. Le mécanisme DGF a fourni les fonds pour cette initiative pendant plus de 10 ans et continuera ce soutien jusqu'en 2015. L'ADEA est un réseau multidimensionnel, mené par des Africains et conçu comme un forum de dialogue politique sur les politiques éducatives en Afrique. Elle a pour mission « d'agir comme catalyseur pour des politiques et pratiques innovantes propices aux changements dans l'éducation à travers la mutualisation de la pensée, des expériences et des leçons tirées et du savoir. »

L'ADEA joue un rôle important pour encourager le dialogue

Pércéption de la Banque Mondiale sur l'ADEA

politique, l'échange de connaissances et l'élaboration d'un consensus nécessaire pour promouvoir des réformes essentielles de l'éducation, et encourager une appropriation nationale et construire des capacités pour la mise en œuvre des réformes. Le rôle de l'ADEA s'est accru ces dernières années en raison d'une attention internationale plus importante portée à l'éducation et d'une plus grande coopération entre les bailleurs découlant de la mise en place de l'Education pour tous (EPT) de l'Initiative de la voie rapide (devenue aujourd'hui le Partenariat mondial pour l'éducation) et les objectifs de développement pour le millénaire (ODM).

Les activités menées au sein des domaines de partenariat de l'ADEA facilitent le soutien de la Banque mondiale aux programmes d'éducation en Afrique qui sont techniquement sains, financièrement durables et bénéficient d'une appropriation nationale. L'ADEA a d'importants « pouvoirs de rassemblement », une forte crédibilité auprès des ministres africains, et offre un forum neutre de dialogue politique entre et parmi les décideurs africains et leurs partenaires externes et internes, comme les syndicats d'enseignants, les associations de parents et les organisations non-gouvernementales.

Résultats

En tant qu'association en réseau multidimensionnel, l'ADEA a produit d'importants résultats dans plusieurs domaines différents allant du lancement d'un dialogue, à la création d'un forum politique ou un rôle de catalyseur sur un point particulier. Parmi les résultats les plus importants :

- Réunions sur l'intégration continentale et régionale/réseau. L'ADEA a organisé des réunions sur l'ensemble du continent connues sous le nom de biennales (aujourd'hui triennales) depuis 1993, avec de nombreux autres types de réunions, d'ateliers, de séminaires, de conférences ministérielles et de forums pour la jeunesse. Ces réunions constituent un moment important des activités et de la vie de l'ADEA. L'objectif principal des réunions est d'encourager et de soutenir des discussions franches et ouvertes entre les ministres africains de l'éducation et de la formation, les agences de développement et d'autres professionnels de l'éducation.
- La Triennale 2012 au Burkina Faso. Dans le cadre des préparations pour cette manifestation majeure, l'ADEA a effectué des consultations extensives pour préparer un rapport de synthèse sur le thème de la réunion : Connaissances, compétences et qualifications essentielles pour un développement accéléré et durable en Afrique. Près de 1000 participants ont assisté à la réunion beaucoup plus qu'à n'importe quelle autre réunion auparavant, dont plus d'une soixantaine de ministres de l'éducation et de la formation de l'Afrique, de

bailleurs de fonds, d'organisations non-gouvernementales (ONG)/d'organisations de la société civile, de représentants du secteur privé, de groupes de jeunes et d'autres parties prenantes. La Triennale avait inclus de nouveaux acteurs tels que la diaspora africaine et le secteur privé. Il y a également eu une Journée Corée-Afrique pour présenter l'expérience de la Corée et pour aider à développer de nouveaux partenariats.

- Recommandations politiques. Les principales recommandations de la Triennale s'articulaient autour de trois thèmes (i) socle commun de compétences pour l'apprentissage tout au long de la vie ; (ii) développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie ; et (iii) acquisition tout au long de la vie de connaissances et de compétences scientifiques et technologiques. L'ADEA travaille actuellement à s'assurer que les résultats et les recommandations de la Triennale sont au cœur des discussions politiques. En tant que partenaire stratégique de l'Union africaine, l'ADEA est un contributeur important à la mise en œuvre du Plan d'action de l'Union africaine pour la Deuxième décennie de l'éducation, et partagera ses recommandations à la réunion de l'Union africaine en juillet 2012.

- Gestion de la connaissance. L'ADEA a développé un système régional d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE), une stratégie de développement des capacités et une base de données statistique continentale interactive créée pour suivre la mise en œuvre de ce domaine d'intérêt de la Deuxième décennie de l'éducation. L'ADEA a développé des plates-formes de gestion de la connaissance (base de données) et a revu son site Internet qui offre une des plus vastes sources d'information sur le développement de l'éducation en Afrique.

- Cadres de politique pour les enseignants. A l'ADEA a aidé beaucoup de pays africains à repenser leur politique des enseignants, en particulier les pays qui ont le moins de probabilité de réaliser les objectifs répétés à l'horizon 2015. L'ADEA a développé de cadre de politiques qui guident les pays dans le développement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes de formation et de mise à niveau, ainsi que la gestion des carrières, les opportunités d'avancement et les garanties en matière de protection sociale, droits et obligations pour une nouvelle catégorie d'enseignants (enseignants contractuels embauchés pour élargir les systèmes).

- Subvention. Le Forum des éducatrices africaines (FAWE) est une ONG panafricaine travaillant dans 32 pays africains pour autonomiser les filles et les femmes grâce à une éducation réactive au genre. Au fil des ans, ce groupe a évolué ; il a commencé comme groupe de travail de l'ADEA en 1992

Pérecption de la Banque Mondiale sur l'ADEA

pour devenir une des histoires les plus réussies de l'ADEA. Le FAWE a bénéficié de subventions de l'ADEA à travers le mécanisme DGF pour soutenir sa recherche innovante, ses modèles d'éducation et ses actions de politiques. Les écoles dans lesquelles le FAWE a entrepris des interventions ont enregistré des taux plus élevés de scolarisation, de rétention et d'achèvement pour les filles.

Contribution de la Banque

Le Mécanisme d'octroi d'aide pour le développement (DGF) de la Banque mondiale a été mis en place en 1997 dans le but d'encourager l'innovation, de catalyser les partenariats et d'élargir les services de la Banque, en rassemblant et créant des coalitions, et en fournissant un soutien financier aux entités externes.

L'ADEA a reçu 8,87 millions de dollars EU en subventions de la Banque à travers le mécanisme DGF entre 1998 et 2012, et il est prévu que le financement s'arrête fin 2015. La Banque a également fourni une aide technique à l'ADEA au cours des premières années, et du personnel et des consultants ont été invités à participer aux réunions sponsorisées par l'ADEA.

Partenaires

L'ADEA est dirigée par un Comité directeur composé de 10 ministres africains de l'éducation et de représentants de la plupart des organisations multilatérales et bilatérales de développement travaillant dans le secteur de l'éducation en Afrique. Les ministres représentent les cinq régions de l'Afrique (Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique centrale, Afrique australe et Afrique du Nord). L'ADEA est financée par les cotisations que versent les partenaires du développement pour être membres du Comité directeur ainsi que par le soutien des bailleurs de fond.

Outre le mécanisme DGF, l'ADEA a également bénéficié du soutien de plus de 20 sources différentes bilatérales et multilatérales y compris entre autres : le Fonds multi-donneurs de développement des programmes d'éducation (EPDF), la Banque africaine de développement, l'Autriche, le Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Finlande, le Japon, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni, la Fondation Calouste Gulbenkian, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation la science et la culture (Unesco), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), et les ministres africains de l'éducation. En outre, les ministres africains de l'éducation ont contribué aux activités de l'ADEA dans leur propre pays. Lors de la Triennale 2012, la délégation coréenne a annoncé la décision de son gouvernement de devenir membre du comité directeur de l'ADEA et d'être un bailleur de fonds pour l'ADEA.

Vers l'avenir

Le soutien du mécanisme DGF à l'ADEA est prévu jusqu'en 2015. Pourtant, aux vues du pouvoir de rassemblement de l'ADEA, la Banque continuera à rester engagée envers le réseau ADEA. À travers ce réseau, la Banque a maintenant accès à une importante plate-forme régionale sur l'éducation. Par exemple, à la Triennale 2012, profitant de la présence de ministres de l'éducation et de la formation, la Banque a présenté sa stratégie d'éducation révisée.

Les trois prochaines années marqueront pour l'ADEA, le début d'une période de transition vers l'autosuffisance, de recherche de nouveaux partenariats régionaux et au niveau du continent et de bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux ; et elle devra continuer à exceller dans les initiatives analytiques et politiques. Alors que l'Association endosse un nouveau rôle plus important, l'accent devra être placé sur le renforcement des capacités du Secrétariat à diffuser l'information, améliorer le suivi et l'évaluation des programmes et traduire les recommandations des réunions et des discussions en actions ou programmes concrets de politique. En 2012, l'ADEA a rassemblé un groupe de consultants et des membres choisis du Comité directeur pour préparer un document de vision pour l'organisation pour offrir des conseils sur sa mission et son fonctionnement dans les années à venir.

Bénéficiaires

En 2012, le ministre de l'éducation, Sam Ogeri, qui était également le Président du Bureau des ministres de l'ADEA, a appelé chaque ministre à communiquer les résultats de la Triennale au Conseil des ministres de son pays, de façon à ce que le gouvernement puisse les prendre en compte. Ainsi a-t-il ajouté « même si nous ne sommes plus au gouvernement demain nous sommes sûrs que les résultats de la Triennale bénéficieront d'une attention et seront suivis. » M. Ogeri a également insisté sur le rôle vital des Communautés économiques régionales et les a invitées à devenir de fervents supporters de l'acquisition de connaissances, compétences et qualifications essentielles pour soutenir le programme de développement durable en Afrique. Et il a ajouté : « Le moment est venu pour l'Afrique de se lever et de briller. En tant que ministre de l'éducation, de la science et la technologie, nous avons le devoir de conduire le processus pour que ce rêve devienne réalité ».



L' ADEA et la Commission de l'Union africaine signent un Protocole d'Accord

Le 25 mars 2014, la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'ADEA ont renouvelé cette semaine le Protocole d'Accord qui les lie depuis 2008.

A cet effet, l'ADEA a organisé une cérémonie officielle de signature du Protocole d'accord à Tunis, à la Banque africaine de développement (BAD), l'institution hôte de l'ADEA.

La cérémonie s'est déroulée en la présence de représentants de la CUA, de l'ADEA et de la BAD :

- le Commissaire des ressources humaines, de la science et de la technologie de l'Union africaine, Son Excellence Martial De Paul Ikounga ;
- le Secrétaire exécutif par intérim de l'ADEA, Monsieur Hamidou Boukary ;
- M. Sering Jallow, conseiller spécial, représentant le vice-président de la BAD, M. Aly Abou Sabaa.

Dans le protocole d'accord, la CUA et l'ADEA conviennent de coopérer dans tous les domaines du développement de l'éducation en Afrique, particulièrement les sept domaines prioritaires du Plan d'action de la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique de l'UA.

Les sept domaines prioritaires sont :

- Le genre et la culture ;
- Les systèmes d'information et de gestion de l'éducation ;
- Le développement des enseignants ;
- L'enseignement supérieur ;
- L'enseignement et la formation technique et professionnelle ;
- Le développement des curricula et les questions

afférentes aux matériels d'enseignement et d'apprentissage ;

- La gestion de la qualité.

La CUA et l'ADEA ont convenu de travailler au moyen des stratégies suivantes :

- la promotion du dialogue politique continental et régional sur l'éducation ;
- le renforcement des partenariats et des réseaux entre les établissements d'enseignement et les parties prenantes de l'éducation ;
- le renforcement des capacités techniques et institutionnelles des ministères, des établissements et des professionnels de l'éducation ;
- la recherche sur les politiques et expériences éducatives prometteuses, innovantes et efficaces ;
- le plaidoyer en faveur des transformations jugées nécessaires pour le développement de l'éducation.

Le Protocole d'accord initial entre l'ADEA et la CUA avait été signé en 2008, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action (PA) de la Deuxième décennie de l'éducation de l'Union africaine (2006 – 2015). L'ADEA a été un acteur clé de la mise en œuvre du

Plan d'action dans plusieurs domaines :

- Le Groupe de travail de l'ADEA sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques (GTGEAP) a développé des indicateurs pour mesurer les progrès réalisés dans les sept domaines prioritaires de l'UA pour l'éducation. Il produit les rapports régionaux et continentaux des Perspectives de l'UA qui sont présentés chaque année à la Conférence des ministres de l'éducation de l'Union africaine (COMEDAF) ;
- Le Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur (GTES) a contribué à la mise en place de l'Université panafricaine ;
- le Groupe de travail de l'ADEA sur les mathématiques et les sciences et le CEMASTEAM contribuent à la mise en œuvre du PACTED dans les domaines des mathématiques et des sciences ;
- Le Développement de la petite enfance (DPE) et l'éducation non formelle sont des domaines qui ont été ajoutés comme priorités suite au plaidoyer effectué par l'ADEA auprès de l'Union africaine.

Publié le 26 Mars, 2014 - 11:17

La consultation de la région Afrique sur le DPE confiée au GTDPE afin d'informer l'élaboration de l'agenda Post 2015

Le Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) a été chargé de coordonner la consultation de la région Afrique pour l'inscription du DPE comme priorité dans l'agenda de développement Post 2015. Il travaille actuellement à la désagrégation de l'objectif proposé pour DPE Post 2015 dans la matrice des indicateurs.

Le GTDPE et le Pôle de qualité de l'ADEA sur le DPE organiserons également une réunion de dialogue politique de haut niveau qui aura pour objectif d'aboutir à un document de position sur le DPE. La réunion doit se tenir avant la session sur l'agenda Post 2015 qui aura lieu à New York au mois de septembre.

Un document-argumentaire volumineux pour l'inscription du DPE dans l'agenda Post 2015 est issu de la réunion de haut niveau qui s'est tenue le 28 février 2014 à New York. La réunion avait pour objet la contribution des femmes, des jeunes et de la société civile dans l'agenda Post 2015

Les questions clés du document sont les suivantes :

- Quels sont les offres de services, les politiques et les mesures que l'on peut préconiser et présenter aux responsables de haut niveau dans le cadre du Post 2015 pour remédier à la pauvreté des enfants à

travers le monde et son impact sur leur survie, leur croissance et leur développement ?

Les réponses variées à cette question tournent autour du développement durable, la santé y compris le VIH/SIDA, la violence et l'exploitation des enfants, et l'investissement durant les premières années de l'enfant.

- Comment les États membres peuvent-ils prendre en compte les voix et les priorités des enfants marginalisés dans la conception et la mise en œuvre du nouvel agenda Post 2015?

La réponse à cette question demeure le dialogue car les enfants sont les exclus des grands débats internationaux. Il est donc temps de faire le plaidoyer pour plus de justice et de droit pour les enfants et d'accorder une plus grande attention aux personnes qui en sont responsables, à savoir le personnel soignant, les assistantes maternelle et les familles.

Pour plus d'informations, contacter Rokhaya Diawara, coordonnatrice du GTDPE, e-mail : r.diawara@unesco.org

Les gouvernements africains appelés à financer le développement des SIGE



Le Comité technique restreint sur les Systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) de l'Union africaine a demandé aux gouvernements africains de s'intéresser sérieusement aux SIGE en Afrique à travers l'allocation de ressources adéquates.

Cet appel a eu lieu à la fin de la réunion très suivie organisée à Accra au Ghana du 7 au 9 avril 2014. La réunion était organisée par le Groupe de travail de l'ADEA sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques (GTGEAP) en collaboration avec le Département des ressources humaines, de la science et de la technologie de l'Union africaine et sa Division des statistiques. La réunion a rassemblé des participants du Nigéria, du Cameroun, du Ghana, de la Namibie et de l'Afrique du Sud. D'autres représentants d'instances régionales et d'organisations internationales étaient également présents, comme la Communauté économique régionale des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de partenaires, le Centre africain de recherche sur la santé et la population (APHRC), la SACMEQ, l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), l'UNICEF, le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA) et les divisions de l'éducation, de la statistique et de la jeunesse de l'Union africaine.

A la fin de la réunion, un communiqué a été publié, qui met en exergue, entre autres, les défis qui se posent aux SIGE en Afrique, particulièrement à la lumière du Plan d'action de la Deuxième décennie de l'Union africaine, les contraintes financières auxquelles la stratégie continentale de l'UA sur les SIGE est confrontée ainsi que le soutien dont doit disposer le comité technique afin de pouvoir poursuivre son travail. Les participants ont fait appel aux Divisions de l'éducation et des statistiques de l'Union africaine afin que des budgets adéquats soient alloués afin que le Comité technique restreint sur les SIGE de l'UA puisse honorer ses engagements annuels.

Le rôle principal du Comité technique restreint sur les SIGE est de fournir un conseil technique et une assurance qualité à l'Observatoire de l'Union africaine sur les questions méthodologiques, logistiques et de faisabilité liées à la mise en œuvre du Plan d'action de la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique, en ce qui concerne le domaine prioritaire des SIGE.

Le Secrétariat du Commonwealth développe des normes pour les enseignants et directeurs d'école et un cadre de leadership pour les écoles



En 2011, le Secrétariat du Commonwealth qui héberge actuellement le Groupe de travail de l'ADEA sur la profession enseignante (GTPE) a lancé un processus consultatif et participatif pour développer un large cadre Pan-Commonwealth de normes professionnelles pour les enseignants et directeurs d'école. Le principal objectif du cadre de normes proposé est d'aider les pays à définir les exigences de base en matière de connaissances, de compétences pédagogiques et d'attributs personnels dont doivent faire preuve les enseignants et directeurs d'école pour atteindre les objectifs d'éducation. Les normes ont été finalisées et sont en cours d'impression pour la phase pilote avant d'être largement diffusées au ministère de l'éducation et aux instituts de formation des enseignants en Afrique.

Le Secrétariat du Commonwealth a également développé un cadre de capacités de leadership de l'école dans le Commonwealth qui reconnaît que dans certains pays du Commonwealth les directeurs d'école ont actuellement peu d'opportunités d'apprentissage et de développement professionnels. Ceci est notamment le cas dans les pays en développement et dans les petits États. En outre, les directeurs d'école dans les pays du Commonwealth ont actuellement peu de possibilités de partager mutuellement leurs expé-

riences, d'apprendre les uns des autres, ou de développer des initiatives éducatives conjointes. Pour ces raisons, offrir des opportunités de développement du leadership dans l'éducation aux directeurs dans les pays en développement et les petits états est une priorité exprimée dans le programme de leadership que de l'école dans le Commonwealth.

Le cadre forme le cœur conceptuel du programme de leadership scolaire du Commonwealth et est conçu pour proposer à travers notamment le dialogue professionnel et des ressources éducatives de qualité, un langage partagé afin de mieux comprendre la signification des directeurs et de la direction à tous les niveaux. Ce cadre sera publié et testé avant d'être partagé plus largement avec les ministères de l'éducation et les instituts de formation des enseignants en Afrique.

Pour de plus amples informations veuillez contacter Florence Malinga, Commonwealth Secretariat, également coordonnatrice du Groupe de travail de l'ADEA sur la profession enseignante (GTPE), mél: f.malinga@commonwealth.int

Le Burkina Faso fait appel à l'ADEA pour la conduite d'une revue par les pairs



Le Groupe de travail de l'ADEA sur l'éducation non formelle (GTENF) a accompagné le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA) pour la tenue d'un atelier à Ouagadougou, du 17 au 20 février 2014. L'objectif était de préciser les modalités de la conduite d'une revue par les pairs que l'ADEA est chargée de réaliser au Burkina Faso.

Officiellement ouvert par la ministre du MENA du Burkina-Faso, S. E. Mme Koumba Boly-Barry, l'atelier a accueilli des hauts cadres du MENA, le coordonnateur du GTENF, la consultante principale chargée de coordonner l'équipe internationale de la revue par les pairs, et les représentants des partenaires éducatifs du niveau décentralisé et local.

L'atelier a notamment précisé la thématique de la revue : l'amélioration de la qualité de l'éducation de base, en lien avec les choix stratégiques de trois dernières réformes éducatives du Burkina : le Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB), et les approches « Décentralisation » et « Continuum ». L'approche Continuum est une vision élargie de l'éducation de base qui s'étend au-delà du primaire pour couvrir le collège. La réforme tente de fondre le Pré-primaire, le Primaire et le 1er cycle du Secondaire dans un curriculum unique.

C'est la mise en œuvre de la vision « d'éducation de base élargie ».

La revue se penchera en particulier sur :

- la vérification de la cohérence du curriculum par rapport aux principes énoncés, aux contenus, à la faisabilité et aux pratiques sur le terrain ;

- les voies et moyens à mettre en œuvre pour un arrimage des curriculums du formel et du non formel en vue de construire un ensemble d'éducation de base fédérateur ;

- l'intégration de la préprofessionnalisation en éducation de base.

La revue devra explorer entre autres : la pertinence de l'approche du PDSEB par rapport aux besoins socio-économiques et l'employabilité des jeunes ; la prise en charge des groupes désavantagés qui ont résisté aux programmes EPT ; l'arrimage entre le formel et le non formel ; la consolidation des approches pédagogiques non formelles.

Selon la nouvelle feuille de route, la phase de diagnostic interne national devrait s'achever le 14 avril 2014.

Le GTENF mène actuellement une autre revue par les pairs au Congo (Brazzaville). La première phase (auto-évaluation) vient de s'achever.

Pour plus d'informations, contacter M. Ibrahima Bah-Lalya, coordinateur du GTENF, e-mail : gtenf@fasonet.bf

Editorial Team / Equipe de rédaction

Lawalley Cole
Ben Hassine Omar

Published by WG COMED
May 2014

Pour plus d'informations merci de contacter

Lawalley Cole

Coordinator, Working Group on Communication for Education and Development
Association for the Development of Education in Africa (ADEA)

African Development Bank (ADB)
Office 801-802 (ATR), P.O. Box 323 – 1002
Tunis- Belvedere, Tunisia

Tel : [+216] 71 10 3503

Fax : [+216] 71 25 26 69

Mobile: +216 216 314 25

Email: l.cole@afdb.org

Websites: <http://www.adea-comed.org>

<http://www.adeanet.org>

DISCLAIMER: The opinions expressed in this News Journal are solely those of the authors and do not reflect the official position of the Association for the Development of Education in Africa (ADEA), its Executive Committee or Steering Committee members or any of its Working Groups including the Working Group on Communication for Education and Development (WG COMED).

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE :

Les opinions exprimées dans ce Journal d'information sont de la seule responsabilité des auteurs et ne reflètent pas la position officielle de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), des membres de son comité exécutif ou de son comité directeur ou d'aucun de ses Groupes de travail, y compris le Groupe de travail sur la Communication pour l'éducation et le développement (GT COMED).